

Direction des bibliothèques

AVIS

Ce document a été numérisé par la Division de la gestion des documents et des archives de l'Université de Montréal.

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

This document was digitized by the Records Management & Archives Division of Université de Montréal.

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal

La tentative de coup d'État de 2002 au Venezuela : un cas
à contre-courant de l'Amérique du Sud

Par

Julie Savoie

Département de science politique
Faculté des arts et sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade
Maître ès science (M.Sc)
en science politique

Septembre 2008

© Julie Savoie, 2008



**Université de Montréal
Faculté des Études supérieures**

Ce mémoire intitulé :

**La tentative de coup d'État de 2002 au Venezuela : un cas
à contre-courant de l'Amérique du Sud**

Présenté par :

Julie Savoie

A été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Mémoire accepté le :

SOMMAIRE

Les coups d'État semblent être devenus un anachronisme en Amérique du Sud depuis la troisième vague de démocratisation. Malgré tout, les quelques tentatives ou menaces sérieuses prouvent que la question de savoir pourquoi les coups d'États surviennent demeure pertinente.

La question de recherche qui sous-tend ce travail est : sous quelles conditions l'interventionnisme militaire est-il plus probable? L'objectif de ce mémoire est double : 1) tenter d'expliquer pourquoi les coups d'État sont rares dans le nouveau contexte démocratique sud-américain et 2) analyser concrètement le processus qui a conduit à la tentative de coup d'État en 2002 au Venezuela.

Nous démontrons globalement que la rareté des coups d'État en Amérique du Sud s'explique par la combinaison de deux facteurs, c'est-à-dire 1) un processus « d'autonomisation de la démocratie » et l'amélioration des procédures institutionnelles de résolution de conflit ainsi que 2) la normalisation des relations civilo-militaires orientées vers un plus grand contrôle civil des forces armées.

Sur ces deux variables explicatives, le cas du Venezuela va à contre-courant de la tendance régionale. Suite à l'analyse du processus qui a conduit à la tentative de coup d'État de 2002, nous identifions cinq conditions qui favorisent ont augmenté les probabilités d'un coup d'État : 1) l'effondrement du système de partis; 2) la spirale de polarisation; 3) l'autonomisation « déficiente » de la démocratie; 4) le manque d'institutionnalisation de la société civile; et 5) la transition à un contrôle présidentiel des forces armées.

Mots clés : coup d'État, démocratisation, Amérique du Sud, relations civilo-militaires.

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE.....	iii
TABLE DES MATIÈRES	iv
LISTE DES SIGLES.....	vi
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I : LA RARETÉ DES COUPS D'ÉTAT EN AMÉRIQUE DU SUD.....	11
1. L'autonomisation de la démocratie.....	11
1.1 Les facteurs nationaux.....	12
1.1.1 Le renforcement des institutions démocratiques.....	12
1.1.2 Le renforcement de la société civile.....	16
1.2 Les facteurs internationaux	23
1.2.1 Le contexte international.....	23
1.2.2 Les organisations internationales	24
2. L'approfondissement du contrôle civil des forces armées.....	26
2.1 La fenêtre d'opportunité découlant des transitions démocratiques	27
2.2 Les impacts du contrôle civil sur les forces armées	28
2.3 Les impacts de la dynamique démocratique sur le contrôle civil	31
3. L'improbabilité d'une alliance civilo-militaire.....	33
1. La persistance de la crise économique et sociale.....	35
2. La crise de légitimité du système de partis bipartisan	39
3. La décentralisation politique.....	43
4. La radicalisation de l'opposition et ses manifestations dans l'opinion publique	45
5. L'attractivité de l'alliance électorale de Chávez.....	46
CHAPITRE III : LE DÉVELOPPEMENT D'UNE OPPOSITION DÉLOYALE SOUS CHÁVEZ	52
1. La dégradation de la démocratie représentative libérale : le néo-populisme de Chávez	52
2. La spirale polarisatrice et ses impacts sur la nature de l'opposition.....	60

2.1 La polarisation sociale.....	61
2.2 La polarisation politique.....	62
3. La perte de légitimité du gouvernement de Chávez : un scénario propice à l'instabilité	68
4. La classification de l'opposition	70
4.1 L'opposition déloyale.....	71
4.2 L'opposition semi-loyale.....	76
4.3 L'opposition loyale	77
CHAPITRE IV : L'AFFAIBLISSEMENT DU CONTRÔLE CIVIL DES FORCES ARMÉES	79
1. L'affaiblissement du contrôle civil dans une perspective historique.....	79
2. L'arrivée de Chávez au pouvoir : la dégradation accélérée du contrôle civil.....	83
CONCLUSION.....	92
BIBLIOGRAPHIE.....	97

ANNEXES

- 1- Répartition des attitudes envers la démocratie en Amérique du Sud (1995-2006)
- 2- Évolution des dépenses militaires en Amérique du Sud (1985-2005)
- 3- Variation du taux de chômage urbain au Venezuela (1980-1998)
- 4- Comparaison des dépenses gouvernementales versus la valeur des exportations du pétrole (1970-1993)
- 5- Comparaison des dépenses gouvernementales versus la dette publique (1970-1992)
- 6- Fragmentation du système des partis depuis la décentralisation politique
- 7- Évolution du déclin des parts électorales des partis politiques traditionnels (1973-1998)

LISTE DES SIGLES

4F : Nom donné à la tentative de coup d'État du 4 février 1992 au Venezuela

AD : Acción Democrática

ANC : Assemblée nationale constituante

CEPAL : Commission Économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes

CNE : Consejo National Electoral

CONAIE : Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador

COPEI : Comité de la Organización Política Electoral Independiente

CSJ : Corte Suprema de Justicia

CTV : Central de Trabajadores de Venezuela

FEDECAMERAS : Federación de Cámaras y Asociaciones de Comercio y Producción de Venezuela

FMI : Fond monétaire international

IRI : International Republican Institute

MAS : Movimiento al Socialismo

MBR-200 : Movimiento Bolivariano Revolucionario

MVR : Movimiento Quinta República

NED : National Endowment for Democracy

OEA : Organisation des États américains

PDVSA : Petróleos de Venezuela, S.A.

*Je tiens à remercier ma directrice de recherche, Graciela Ducatenzeiler,
pour m'avoir inculqué l'art de la structure et pour ses commentaires.*

*Merci à mère pour son aide et son support inconditionnel,
surtout dans mes projets les plus fous.*

*Merci à tous ces gens que j'ai croisé au fil de mon parcours universitaire.
Votre amitié et vos sourires m'ont énergisé.*

Merci à Sébas. Tu es une inspiration.

INTRODUCTION

Depuis que l'Amérique latine est entrée dans la « troisième vague de démocratisation », les gouvernements démocratiques de la région ont entamé des réformes majeures à plusieurs niveaux. Mais, confrontés à divers problèmes économiques, sociaux et institutionnels, l'instabilité politique est demeurée relativement élevée. À ce titre, spécifiquement en Amérique du Sud, onze présidents ont dû interrompre leur mandat démocratique avant la fin de leur terme depuis les années 1990¹. On remarque néanmoins que les processus menant aux changements de gouvernement ont changé. Contrairement à la période précédente (1930-1980) dans laquelle 37,5% des alternances de gouvernement se sont faits via des coups d'État (Valenzuela 2004 : 5), seulement six tentatives de coup d'État ou menaces sérieuses ont eu lieu en Amérique du Sud depuis 1990². De ce nombre, seul le coup de 2000 en Équateur, mené conjointement par les forces armées et la CONAIE (*Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador*) a réussi à déloger définitivement le Président en poste.

Des autres tentatives de coup d'État, celle de 2002 au Venezuela a été la plus médiatisée de la région. Le 11 avril 2002, à l'occasion d'une manifestation grandiose réunissant plus de 500 000 personnes (Ellner et Rosen 2002 : 9) organisée par les leaders de l'opposition pour demander la démission du Président Hugo Chávez, la situation a rapidement pris un virage chaotique. Conscients des risques élevés de confrontation avec les partisans pro-Chávez, ceux-ci ont délibérément dévié la trajectoire de la marche en direction du palais présidentiel, là où manifestaient simultanément les partisans de Chávez. Dans ce climat de haute tension sociopolitique, une branche dissidente des forces armées a contraint Chávez de se rendre et a installé un « gouvernement de transition ». Mais deux jours plus tard, la faiblesse de la nouvelle coalition combinée à la forte pression de la rue a entraîné le retour de Chávez au pouvoir.

¹ Fernando Collor de Mello: Brésil 1992, Carlos Andres Perez: Venezuela 1993, Abdala Bucaram: Équateur 1997, Raul Cubas: Paraguay 1999, Alberto Fujomori : Pérou 2000, Jamil Muhad : Équateur 2000, Fernando de la Rúa: Argentine 2001, Hugo Chávez : Venezuela 2002 (revient au pouvoir 72 heures plus tard), Gonzalo Sanchez de Lozada: Bolivie 2003, Lucio Gutierrez : Équateur 2005, Carlos Mesa: Bolivie 2005.

² Venezuela 1992 (2), Paraguay 1996, Équateur 2000, Paraguay 2000 et Venezuela 2002

Alors que les coups d'État paraissent être devenus une stratégie politique et militaire anachronique, la question de savoir pourquoi les coups d'État surviennent demeure pertinente en Amérique latine. En conséquence, la question de recherche qui sous-tend ce travail est : sous quelles conditions l'interventionnisme militaire est-il plus probable?

L'objectif de ce mémoire est double : 1) expliquer pourquoi les coups d'État sont rares dans le nouveau contexte démocratique sud-américain et 2) analyser concrètement le processus qui a conduit à la tentative de coup d'État en 2002 au Venezuela. Même si ce coup d'État a échoué, les retombés de son analyse nous permettront de comprendre quels sont les facteurs de déstabilisation politique. Si nous admettons que le coup d'État a historiquement été le plus grand défi à la stabilité démocratique, ces interrogations sont particulièrement intéressantes pour esquisser les possibles trajectoires politiques de ces pays et les défis actuels de la stabilité démocratique.

Les éléments théoriques

La généralisation des coups d'États militaires dans la deuxième moitié du XXème siècle en Amérique latine a donné lieu à une abondante littérature portant sur l'instabilité démocratique et les coups d'État. Nous avons retenu deux types d'explications.

La première est celle développée par Linz et Stepan (1978) dans leur ouvrage classique *The Breakdown of Democratic Regimes: Crisis, Breakdown and Reequilibrium*. Essentiellement, ils soutiennent que l'effondrement des démocraties compétitives doit être analysé comme un processus politique, malléable et en constante évolution. Loin de suivre une trajectoire linéaire, le sort d'une démocratie confrontée à des difficultés dépend des attitudes et des agissements des principaux acteurs du système politique et des institutions. A tous moments, les stratégies de différents groupes seront des indicateurs clés de l'évolution du conflit et de sa résolution. Selon ces auteurs, l'effondrement démocratique (dont quatre scénarios sur cinq impliquent un changement de régime par la force) est le résultat combiné de 1) l'affaiblissement de la légitimité du régime démocratique (elle-même issue de son faible degré d'efficacité et d'efficience); 2) de problèmes politiques insolubles; et 3) de la présence d'une opposition déloyale au régime démocratique et/ou aux principes démocratiques.

Cette explication va plus loin que celles d'autres auteurs qui considèrent la perte de légitimité comme cause principale des coups d'État. Pour Linz et Stepan, l'évolution du degré de légitimité est un indicateur du type d'opposition qui en découlera et non un facteur directement corrélé à l'interventionnisme militaire. Dans tous les cas d'effondrement démocratique, la présence d'une opposition déloyale, qui questionne l'existence d'un régime démocratique et qui a pour objectif de le changer, est une condition nécessaire. Ce statut n'est pourtant pas fixe et varie selon l'évolution du contexte politique et des alliances pragmatiques. Pour maximiser son impact au niveau micro et macro-politique, l'opposition déloyale doit être relativement forte et structurée de manière à avoir une influence sur les décideurs et surtout sur le positionnement des autres groupes d'opposition dans le système de partis (Linz et Stepan 1978 : 36). Ultiment, elle représente l'élément déclencheur de l'effondrement démocratique. Cependant, cette explication néglige à notre avis la relation entre l'agissement des acteurs politiques et l'interventionnisme militaire. Par conséquent, un modèle complémentaire est indispensable pour l'adapter au contexte actuel d'interventionnisme militaire en Amérique du Sud.

Se penchant moins sur le contexte politique du déclin démocratique que Linz et Stepan, Trinkunas (2006) et Fitch (1999) affirment que les relations civilo-militaires sont centrales pour évaluer les probabilités de coup d'État. À cet égard, le principal indicateur est le niveau de contrôle civil sur les forces armées. Plus grande est l'insertion des forces armées dans l'architecture institutionnelle de l'État, plus grandes sont les probabilités qu'elles respectent les principes constitutionnels et démocratiques. Même si le contrôle civil ne peut pas prévenir des crises politiques ou la montée d'une opposition déloyale, la subordination des forces armées au système démocratique fait en sorte que ce sont des politiciens et des bureaucrates qui sont en charge de résoudre la crise et non le corps d'officiers supérieurs. De plus, cette analyse se base sur le postulat que puisque l'influence des forces armées est disproportionnée comparativement aux autres acteurs politiques, leur adhésion au processus démocratique est indissociable de la stabilité du régime.

Soulignons que ce n'est pas en examinant uniquement la rareté des coups d'État que l'on peut établir la qualité du contrôle civil. Elle en est la conséquence et non la cause. L'absence d'un coup d'État ne signifie pas en soi qu'il existe un bon contrôle civil des forces armées, d'autres variables doivent être prises en compte. La démocratie peut survivre sans un bon contrôle civil des forces armées, mais plongée dans une crise, sa vulnérabilité augmente proportionnellement au risque de confrontation. D'autant plus que ce sont dans les « tests » que la dynamique des relations civilo-militaires se manifeste réellement.

Bien que les variables indépendantes utilisées par Linz et Stepan ainsi que Trinkunas et Fitch soient distinctes, elles sont inter-reliées et se complètent mutuellement. Prises individuellement, bien qu'essentielles, elles sont insuffisantes pour expliquer la baisse drastique du nombre de coup d'État en Amérique latine et les cas déviants. Cependant, c'est en les combinant que nous parviendrons à élucider la question de recherche. De la sorte, nous affirmons que dans une impasse politique, la vulnérabilité d'un régime démocratique à un coup d'État augmente en fonction de la présence simultanée 1) d'une opposition déloyale au régime démocratique ainsi que 2) d'un faible niveau de contrôle civil des forces armées. Le tableau suivant illustre l'interaction entre ces deux éléments.

Tableau 1 - Vulnérabilité à un coup d'État dans une crise de gouvernabilité

	Niveau de contrôle civil des forces armées		
	Faible	Élevé	
Nature de l'opposition au régime ³	Opposition loyale	Conflit potentiel, mais contrôlable pour le gouvernement	Extrêmement faible. Transition de pouvoir selon les normes constitutionnelles
	Opposition déloyale	Probabilité élevée d'un coup d'État	Risque relativement faible. L'opposition utilisera d'autres moyens d'interruptions démocratiques ou le coup viendra d'une rébellion interne. Risque de dérive vers une guerre civile.

³ Par souci de simplification, l'opposition semi-loyale n'est pas incluse dans ce tableau.

Selon ce cadre théorique, ce qui déterminera le déclenchement des coups d'État dépend de l'alliance formée entre des acteurs politiques déloyaux et une faction des forces armées ou de l'institution en tant que telle. Sans appui politique, une action strictement militaire a peu de chance de succès. Ce fait nous amène à concevoir le coup d'État comme un processus essentiellement politique. Dans son déroulement, la faible légitimité démocratique du régime et l'instrumentalisation du conflit par une opposition déloyale créent une fenêtre d'opportunité qui représente la voie d'entrée des militaires.

Cette explication est certainement applicable à l'effondrement démocratique des années 1970, mais son application dans le contexte contemporain mérite plus d'attention. Effectivement, alors que l'on observe une modification dans la nature des coups d'État et de leurs objectifs, il est important de revoir si les causes qui les engendrent demeurent similaires.

Les indicateurs

Dans le but d'analyser les deux variables indépendantes, soit la nature de l'opposition et le degré de contrôle civil des forces armées, certains indicateurs nous serviront de repère.

La nature de l'opposition

La nature de l'opposition dépend de son comportement envers les règles du jeu démocratique. Elle se classe en loyale, semi-loyale et déloyale. Pour déterminer la nature des divers groupes d'opposition, nous nous baserons sur les dix critères qui définissent une opposition loyale selon Linz et Stepan (1978 : 36), soit :

- 1) L'engagement public inconditionnel d'obtenir le pouvoir uniquement par la voie électorale;
- 2) Le rejet absolu d'utiliser la violence pour obtenir ou maintenir le pouvoir, sauf dans le cas de prise de pouvoir illégale accordée sous des normes constitutionnelles;
- 3) Le rejet de tout appel inconstitutionnel aux forces armées pour prendre le pouvoir ou de le conserver face à une opposition démocratique loyale;
- 4) Le rejet de la rhétorique de la violence pour mobiliser son support ou de détruire ses opposants, même s'ils sont non démocratiques ou antidémocratiques;
- 5) L'adhésion aux procédures de la démocratie compétitive. L'engagement à participer au processus politique, aux élections et aux activités parlementaires

sans poser de conditions au-delà des garanties des libertés civiles nécessaires pour un processus politique équitable;

6) La volonté, en principe, à assumer les responsabilités de gouverner ou de composer la majorité lorsqu'aucun autre gouvernement alternatif est possible, même si affaibli par une crise;

7) La volonté de se joindre à un opposant distant idéologiquement, mais engagé à la survie de l'ordre politique démocratique;

8) Le rejet de contacts secrets avec une opposition déloyale et le rejet de son support quand offert en échange de la tolérance de ses activités antidémocratiques;

9) La volonté de dénoncer au gouvernement démocratique légitime les activités des forces d'opposition ou des forces armées visant le renversement du gouvernement;

10) L'engagement de principe à réduire le rôle politique des pouvoirs neutres, tels que les rois, la branche judiciaire ou les forces armées pour assurer l'authenticité du processus politique démocratique.

Pour être qualifiée de *loyale*, l'opposition doit remplir la quasi-totalité de ces critères. Inversement, une *opposition déloyale* correspond à un groupe, quel qu'il soit, qui ne remplit pas la majorité des critères, particulièrement en ce qui concerne le respect des normes constitutionnelles et le rejet de toute forme de violence pour renverser un gouvernement. *L'opposition semi-loyale* se veut un intermédiaire entre les deux, ayant à la fois des caractéristiques de l'un et de l'autre. Un indicateur fréquent qui dissocie l'opposition semi-loyale de l'opposition déloyale est que la première est en accord sur les fins de l'opposition déloyale, mais en désaccord quant aux moyens à entreprendre pour y parvenir. Ainsi, tel que le conceptualisent Linz et Stepan (1978 : 32), « les partis semi-loyaux rejettent les moyens comme indignes et extrêmes, mais les excusent et ne les dénoncent pas publiquement puisqu'en accord avec l'objectif poursuivi ».

Simplifiée, la nature de l'opposition varie en fonction de la légitimité qu'elle octroie au régime démocratique. Une opposition loyale la renforce, tandis qu'elle est contestée par le milieu et rejetée par les déloyaux qui ne s'y conforment pas. Cependant, dans le processus politique, il devient souvent difficile de classer précisément chaque groupe. D'un côté les alliances se modifient ainsi que la dynamique du système de partis. De l'autre, les attitudes publiques sont parfois une façade des jeux de coulisse qui façonnent les comportements de chaque acteur. Le défi est d'évaluer avec exactitude au moment précis de la crise où se situe chacun des groupes d'opposition.

Le degré de contrôle civil des forces armées

La deuxième variable explicative porte sur l'évaluation du niveau de contrôle civil des forces armées en se basant sur une fusion des typologies de Fitch (1998) et de Trinkunas (2006). Se penchant tous deux sur les différents types de relations civilo-militaires postérieures à une transition démocratique, ils utilisent des indicateurs différents pour mesurer le pouvoir et le degré d'autonomie des forces armées. Fitch l'évalue selon leur l'influence directe ou indirecte sur la détermination des politiques alors que Trinkunas quantifie l'autonomie des forces armées en trois degrés (domination militaire, autorité partagée et domination civile) à l'intérieur des divers champs de compétences (*jurisdictional boundaries*), c'est-à-dire la défense externe, la sécurité interne, les politiques publiques et la sélection du leadership. Ainsi, l'analyse du premier axe davantage sur le processus, tandis que le deuxième sur les structures.

Malgré la forte influence de Trinkunas dans la construction des indicateurs qui seront utilisés dans ce travail, la typologie retenue pour ce mémoire est celle de Fitch. Ce choix se justifie puisque ce dernier met l'emphase sur l'intégration militaire à l'inverse des répercussions possibles sur la stabilité du régime comme c'est le cas pour Trinkunas. On dénombre quatre types de relation civilo-militaire : le contrôle militaire, la tutelle militaire, la subordination militaire conditionnelle et le contrôle démocratique consolidé. Dans tous les cas, un haut niveau de contrôle civil ne signifie pas automatiquement que les militaires n'ont pas de pouvoir, mais simplement que celui-ci est restreint à des champs d'expertises déterminés par les institutions démocratiques.

Le *contrôle militaire* représente un cas dans lequel les militaires détiennent une influence directe dans pratiquement tous les champs de compétences et demeurent les acteurs clés de la prise de décision.

La *tutelle militaire* fait référence à une dynamique civilo-militaire dans laquelle les militaires conservent un haut niveau d'influence réel et un pouvoir de veto implicite. Leur influence est à la fois directe et indirecte. S'ils dominent encore dans les sphères de la défense extérieure et de la sécurité interne, ils partagent leur autonomie en ce qui concerne les politiques publiques. Ainsi, les frontières entre les instances civiles et militaires sont faibles, le régime démocratique ne disposant pas d'un levier politique

suffisant pour s'imposer devant les militaires et approfondir le contrôle civil. Contrairement à la catégorie précédente, les militaires ne sont pas au pouvoir et sont encadrés par un régime démocratique, quoique minimal.

À un degré supérieur d'institutionnalisation, la *subordination militaire conditionnelle* implique une abstention des militaires à interférer dans les affaires étatiques. En contre partie, ils disposent d'un haut niveau d'autonomie institutionnelle dans la sphère de la défense externe où ils détiennent un quasi-monopole. L'influence politique des forces armées peut en ce sens être qualifiée d'indirecte et de limitée. Malgré cette subordination apparente, la loyauté des forces armées demeure conditionnelle et variable. Ceci signifie que même si elles renoncent généralement à intervenir, elles s'en réservent le droit si elles jugent que le contexte l'exige. Autrement dit, la vulnérabilité d'un régime dépend largement du degré de légitimité que lui accordent les forces armées et à la situation politique dans lequel il évolue. Ainsi, dans l'éventualité d'une crise politique et/ou économique, le régime démocratique court le risque d'être victime d'un coup d'État.

La forme la plus élevée de contrôle civil correspond au *contrôle civil démocratique consolidé*. À l'opposé des autres catégories, les forces armées n'ont pas de prédominance dans aucun champ de compétence et partagent même leur autorité sur la question de la défense externe. Ceci implique donc une subordination totale et inconditionnelle aux autorités civiles. Leurs activités, missions, rôle et budget sont déterminés par les instances politiques civiles. Même dans le cadre de visions divergentes, la priorité sera toujours accordée à ces dernières, en déplaisent aux hauts dirigeants militaires. Nous pouvons donc conclure que l'influence des militaires vis-à-vis les institutions civiles est très faible et va plutôt dans le sens inverse. Le fait que le ministre de la défense soit un civil illustre bien la supériorité des institutions civiles.

Depuis la troisième vague de démocratisation, aucun régime sud-américain ne correspond aux deux premières catégories. Puisque tous les cas intégrés à l'étude vacillent entre la *subordination militaire conditionnelle* et le *contrôle civil démocratique consolidé*, l'échelle de gradation utilisée dans ce mémoire inclura que ces deux

catégories. Nous considérerons comme faible la catégorie de la *subordination militaire conditionnelle* et d'élevé un *contrôle civil démocratique consolidé*.

Approche méthodologique

Pour répondre efficacement à la question de recherche, ce mémoire porte sur l'étude de cas de la tentative de coup d'État de 2002 au Venezuela. Il correspond à ce que Eckstein (1975) appelle un « *crucial case* », c'est-à-dire un cas dont « les faits sont cruciaux pour la confirmation ou non d'une théorie » (118). Non seulement il représente la dernière tentative de coup d'État en liste dans la région, mais ce sous une forme « moderne » qui s'éloignent des coups d'État traditionnels. De plus, la sélection de ce cas se justifie en fonction des importantes répercussions internes et externes de cette tentative de coup, bien au-delà des autres tentatives dans la région.

Mais surtout, la pertinence de son analyse repose sur le fait que le Venezuela est un cas extrême. Si la qualité de son régime démocratique faisait figure d'exception au cours des années 1970 alors que le continent s'ombrait dans l'autoritarisme, il représente le pays qui a vécu le déclin démocratique le plus drastique en Amérique du Sud depuis les quinze dernières années. Ironiquement, cette détérioration a eu cours simultanément à la revalorisation des principes démocratiques dans la région. L'analyse en profondeur du processus politique au Venezuela permettra de mettre en lumière comment se développe une opposition déloyale dans la société civile; logique qui pourra potentiellement s'appliquer à d'autres pays de la région.

Ceci étant dit, l'étude d'un cas n'est certainement pas suffisante pour tirer des généralisations. Après tout, le Venezuela est peut-être un cas marginal et exceptionnel qui a peu de valeur dans la confirmation de la théorie. Pour cette raison, tout au long de l'analyse, un effort sera consenti à mettre le Venezuela en perspective avec la tendance qui s'opère en Amérique du Sud.

Le modèle d'effondrement de régime que développent Linz et Stepan ne s'applique qu'aux régimes démocratiques. Nul doute que sous la présidence de Chávez, la démocratie s'est grandement érodée. Au point où certains auteurs parlent actuellement de déconsolidation démocratique et de « démocratie déguisée » (Corrales 2006).

Cependant, il importe de préciser que dans l'espace temporel qui nous intéresse pour ce travail, le Venezuela figurait comme une démocratie (minimaliste) à part entière.

Ce mémoire se divise en deux parties. Dans un premier temps, nous tenterons de mettre en lumière les facteurs responsables de la diminution des coups d'États comme stratégie à la fois politique et militaire de résolution de crise à travers l'Amérique du Sud. Cela nous permettra d'apporter une vision comparative plus éclairée vis-à-vis le cas vénézuélien. La seconde partie correspondra à l'étude de cas du Venezuela. Le deuxième chapitre jettera les bases de l'explication de l'ascension du Chávez au pouvoir. Ensuite, à travers les chapitres III et IV, l'analyse portera sur des deux variables explicatives du modèle théorique, soit le développement d'oppositions déloyales ainsi que l'affaiblissement du contrôle civil des forces armées. Il s'agira donc de comprendre *pourquoi* il y a eu une tentative de coup d'État en 2002 et *comment* s'est accentuée la crise politique. De cette manière, nous serons en mesure de déterminer les conditions qui augmentent les probabilités d'un coup d'État.

CHAPITRE I : LA RARETÉ DES COUPS D'ÉTAT EN AMÉRIQUE DU SUD

C'est un fait, les coups d'État ont quasi-disparu du paysage latino-américain suite à la dernière vague de démocratisation. Cela n'est pourtant pas une garantie de continuité pour l'avenir. Dans le passé, les mouvements de démocratisation ne se sont pas prouvés irréversibles. Par exemple, malgré des progrès démocratiques antérieurs, les années 1960-70 se sont caractérisées par le retour de l'autoritarisme en Amérique latine sous ce que O'Donnell (1978) a qualifié de régimes bureaucratique-autoritaires (RBA).

Néanmoins, la troisième vague de démocratisation semble se consolider plus profondément que celles qui l'ont précédé. Sans affirmer que cette vague-ci ne sera à jamais irréversible, sa portée semble plus profonde et moins sujette à des conjonctures spécifiques. Nous assistons présentement à la période sans tentative de coup d'État la plus étendue de l'histoire latino-américaine, c'est-à-dire de six ans. Ainsi, le nombre de tentative diminue alors que l'espace temporel s'élargit entre chacune d'entre elle. La section suivante tentera de démontrer que la rareté des coups d'État est due à l'équation d'un processus d'autonomisation de la démocratie et de l'approfondissement du contrôle civil des forces armées.

1. L'autonomisation de la démocratie

Un des facteurs déterminants de l'affaiblissement de l'interventionnisme militaire dans la sphère politique relève du processus « d'autonomisation de la démocratie » à travers la région. Développée par Knight (2001), cette expression signifie que la démocratie n'est plus perçue comme une fonction instrumentale par les différents protagonistes. Au contraire, elle détient un capital moral en faveur des procédures démocratiques indépendamment des contingences spécifiques et peut ainsi résister aux crises confrontées.

La démocratie est ainsi devenue « *the only game in town* ». Pour résultat : une plus grande part de l'opposition, malgré certains regards critiques sur le fonctionnement de la démocratie, lui est de plus en plus loyale et favorise les changements de gouvernement via un processus électoral sans violence. L'autonomisation de la

démocratie est conditionnée par une combinaison de facteurs nationaux et internationaux que nous présenterons ci-dessous.

1.1 Les facteurs nationaux

De prime abord, il est important de souligner que les progrès démocratiques à travers la région sont globalement notables, quoique très hétérogènes en fonction de la sous-région géographique et de la spécificité historique de chaque pays. Le cône sud a fait preuve d'une excellente amélioration démocratique entre 1990 et 2000, tandis que les pays andins ont quant à eux connu des progrès faibles ou modérés (McClintock 2001 : 10)⁴.

Globalement, la qualité du processus de démocratisation et la stabilité des régimes démocratiques s'évaluent en fonction de l'interaction de deux éléments : le renforcement des institutions démocratiques ainsi que de la société civile. Alors que les institutions favorisent son acceptation de manière *top-down*, la société civile a un rôle d'influence majeure sur l'amélioration de la qualité de la démocratie dans une perspective *bottum-up*. Liés ensemble, ces deux mécanismes ont rehaussé l'autonomisation de la démocratie en Amérique du Sud.

1.1.1 Le renforcement des institutions démocratiques

Dans une perspective institutionnelle, l'enracinement des principes démocratiques en Amérique latine est principalement la conséquence du renforcement des institutions politiques. Ceci se traduit par 1) l'équilibre de pouvoir entre l'exécutif et le législatif; 2) l'institutionnalisation des partis politiques ainsi que 3) la dynamique de compétition du système de partis. Ces trois facteurs sont certes importants, mais divergent d'auteurs en auteurs quant à leur niveau d'influence sur la diminution de la vulnérabilité d'un régime à un coup d'État.

⁴ Selon les conclusions de l'auteure, l'Uruguay reçoit la mention d'excellente progression démocratique; le Chili et l'Argentine de bonne; la Bolivie de bonne à modérée; le Brésil, l'Équateur et le Venezuela de modérée; et la Colombie, le Pérou et le Paraguay de faible.

L'équilibre de pouvoir entre la branche exécutive et législative

Le premier facteur explicatif se base sur la thèse de Pérez-Liñan. Il stipule que le processus de consolidation démocratique des dernières années a modifié la balance du pouvoir en faveur du législatif dans les cas de conflits extrêmes. Conséquemment, « la plupart des cas de dissolution [équivalant à une crise extrême] ont impliqué le retrait du président de son poste contrairement à la fermeture du congrès » (Pérez-Liñan 2005 : 52)⁵, ce qui remet en cause la tradition de domination de l'exécutif en Amérique latine. Cette donnée prend tout son sens dans une perspective historique. En effet, principalement en raison de l'asymétrie de pouvoir conféré au Président au cours de la période pré-transition (1950-1990), les militaires tendaient à s'allier avec la branche législative (dans 58% des cas) pour renverser un gouvernement (Pérez-Liñan 2005 : 58). Actuellement, le retour du balancier en faveur du législatif limite la possibilité de cette alliance.

D'une part, le législatif dispose d'outils constitutionnels à l'exemple des *impeachments* et des déclarations d'incapacité. Alors que ceux-ci étaient inutilisés il y a vingt ans, l'auteur explique ce changement de pratique en raison de la convergence des conditions nécessaires au démarrage du processus d'*impeachment*, soit le non-interventionisme des forces armées; la divulgation de scandales de corruption ou d'abus de pouvoir par les médias; et la fragilité du bouclier législatif du Président. De sorte que depuis les années 1990, l'*impeachment* est devenu la forme la plus commune de régulation des crises présidentielles en Amérique latine. Comparativement à la période précédente à la troisième vague de démocratisation dans laquelle 73% des crises menaient à des effondrements de régime, celles-ci ne menacent pratiquement plus la stabilité des régimes démocratiques⁶. Ce mécanisme est aussi devenu un levier législatif particulièrement efficace. Plongés dans une situation sociale insoutenable et par la crainte d'un *impeachment*, certains présidents ont d'ailleurs préféré démissionner avant que ne s'enclenchent les procédures institutionnelles⁷. D'autre part, dans le cadre démocratique, la recherche de la stabilité constitutionnelle procure un important avantage légal et

⁵ Sur 12 crises entre le législatif et l'exécutif entre 1979 et 2000, 75% des cas ont donné la suprématie au congrès alors que seulement 53% des crises ont suivi la même tendance entre 1950 et 1978 (56).

⁶ Depuis les transitions démocratiques, dans 88% des cas, ces crises n'ont pas engendré d'effondrement de régime (Pérez-Liñan 2007 : 62).

⁷ C'est l'exemple de De la Rúa et de Fujimori.

normatif au législatif tel que reconnu par le Président et les législateurs. Face à l'inaptitude croissante des présidents de challenge le législatif, ce dernier ne sent plus la nécessité de recourir aux forces armées pour dénouer une crise⁸.

En somme, la démocratisation a changé les relations de pouvoir des différentes branches de manière à réguler les confrontations et à modeler les attitudes des protagonistes en faveur d'un processus constitutionnel. Ces avancées institutionnelles ont permis de surpasser d'autres causes d'instabilité dans le passé, tels que le mode de régime présidentieliste (Valenzuela 2004)⁹ ou la balance numérique minoritaire du Président au Congrès (Kenney 2004)¹⁰.

L'institutionnalisation des partis politiques

Un second facteur qui favorise l'autonomisation de la démocratie est l'institutionnalisation des partis politiques. Selon Mainwaring (1999 : 325), un système dont les partis politiques sont institutionnalisés est le meilleur indicateur du progrès démocratique puisqu'il 1) est plus stable et moins volatile grâce à des liens partisans plus ancrés avec la société; 2) est perçu comme davantage légitime de la part des divers acteurs politiques puisque les partis politiques sont considérés nécessaires et désirables; et 3) comprend une organisation partisane effective. Il y a donc une plus faible probabilité qu'un leader anti-partis ou populiste obtienne le pouvoir, lui qui pourrait raviver de fortes tensions politiques, accroître la polarisation politique ou déstabiliser la démocratie sous une étiquette *semi-loyale* ou *déloyale*. À cet égard, les partis politiques agissent à titre de filtre pour encadrer leur candidat et le rendre redevable devant les membres du parti. Cette régulation partisane a pour effet d'exclure les *outsiders* et d'encourager l'avancement de candidats *loyaux* aux principes démocratiques.

⁸ Entre 1950 et 1989, seul un cas de dissolution sur dix-sept s'est fait sans intervention militaire. Or dans la dernière décennie des années 1990, sept cas sur dix se sont déroulés dans une voie purement constitutionnelle (Pérez-líñan 2005 : 57).

⁹ L'auteur reprend un argument répandu dans la littérature selon lequel les systèmes présidentielistes, dans leur manière d'opérer, sont plus enclins à des crises de gouvernabilité que les systèmes parlementaires.

¹⁰ L'auteur démontre qu'historiquement les gouvernements présidentiels minoritaires, donc sans majorité législative, ont vécu trois fois plus d'effondrements démocratiques que les autres. Pourtant, si l'on recadre les données depuis leur transition démocratique jusqu'à 1997, bien que 71% des gouvernements aient été minoritaires (voir le tableau 8.1 dans Kenney 2004 : 264), l'auteur ne recense qu'un seul effondrement démocratique, celui du Pérou, et que deux tentatives de coup d'État au Venezuela.

Par ailleurs, plus que des agents de représentation avec leurs supporteurs, la qualité de la représentation des partis politiques s'observe par leur aptitude à institutionnaliser leurs relations avec la société civile. Selon Hagopian (2005), c'est le principal déterminant de la capacité des États à surmonter une crise.

Appliquée à la réalité sud-américaine, nous remarquons cependant que l'institutionnalisation des partis politiques est souvent dépeinte comme faible et défailante dans les études sur le sujet (Roberts et Wibbels 1999)¹¹. Ceci est particulièrement observable au cours de la dernière décennie au cours de laquelle « il y a eu plus de systèmes de partis qui se sont détériorés ou désintégrés que d'institutionnalisation ou de consolidation » (Sanchez 2007 : 13). Ainsi, plusieurs partis traditionnels se sont effondrés sans pour autant que le système ne se reconstruise.

La dynamique de compétition du système de partis

Nous argumentons que la manière dont les partis politiques compétitionnent entre eux est une variable plus significative. Après tout, la baisse d'institutionnalisation et la fragmentation de certains systèmes de partis n'ont pas engendré une augmentation des coups d'État. Cela démontre que prise individuellement, la désinstitutionnalisation n'est pas une cause directe d'un coup d'État. Elle reflète plutôt le manque de légitimité d'un système de partis, ce qui peut ouvrir la voie à un *outsider* pour combler le vide politique. Parallèlement, une faible institutionnalisation des partis politiques influence certainement la gouvernabilité et la volatilité électorale (Remmer 1991), mais pas la dynamique de compétition en soi du système politique.

A l'instar de Norden (1998 : 427), « la nature des relations interpartis semble être le facteur clé pour expliquer la propension qu'un système politique développera une opposition déloyale ». À cet effet, une *compétition modérée*¹² est le modèle le plus stable

¹¹ Pour mesurer quantitativement l'institutionnalisation, on se réfère habituellement aux taux de volatilité électorale. Celles-ci ont grimpé, des années 1990 en comparaison aux années 1980 et encore plus au cours des années 2000 (Sanchez 2007 : 14).

¹² Elle se définit par un système dans lequel « les partis politiques aspirent véritablement à représenter adéquatement la population pour défaire l'autre à chaque élection, mais acceptent à la fois les incertitudes du processus et les possibilités de perdre les élections [...] et incorporent en douceur différents groupes d'intérêts, de manière à ce que peu de groupes dans la société seraient motivés à demander une autre forme de gouvernement » (Norden 1998 : 430).

pour le système démocratique. Il représente la voie qu'a suivie la majorité des systèmes politiques en Amérique du Sud depuis la troisième vague de démocratisation (Norden 1998 : 432).

Dans le discours et les procédures, plusieurs partis politiques précédemment considérés extrémistes se sont modérés pour entrer dans le jeu démocratique et se rapprocher idéologiquement du centre. Comme le signale Mair (1997 : 37), « les partis politiques compétitionnent maintenant dans le *marché électoral* plutôt que de tenter de le fermer et recherchent l'appui conditionnel des électeurs et non leur encapsulation ». Cette forme de dynamique s'éloigne des deux autres types de compétition qui facilitent la montée d'oppositions déloyales. À un extrême on retrouve le système *combatif* qui se caractérise par des relations interpartis très polarisées et peu inclusives. Ce faisant, il encourage l'émergence de forces centrifuges et le recours aux forces armées comme arbitre du jeu politique¹³. À l'opposé se situe un système élitiste *collusoire* qui se démarque par un faible niveau de compétition interpartis et un manque de représentativité.

Dans certains pays andins, l'élimination progressive des systèmes collusoires (particulièrement au Venezuela et en Colombie) et le changement de dynamique qui a en résulté sont la résultante de la décentralisation des partis politiques, ce que Sabatini (2003 : 138) qualifie habilement de « révolution tranquille dans les gouvernements locaux ». L'impact immédiat de ces réformes à la fin des années 1980 a été de multiplier le nombre de nouveaux partis politiques, créant de nouveaux canaux de représentation et d'évincer de la scène politique locale des partis traditionnels dont les intérêts nationaux ne correspondaient plus aux enjeux locaux.

1.1.2 Le renforcement de la société civile

L'autonomisation de la norme démocratique s'effectue également aux suites du renforcement de la société civile et des préférences observables dans l'opinion publique. Tusalem (2007) démontre en ce sens qu'il existe un lien de corrélation significatif entre la présence d'une forte société civile et l'augmentation de la stabilité politique. Cela

¹³ Ceci a mené à plusieurs coups d'État à l'exemple du Chili en 1973, de l'Uruguay au début des années 1970 ou de l'Argentine en 1976

s'explique d'une part parce que le renforcement de la société civile favorise la résolution de conflit à travers les canaux institutionnels démocratiques, l'avancée de ses intérêts lui étant reliée. Et d'autre part, la collaboration entre les ONG dans une société civile forte diminue les risques de polarisation et ainsi, que certains enjeux deviennent insolvables.

Par société civile, nous entendons « un réseau d'associations qui représentent des intérêts et des valeurs existant dans une société pour autant que ses unités constituantes ne soient pas contrôlées par l'État » (Waisman 2006 : 22). Au cours de la chute des régimes autoritaires et dans la phase de transition démocratique, le continent a connu une prolifération d'ONG, particulièrement actives dans les domaines des droits de l'Homme, de la surveillance d'élection et des activités reliées à la restauration des espaces civiles et politiques (Avritzer 2006 : 37). En termes quantitatifs, cela représentent certainement un avancé. Par contre, une approche plus approfondie de ses composantes nous amène à mitiger ce constat. En se concentrant sur la densité, la capacité d'autorégulation et le degré d'autonomie vis-à-vis le gouvernement, Waisman (2006) conclut qu'en dépit de différences notoires, les différentes sociétés civiles latino-américaines sont globalement faibles, la plus grande lacune ayant trait à leur autonomie. Néanmoins, leur volonté d'approfondir la citoyenneté, la bonne gouvernance et l'imputabilité sociale ont indéniablement favorisé l'établissement des démocraties libérales représentatives au cours de la période de transition¹⁴ et son amélioration subséquente. De sorte que la société civile est devenue un rempart contre les coups d'État et les régimes autoritaires.

L'accroissement de l'impact politique des mouvements sociaux

Outre l'organisation de la société civile et ses caractéristiques, ce qui est intéressant de constater dans la période contemporaine est l'apport de la société civile dans les moments de crises, là où les militaires sont généralement plus enclins à intervenir. Depuis les années 1990, sous le couvert de grognes populaires, les mouvements sociaux et particulièrement les mobilisations de masse (ou protestations de la rue) sont un moyen de plus en plus utilisé pour renverser un gouvernement. À

¹⁴ Pour l'année spécifique à laquelle les pays ont eu leur transition démocratique, la moyenne régionale de l'Amérique du Sud s'évaluait déjà à 2,2 sur une échelle de 3 (signifiant une forte société civile) (Tusalem 2007 : 380-381). L'écart des conclusions avec Waisman sont remarquables concernant la force des sociétés civiles. Cela découle principalement de l'hypothèse que l'auteure n'utilise que les variables « densité des ONG » et « *membership* » sans s'attarder à l'autonomie de ces ONG, un critère central pour Waisman.

l'exemple de l'Argentine en 2001 ou de la Bolivie en 2003 et 2005, ceux-ci ont joué un rôle central dans la chute de président. Compte tenu de leur rôle d'importance sur la détermination de quel président sera évincé, les mouvements sociaux représentent les nouveaux « pouvoirs modérateurs » des gouvernements civils (Hochstetler 2006), prenant le relais des militaires à titre de gardien de la démocratie. Cela engendre un changement de mentalité au sein des mouvements sociaux. Ils excluent désormais la nécessité d'un coup d'État pour dénouer une crise.

Même dans les cas de crises politiques institutionnelles menant à l'*impeachment*, les soulèvements populaires ont certainement accéléré le renversement d'un gouvernement et joué un rôle proactif. Ils ont eu pour impact de discréditer davantage le Président et d'encourager l'exposition médiatique des scandales, les législateurs agissant ensuite pour encadrer le processus institutionnel de transition gouvernemental.

Par ailleurs, la perception de l'utilisation des mouvements sociaux s'est aussi modifiée au sein de la classe politique. Ainsi, au cours des années 1990, « les élites ont construit l'activation des coalitions de rue multi-classes comme un indicateur de l'isolation politique en soi du Président » (Pérez-Líñan 2007 : 188). En visant davantage un Président qu'un gouvernement dans son ensemble, la loyauté partisane des législateurs tend à se dissoudre plus facilement selon des calculs stratégiques, ce qui constitue une condition favorable à l'enclenchement des mécanismes d'*impeachment*.

L'Équateur illustre bien la centralité de la société civile pour la compréhension des résolutions de conflit. Considéré comme le pays aux plus forts mouvements sociaux (Petras et Veltmeyer 2005 : 35), l'activisme de ces derniers a été le fondement des protestations menant au seul coup d'État réussi depuis la troisième vague démocratisation. À ce titre, la CONAIE a été l'instigateur de ce qu'elle qualifie une « rébellion populaire » et une force de mobilisation essentielle de la tactique des militaires, conférant à ces derniers une plus grande légitimité au coup d'État contre Muhad (Walsh : 2001). Ainsi compris, même dans un pays où les forces armées détiennent un niveau de confiance très élevé dans la population (deuxième institution derrière l'Église)¹⁵,

¹⁵ Cela s'explique en partie du fait que les forces armées équatoriennes n'ont pas une réputation de violence ou de grande répression.

l'inclusion des mouvements sociaux change la nature des interventions militaires et la formation des alliances stratégiques.

L'opinion publique

L'organisation de la société civile et les visions des ONG ne sont pas des indicateurs parfaitement fidèles aux opinions répandues dans la population. De manière complémentaire à l'insistance de Linz et Stepan sur les élites et les groupes d'intérêts comme principaux déterminants de la trajectoire démocratique d'une nation, la culture politique prônée dans la société civile joue un rôle décisif quant à la sélection des leaders politiques et indirectement sur les mécanismes de résolution de crise que ceux-ci privilégieront. En effet, la nature des élites (loyales ou déloyales) reflète les attitudes de l'électorat. Nous argumentons qu'en conséquence des attitudes plus favorables à la démocratie dans la société, à des fins électoralistes du moins, il est devenu impossible de se présenter ouvertement sous la bannière *déloyale* en utilisant la violence pour parvenir à ses fins¹⁶.

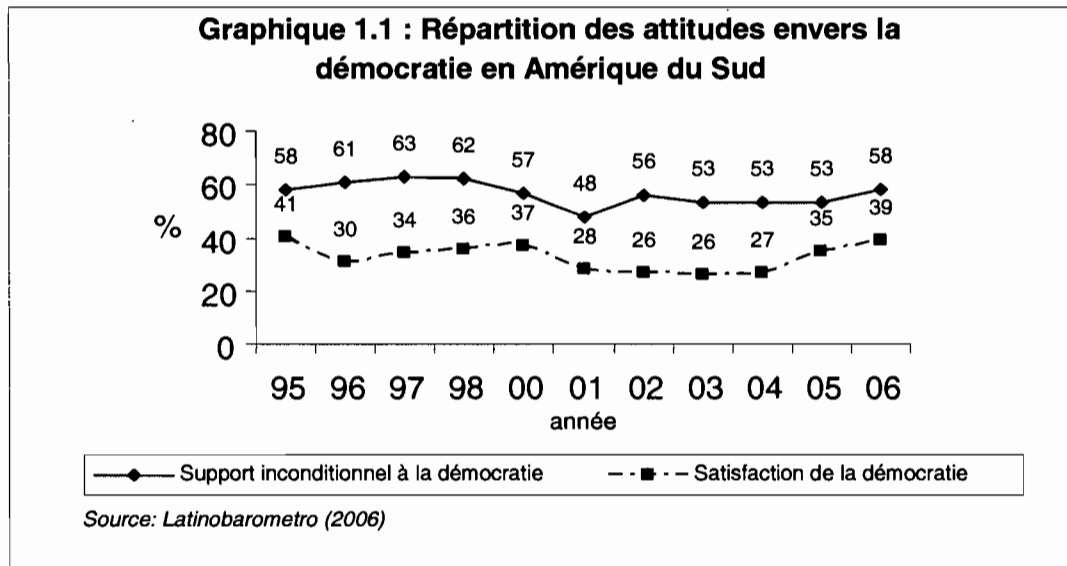
Pour étudier l'opinion publique dans une vision d'ensemble, le meilleur indicateur est le *Latinobarómetro*, une organisation publique qui sonde annuellement les pays latino-américains sur une variété de sujets. Par l'entremise de cet instrument, nous serons en mesure d'évaluer l'évolution des perceptions de la norme démocratique au cours des dernières années. Toutefois, ces sondages ne s'effectuant que depuis 1995, il nous sera impossible de dégager des pistes de comparaison avec l'époque où les coups d'État étaient plus généralisés. À partir des données colligées, trois principaux constats émergent : 1) malgré des taux d'insatisfaction élevés, la démocratie demeure l'option la plus valorisée; 2) les attitudes démocratiques varient selon une nouvelle répartition idéologique et 3) il y a une confusion relative sur le concept de démocratie.

Premièrement, l'autonomisation de la démocratie s'observe en fonction du niveau relativement constant de support à la démocratie¹⁷. Globalement, en termes orwelliens,

¹⁶ Par exemple, d'ex militaires tels qu'Hugo Chávez et Hugo Banzer ont dû accéder au pouvoir via les urnes sous le voile *semi-loyal*.

¹⁷ Pour voir la répartition du niveau de support à la démocratie entre les démocrates inconditionnels, les démocrates conditionnels et les indifférents, se référer au graphique en annexe 1.

75% de la population interrogée est d'accord ou très d'accord avec l'affirmation selon laquelle la démocratie est le meilleur système politique (Latinobarómetro 2006 : 71). Cela n'est pas surprenant en soi. Plus significatif est qu'en dépit d'une insatisfaction élevée du fonctionnement de la démocratie, le soutien inconditionnel pour celle-ci (compris ici comme une attitude *loyale*) est demeuré relativement stable à travers le temps.



Les raisons de l'insatisfaction sont très variées et dépendent davantage des trajectoires historiques spécifiques à chaque pays qu'à une conception idéologique de la démocratie. Pourtant, s'il est crucial de différencier le support démocratique de sa satisfaction, il en va de même avec les performances économiques et leurs incidences sur la stabilité démocratique.

Bien qu'il existe un lien entre des résultats économiques positifs et la valorisation de la démocratie (McClintock 2001), cette corrélation ne semble pas être l'indicateur principal des attitudes envers la démocratie. La performance macro-économique influence fortement l'attitude publique envers leur gouvernement (Pérez-Líñan 2007 : 91), mais que faiblement la légitimité du régime démocratique. Ainsi, malgré une conjoncture économique difficile, la variation du support démocratique a été relativement faible et a fait preuve d'une « surprenante résilience » (Lagos 2003). L'exemple le plus percutant de cette affirmation est la crise économique de 2001 qui a touché plusieurs pays

de la région, en particulier l'Argentine. Au cours de cette année, alors que seulement 32% des répondants se disaient satisfaits de la démocratie, 48% maintenaient tout de même un support inconditionnel à la démocratie et 18% un support conditionnel (Latinobarómetro 2006 : 46). Cela suppose que d'autres facteurs interviennent pour expliquer le décalage entre ces deux variables.

Un second constat qui a réduit les risques de coup d'État provient d'une nouvelle tendance de redistribution du support démocratique en fonction du clivage gauche/droite. Historiquement alliée aux militaires pour les coups d'État, la droite est devenue plus favorable à la démocratie (majoration de 8%)¹⁸ tandis que la gauche la supporte moins inconditionnellement que dans le passé (diminution 8%)¹⁹, mais sans pour autant privilégier l'autoritarisme. Dans cette équation à somme nulle, l'augmentation comparative de 5% des attitudes loyales à la démocratie est attribuable à son renforcement global par le centre (Lagos 2008 : 115).

Cette reconfiguration s'explique en vertu du contexte sociopolitique suite à la troisième vague de démocratisation. Cette période s'est conjuguée avec la venue au pouvoir de partis de droite favorisant des mesures néolibérales. À court terme, cela a diminué la demande de coup d'État puisque « plusieurs élites économiques ne [dépendaient] plus des coups pour avancer leurs objectifs parce qu'ils [disposaient] d'une influence directe sous l'autorité civile » (Dominguez 2003 : 356).

Or, vers la fin des années 1990, la politique sud-américaine a plutôt été marquée par la montée de la gauche. C'est sur ce point que l'analyse de la distribution des appuis démocratiques est particulièrement pertinente et significative pour l'autonomisation de la démocratie. Contre-intuitivement, alors que la « vague de gauche » a déferlé sur le continent (et qui s'opère toujours), nous remarquons le renforcement de l'appui démocratique de la droite jumelé à une baisse de l'appui conditionnel à l'autoritarisme (Lagos 2008 : 116). La cause principale est la modération dans la gouvernance de différents gouvernements associés à la gauche (ex. : Lagos au Chili, Lula au Brésil ou

¹⁸ Le Chili se démarque avec une augmentation de 28%. À noter que même si la droite demeure le pôle idéologique qui détient le moins d'acteurs loyaux, la marge de différence s'est considérablement amincie au fil des dernières années.

¹⁹ Ce calcul se base sur les données enregistrées en 2006 comparativement à la moyenne historique, c'est-à-dire de la période entre 1995 et 2005 (voir Lagos 2008 : 115).

Kirchner en Argentine), plus élevée que ne l'aurait espérée la droite. Ajoutée à l'élément de continuité dans les politiques économiques, la modération idéologique a eu pour effet de tempérer les craintes et la méfiance d'une certaine tranche de la droite.

Paradoxalement, alors qu'on aurait pu interpréter l'augmentation des possibilités de la gauche d'accéder au pouvoir comme un facteur positif, le support de celle-ci a décliné (Lagos 2008 : 115). Cette érosion provient en partie de la perception de lenteur des réformes socio-économiques et des désillusions que cela implique pour la gauche plus « radicale ». Par contre, point encourageant pour l'autonomisation de la démocratie, ces données révèlent que malgré une diminution d'appui inconditionnel à la démocratie de la gauche, cela n'entraîne pas symétriquement un appui à l'autoritarisme²⁰.

Somme toute, nous constatons qu'il y a de plus en plus d'attitudes loyales dans la population sud-américaine simultanément à une diminution de la semi-loyauté et/ou de la déloyauté²¹.

Finalement, il est nécessaire de souligner la relative confusion autour du concept de « démocratie » au sein de la population. En guise d'exemple, en 2006, plus du quart de la population (27%) n'était pas capable de la définir (Latinobarómetro 2006 : 59). Et parmi les répondants en mesure de le faire, 48% considérait que la démocratie peut exister sans partis politiques et 44% sans congrès (Latinobarómetro 2006 : 63). Ces réponses vont indéniablement à l'encontre des principes de la démocratie représentative libérale. Cela nous indique qu'il faut toujours être prudent dans l'analyse de l'opinion publique et constamment garder à l'esprit que la démocratie demeure une question de perception. Comme le soulignait O'Donnell (2007) dans un essai, la conception de la démocratie est relative aux attentes et aux performances d'un gouvernement; ce qui n'est certainement pas homogène ni dans les sociétés, ni entre elles.

En résumé, en dépit d'une opinion publique envers la démocratie vacillante et très hétérogène à travers la région²², la croissance de la société civile permet d'être optimiste

²⁰ Sauf pour le Chili et l'Uruguay, mais qui demeurent avec des niveaux près dans la moyenne régionale

²¹ Ceci est particulièrement marquant au Chili, en Équateur et au Brésil.

²² L'écart est de 27% entre les trois pays ayant un taux de support les plus faibles (Brésil, Paraguay et Équateur) comparativement aux trois pays les plus élevés (Uruguay, Venezuela et Argentine).

quant à l'amélioration de la qualité de la démocratie en Amérique du Sud. Juxtaposées à des mécanismes institutionnels plus souples et efficaces, la demande en coup d'État ainsi que la volonté des acteurs à y recourir ont grandement diminué au niveau national.

1.2 Les facteurs internationaux

Alors que la stabilité démocratique est le reflet de la volonté normative insistante des acteurs internes, il serait erroné de sous-estimer le rôle du contexte international et des institutions qui le modulent puisque les attitudes des élites ne se confinent pas uniquement aux frontières nationales. Elles agissent dans un monde malléable dans lequel il y a une interaction constante entre le contexte national et international.

1.2.1 Le contexte international

L'utilisation de la métaphore d'une vague de démocratisation est amplement reprise par divers analystes. Mais peut-on réellement parler d'une vague? La réponse est oui. Par un mécanisme de diffusion, la démocratie se renforce par elle-même. En effet, selon la thèse de l'imitation du voisin (*neighbor emulation*), il existe une tendance des pays frontaliers à converger vers un niveau de démocratie semblable avec le temps selon la logique suivante : puisque leurs intérêts sont similaires, les pressions vers la convergence sont plus grandes (Brinks et Coppedge : 2006). Cette dynamique a été particulièrement visible au cours de la dernière phase de transition démocratique en Amérique latine (Mainwaring et Pérez-Liñan 2005 : 27). Autrement dit, le contexte régional a favorisé les transitions démocratiques et tout porte à croire qu'il renforcera sa consolidation à plus long terme. Bien qu'un contexte idéologique favorable à la démocratie n'assure pas que tous les pays appliquent ces principes, cela en augmente les probabilités.

Le contexte international a une incidence directe sur la manière dont sont perçues les menaces et établit les balises de la légitimité d'un régime ainsi que les fonctions qui lui sont accordées. Au début des années 1990, la fin de la guerre froide et la suprématie des idéaux occidentaux en faveur de la démocratie et du néolibéralisme ont eu un impact déterminant sur la trajectoire des régimes latino-américains. Au niveau national, la menace communiste a disparu, ou du moins, elle ne représente plus un danger immédiat.

Conséquemment, les militaires ne peuvent plus se servir du prétexte de la sécurité nationale pour intervenir politiquement tel que c'était le cas dans les années 1960-70.

Cette conjoncture a aussi causé un important changement stratégique dans le comportement des États-Unis en faveur de la démocratisation. L'influence des États-Unis sur la politique sud-américaine est indéniable. Quoiqu'en régression, son levier politique et économique est inégalé dans la région. Depuis la fin de la guerre froide, la démocratie et le néolibéralisme sont devenus les principaux chevaux de bataille de leur politique extérieure. Ceci correspond à des intérêts à l'opposé de ceux qui caractérisaient la période au plus fort des coups d'États. À cette époque, leur priorité visait plutôt à éviter la « contagion du communisme » dans les Amériques, ce qui légitimait leur partenariat avec l'opposition déloyale et les militaires prêts à faire un coup d'État, reléguant en seconde importance les aspects démocratiques.

1.2.2 Les organisations internationales

Dans une autre perspective, la région s'est dotée de mécanismes institutionnels directs pour favoriser la consolidation démocratique et contrer les coups d'État, dont l'Organisation des États américains (OEA) est le principal promoteur. Suite à l'effondrement des régimes autoritaires, un consensus a graduellement émergé pour promouvoir activement des standards démocratiques de manière à ce que la démocratie représentative devienne la norme et non l'exception. En plus d'en faire une condition essentielle à l'adhésion de ses membres et un objectif transversal, ce caractère normatif a atteint un nouveau sommet en 1991 lorsque l'organisme s'est doté d'un pouvoir d'intervention dans l'éventualité « d'une interruption soudaine ou irrégulière d'un processus politique démocratique institutionnel ou de la légitimation de l'exercice du pouvoir par un gouvernement élu démocratiquement »²³ (article 20). De l'aveu d'un important militaire paraguayen, en vertu de cette résolution, « l'ère des coups militaires en Amérique latine venait de prendre fin » (Valenzuela 1997 : 53).

En 2001, des mesures punitives ont été ajoutées dans le cas d'une interruption inconstitutionnelle de la pratique démocratique. À la demande du gouvernement victime ou à l'instigation du Secrétaire général de l'OEA,

²³ Cela suppose un coup d'État (militaire ou sporadique) et un *autogolpe*.

« un membre dont le gouvernement démocratiquement constitué est renversé par la force peut être l'objet d'une suspension de l'exercice de son droit de participation aux sessions de l'Assemblée générale, à la Réunion de consultation, au sein des Conseils de l'Organisation et des conférences spécialisées, ainsi qu'aux séances des commissions, groupes de travail et autres organes subsidiaires qui existent » (Chartre de l'OEA).

Ainsi, l'isolation politique qui découle d'un coup d'État, qu'il soit sporadique ou non, constitue un outil de dissuasion très efficace qui diminue les risques d'une telle action.

Plusieurs critiques ont été adressées à l'OEA. De celles-ci, on note le manque de consensus normatif, l'incapacité de prévenir des crises (Legler 2007 : 121) ainsi que l'ambiguïté et la sélectivité de ses réponses en cas de crise (Pion et Arcenaux 2007). Par contre, nul doute que confronté à des dilemmes de natures démocratiques, le coup d'État est celui qui engendre la réaction la plus proactive de la part de ses membres. Dans ces cas, l'OEA a agi vigoureusement et avec consistance pour protéger les démocraties face à des *golpitas*²⁴.

À la base de cette conclusion, Arcenaux et Pion-Berlin (2007) conditionnent le comportement des membres de l'OEA en fonction de trois variables : la clarté de la menace; la nature de l'enjeu; et les contingences, c'est-à-dire l'inclinaison favorable de l'opinion publique de la possibilité d'intervention. L'évaluation de ces critères découle d'un calcul rationnel coûts-bénéfices à partir duquel chaque pays fonde ses agissements. Les irrégularités recensées dérivent de leurs perceptions très variables dépendamment des contextes nationaux spécifiques et de leurs intérêts en cause. Appliquée à l'éventualité d'un coup d'État, la pro activité des États membres repose sur trois explications.

D'abord, puisque le coup d'État représente une menace claire et élevée tant pour les intérêts nationaux de chaque pays que celui du pays victime, il n'y a pas d'ambiguïté sur la nature de la menace. Il devient impératif d'intervenir énergiquement pour réprimer cette action, particulièrement pour les pays qui se sentent eux-mêmes plus vulnérables

²⁴ Depuis 1990, les réactions les plus fortes de l'OEA se sont manifestées aux tentatives de coup au Surinam 90-91, Haïti 91-94, Venezuela 92, Paraguay 96, Paraguay '00, Équateur '00 et Venezuela '02

(Levitt 2005)²⁵. Ensuite, contrairement aux crises constitutionnelles qui peuvent s'échelonner sur des années, le coup d'État est un événement aux barrières temporelles fixes et limitées. Il est donc plus facile de déterminer *quand* intervenir²⁶. Finalement, puisque l'OEA doit obtenir le consentement du gouvernement avant d'intervenir, dans un cas de coup d'État, la victime est le gouvernement déchu. De ce fait, le principe de la souveraineté nationale n'est pas remis en cause dans l'intervention. Combinés, ces éléments ont enclin l'OEA à fréquemment façonné la logique, le coût et les bénéfices des acteurs domestiques de rejeter le coup d'État comme tactique de résolution de crise (Mainwaring et Pérez-Liñan 2005 : 40). De manière stratégique, l'opposition déloyale a maintenant plus avantage à se convertir en opposition semi-loyale, donc sans faire l'usage d'un coup pour arriver à ces fins.

En résumé, l'OEA concentre son énergie « à dissuader les coups militaires au détriment des autres menaces et les négligent en commission lorsqu'elle se concentre à l'amélioration des procédures électorales comme *sin qua non* de la consolidation démocratique tout en permettant des traits d'érosion substantifs de la démocratie entre temps » (Arcenaux et Pion-Berlin 2007 : 2). L'organisation est donc un acteur secondaire de la consolidation démocratique. Mais prise dans l'impasse de ne pas intervenir aux transgressions mineures de la démocratie, l'OEA court toutefois le risque de permettre le glissement progressif vers l'autoritarisme (une « altération non constitutionnelle » dans les termes de l'OEA) comme ce fut le cas sous Fujimori au Pérou et de voir s'accumuler le nombre d'acteurs semi-loyaux.

2. L'approfondissement du contrôle civil des forces armées

Alors que la démocratie s'enracine plus profondément dans les institutions politiques ainsi que dans la culture politique de la société civile et des élites politiques, l'approfondissement du contrôle civil des forces armées est la seconde variable qui a conduit à la diminution de l'interventionnisme militaire. En fait, les relations civilo-militaires sont au plus stables depuis deux décennies. Cette amélioration est la résultante

²⁵ Effectivement, puisque la démocratie représente le pilier de la légitimité de certains gouvernements, la renforcer dans le cadre interaméricain augmente en retour leur propre légitimité et la propension de l'OEA à les défendre en cas de situation similaire.

²⁶ À l'inverse, dans les situations d'érosion démocratique ou de démocratie de faible intensité, l'OEA s'est montrée hésitante à intervenir.

1) d'une fenêtre d'opportunité issue de la dernière vague de transitions démocratiques, 2) des impacts du contrôle civil sur le comportement des forces armées ainsi que 3) des impacts de la dynamique démocratique sur le contrôle civil.

2.1 La fenêtre d'opportunité découlant des transitions démocratiques

La troisième vague de démocratisation, sous l'égide de leaders aux fortes convictions démocratiques, a représenté une fenêtre d'opportunité pour les autorités civiles afin de redéfinir le rôle et l'autonomie des forces armées dans l'espoir d'assurer la survie démocratique du gouvernement en place à court terme et d'assurer la stabilité du régime à long terme. À l'aube des transitions démocratiques, les forces armées à travers la région souffraient d'une perte importante de légitimité aux yeux de l'élite politique et de la population. Le legs historique de scandales de violations des droits humains ainsi que les débâcles économiques des régimes autoritaires précédents²⁷ ont fortement heurté leur réputation dans la mémoire collective en tant que pouvoir exécutif et d'institution dans l'État. Leur faible crédibilité politique, à des degrés divergents, était telle que les nouveaux gouvernements démocratiques bénéficiaient d'un levier politique qui les avantageait face aux militaires. Sans affirmer que la balance de pouvoir ne soit jeu à somme nul, dans l'équilibre des relations civilo-militaires, la force de l'un limite celle de l'autre.

Outre le levier politique du gouvernement, la trajectoire du contrôle civil des forces armées est aussi modelée en fonction de la capacité de l'État de réduire les prérogatives des militaires et leur influence. Cela représente le point le plus faible la transition à un contrôle civil. Comme le note Diamint (2003), certains pays n'ont même pas de ministre civil de la défense. Et dans le cas contraire, il est très faible. Sans l'expertise civile nécessaire, les militaires ont continué de profiter d'une grande autonomie institutionnelle. Une autre lacune en importance est le manque de transparence quant aux fonds alloués aux militaires. La détermination civile du budget n'est pas suffisante. Conjointement, des mécanismes de contrôle et de surveillance sont impératifs à la consolidation démocratique.

²⁷ À l'exception du Chili et de l'Équateur, mais notamment en Uruguay et en Argentine.

L'édification du contrôle civil est pourtant parsemée d'obstacles. Tous les auteurs s'accordent pour affirmer que la subordination des militaires est une des tâches les plus complexes au cours de la transition vers la démocratie. Le grand dilemme auquel sont confrontés les gouvernements démocratiques porte sur l'équilibre précaire de diminuer le degré de pouvoir conféré aux militaires sans trop menacer leurs prérogatives, ce qui pourrait causer un mécontentement dans les rangs militaires et mettre en péril les acquis démocratiques²⁸.

2.2 Les impacts du contrôle civil sur les forces armées

À travers la région, le processus d'approfondissement du contrôle civil comporte certains principes qui ont eu pour impact de contribuer à la diminution du risque des tentatives de coup d'État. Cela se répercute sur deux volets : la volonté ainsi que les capacités des militaires de tenter un coup.

D'abord, la subordination politique issue du modèle démocratique crée à moyen et à long terme une loyauté inconditionnelle des militaires envers les autorités civiles. Par conséquent, elle diminue leur *volonté* de tenter un coup d'État. Ce principe a surtout une incidence sur le rôle que les forces armées s'attribuent. Historiquement, préoccupées par des doctrines de sécurité nationale, elles se considéraient comme les gardiens de la *patria* et de l'ordre. La défense de ces deux principes légitimait leur interventionnisme et le recours à des coups d'État. Cependant, l'entrée en démocratie a modifié cette perception au niveau culturel et institutionnel.

D'un point de vue culturel, la subordination politique se répercute surtout sur les attitudes des leaders militaires. En effet, tel que le soutient Fitch (2001), la consolidation du contrôle civil découle surtout d'un débat interne dans les rangs militaires favorisant la démocratie au détriment d'un gouvernement militaire ou de la conception de leur rôle privilégié. Le changement de perception de leur statut dans la société et dans l'État est ici crucial pour comprendre la baisse de fréquence des coups d'État.

²⁸ En général, les gouvernements démocratiques ont réussi le pari. Même si des coupures budgétaires et un recours à la justice pour éclaircir certains scandales de droit de l'Homme sous la période précédente ont entraîné des rebellions et des manifestations de frustration de la part de certaines factions des forces armées, à l'exemple des *carapintadas* en Argentine en 1991, aucun coup d'État a proprement dit dans l'objectif de renverser un gouvernement n'a été tenté pour ces motifs.

La redéfinition du rôle historique de l'armée va aussi de pair avec le processus de professionnalisation que suppose la consolidation démocratique. Toutefois, il est primordial de nuancer ce propos puisque la professionnalisation n'a pas historiquement été un gage d'abstention dans les affaires politiques de la part des militaires. Contrairement à la conceptualisation de Huntington (1957), dans le contexte latino-américain, des niveaux élevés de professionnalisation axés sur la discipline, l'expertise et la hiérarchie ont conduit à 1) leur politisation; 2) à plus d'institutionnalisation militaire sous les RBA et 3) à plus d'autonomie comme en témoignent les cas du Chili en 1973 et du Brésil en 1976 (Fitch 1998 : 3).

Néanmoins contrairement à l'époque précédente, la professionnalisation s'accompagne du qualificatif « démocratique » qui prône un rôle apolitique des forces armées. Cela a une incidence positive d'un point de vue normatif et quant à la modération des positions politiques de l'institution. Premièrement, en soi le fait que des militaires défendent l'intérêt national ou agissent à titre d'arbitre du jeu politique est incompatible avec la démocratie représentative. L'institution militaire n'est pas un canal démocratique, ni dans leurs fonctions, ni dans leur fonctionnement interne. Malgré des taux de confiance populaire oscillant entre 40 et 45% dans la dernière décennie (Latinobarómetro 2006 : 30-31) ou leur niveau de légitimité sociale, « les officiers militaires ne sont pas redevables devant les citoyens aux élections et ne possèdent pas de mécanismes institutionnels pour déterminer le désir du peuple et fixer le consensus populaire sur une quelconque interprétation de l'intérêt national » (Fitch 2001 : 62). En vertu de ce principe, les militaires sont appelées à se subordonner aux autorités civiles élues. Deuxièmement, le professionnalisme démocratique a aussi pour impact de neutraliser l'effet de politisation dans ses rangs et de loyauté à un leader politique spécifique; deux éléments qui pourraient causer problème dans les transitions de gouvernements et devenir une source de rébellion pour un certain groupe de dissidents.

Par contre, il est à remarquer que la professionnalisation n'entraîne pas automatiquement une réduction de l'influence des forces armées²⁹. Cela représente

²⁹ Par exemple, le Chili demeure un pays où les forces armées conservent un niveau d'influence très élevé, et ce malgré un degré élevé de professionnalisation (Dominguez 2003).

certainement un argument incontournable, mais Diamint (2005) a raison d'insister que ce qui prévaut est le degré l'institutionnalisation des principes du professionnalisme.

Ces éléments théoriques transposés à la réalité, nous constatons qu'un flou persiste dans l'évolution de la perception du rôle des forces armées et de leur statut, leurs responsabilités n'étant ni claires ni définitives. De sorte « qu'à travers l'Amérique latine, les forces armées demeurent convaincues de leur droit d'intervention dans la société et la politique » (McSherry dans Diamint 2003 : 71), du moins, dans des moments de crises économiques ou sociales sévères.

Parallèlement, la subordination aux politiques mises de l'avant par les gouvernements a beaucoup diminué les *capacités* des militaires d'intervenir et d'assumer le pouvoir suite à un éventuel coup d'État militaire. Représentant les intérêts corporatifs de l'institution militaire, les coupures budgétaires en sont le principal indicateur. Globalement les militaires ont subi d'importantes coupures budgétaires³⁰, mais dont il ne faut pas surévaluer l'importance (voir tableau en annexe 2). Il est vrai qu'à l'exception de la Colombie et de l'Équateur³¹, le pourcentage des dépenses militaires relativement au produit intérieur brut (PIB) a diminué dans tous les cas depuis 1985 (date coïncidant approximativement avec la fin des régimes autoritaires). Toutefois, compte tenu de la croissance économique, cette diminution du pourcentage du PIB n'équivaut pas à une diminution de leurs moyens financiers en chiffres absolus, au contraire. En effet, depuis 1985 les ressources militaires ont augmenté en moyenne de 984 millions de dollars américains.

Outre une volonté de moderniser l'armée pour le Chili et le Brésil (Diamint 2003 : 66), la recrudescence de l'utilisation des forces armées pour des missions civiles explique pourquoi les revenus financiers demeurent importants dans certains cas (Pion-Berlin 2006). Dans une autre perspective, cela s'explique aussi par le fait que les sources

³⁰ Le Chili est le pays dont les coupures budgétaires ont été les plus marquées. Entre 1984 et 1989, elles ont diminué de près de 22% (Pion-Berlin 1997 : 190 dans Dubé 2001 : 54).

³¹ Dont la hausse peut être attribuable à l'assistance financière américaine dans leur lutte contre le trafic de la drogue.

de financement des militaires se sont adaptées au nouveau contexte, sous une forme « entrepreneuriale » (Diamint et Cruz 1998 : 118)³².

Ces indicateurs économiques sont cependant peu significatifs pour déterminer le niveau de pouvoir des militaires puisque dans le cadre de leur institutionnalisation, la variable déterminante est plutôt *qui* dicte leur rôle et les ressources qui leur sont consenties. Nonobstant, la diminution budgétaire indique en partie que les autorités civiles sont parvenues à restreindre l'autonomie ainsi que l'influence des militaires au sein de leurs champs de compétences et à les subordonner efficacement aux politiques institutionnelles.

Cela élimine l'hypothèse d'un coup d'État militaire traditionnel, mais ne présuppose pas automatique la disparition de l'éventualité d'un coup d'État sporadique dans lequel l'implication des militaires ne se limiterait qu'au renversement du régime. Pour ce dernier, le principal déterministe est le rôle historique que s'attribue la direction militaire, les indicateurs économiques ne jouant qu'un rôle secondaire dans la décision d'intervenir ou non.

2.3 Les impacts de la dynamique démocratique sur le contrôle civil

Dans une autre perspective, la rareté du phénomène des coups d'État est attribuable à la logique de la dynamique démocratique et au pragmatisme électoral des acteurs politiques. D'abord, contrairement à la conception plus pessimiste et restrictive du modèle de « dépendance au sentier » (*path dependency*) établie par Fitch et Trinkunas, Hunter (1997) démontre que la compétition électorale crée des incitatifs pour les politiciens de réduire l'interférence des militaires et ce, en dépit d'un jeu de pouvoir qui pourrait théoriquement favoriser les militaires au moment de la transition. Selon une approche de l'acteur rationnel, en foi de politiciens soucieux de leur popularité, ceux-ci ajustent leur comportement envers les militaires en fonction de calculs stratégiques qui servent leurs avantages électoraux et qui augmentent leur statut. Ce faisant, la variable

³² Par exemple, les forces armées chiliennes retirent une quantité substantielle des revenus de l'exploitation du cuivre alors que l'Équateur détient encore quelques industries privées qu'elles dirigent, ceci dans le but d'assurer une sauvegarde de leur autonomie, déjà limitée. C'est aussi le cas du Brésil et du Chili où les forces armées contrôlent des entreprises mixtes dans les industries stratégiques. Nous repérons aussi ces intérêts liés à la classe économique en Argentine, en Colombie, au Paraguay et au Venezuela sous des partenariats d'affaire.

démocratique engendre des pressions sur les politiciens de réduire l'influence des militaires, favorisant des programmes qui avantagent les intérêts des électeurs. Hunter constate que de manière comparative, « même dans les transitions de l'autoritarisme les plus forcées en Amérique latine, la démocratie a réémergé avec plus de vigueur et de résilience que ce que la perspective institutionnelle ne l'aurait prédit ». (Hunter 1997 : 157).

De plus, invariablement des stratégies électorales des politiciens, considérant le grand levier politique que détenaient les nouveaux gouvernements démocratiques au cours de la transition démocratique et leur volonté de réduire les prérogatives des forces armées, il s'est avéré stratégique pour les militaires de s'insérer dans le système démocratique de manière à maximiser leurs intérêts et leurs objectifs. En œuvrant à l'intérieur des institutions, les possibilités de marchandage et de persuasion sont plus élevées. À l'exemple du Chili et du Brésil, c'est dans les pays où les militaires ont opté pour demeurer dans les institutions qu'ils ont conservé le plus de pouvoir et d'influence (Dubé 2001). Bref,

« Two safe generalizations can be made about the Latin American military: it is less oriented toward regime overthrow and more preoccupied with retaining some influence within the regime; and it is less interested in confronting civilians about national policy and more concerned with protecting its institutional well-being », (Pion-Berlin 2001 : 10).

Leur position est ainsi plus défensive que jamais. Et en adoptant cette voie, ils approfondissent le contrôle civil, qui à son tour diminuera graduellement leur pouvoir et leur influence à plus long terme. Ce faisant, les stratégies des autorités civiles ont réussi à gérer le calcul des militaires « de manière à ce que le coût de la démocratie soit moins élevé que les coups d'État militaires » (Fitch 1999 : 135).

Considérant l'ensemble des éléments mentionnés, malgré des progrès variables et irréguliers dans la région, la tendance progresse vers un *contrôle civil démocratique consolidé*. Les pays du cône sud sont sur cette voie ayant un niveau de contrôle relativement élevé, particulièrement en Argentine et en Uruguay, tandis que les pays andins vont à un rythme plus ralenti, voire « bloqué au neutre » selon l'expression de

Diamint (2003 : 72). En ce sens, ces derniers se situent dans la catégorie de *subordination militaire conditionnelle*, détenant un faible niveau de contrôle civil³³. À plus long terme, en assumant la continuité du processus démocratique, nous pouvons envisager une plus grande amélioration.

3. L'improbabilité d'une alliance civilo-militaire

Ce chapitre tentait d'expliquer les raisons sous-jacentes à la diminution des coups d'État en Amérique du Sud. Il s'en dégage que lors des crises de gouvernabilité, les conditions qui augmentent la vulnérabilité d'un gouvernement à un coup d'État n'étaient pas réunies. D'une part, l'opposition déloyale a été pratiquement inexistante depuis la troisième vague de démocratisation ou du moins, son influence s'est fait supplanter par l'opposition loyale qui a intériorisé les valeurs démocratiques. D'autre part, le niveau de contrôle civil des forces armées a connu une progression vers la consolidation, ce qui a permis de réduire la volonté, la capacité et la légitimité des militaires de tenter un coup d'État.

Évidemment, les deux variables explicatives interagissent mutuellement l'une sur l'autre. D'un côté, les forces politiques et économiques en faveur de la démocratie ont une incidence positive sur les attitudes et les comportements des élites militaires. La légitimité de la démocratie étant élevée, on observe une volonté stratégique et parfois normative de la part des militaires de se joindre au processus d'institutionnalisation. De l'autre, ce constat pousse les acteurs politiques à ne pas rechercher une alternative aux crises à l'extérieur du système démocratique puisque les mécanismes en place permettant de la résoudre selon les normes constitutionnelles. Si bien que même dans les cas où le contrôle civil des forces armées est demeuré faible, la plus grande autonomisation de la démocratie a limité les possibilités d'une alliance civilo-militaire.

Ceci étant dit, comment expliquer les quelques cas déviants? L'étude de cas du Venezuela permettra de mettre en lumière les conditions qui rendent un gouvernement plus vulnérable à un coup d'État et de comprendre sur quels aspects ce cas déroge de la tendance régionale.

³³ À noter que la Bolivie se situe à mi-chemin entre les deux à un degré moyen.

CHAPITRE II : L'EXPLICATION DE L'ASCENSION DE CHÁVEZ AU POUVOIR

L'Histoire est un enchaînement de cause à effet. L'interaction entre le passé, le présent et le futur est omniprésente. La tentative de coup d'État de 2002 au Venezuela suit inévitablement ce raisonnement. Avant d'entreprendre plus en profondeur l'analyse de l'environnement politique tendu sous Chávez, il est primordial de saisir le contexte qui l'a conduit au pouvoir, les liens entre ces deux périodes étant multiples. Ces périodes sont respectivement caractérisées par l'émergence de groupes d'opposition déloyale, qui, bien que très différentes sur le plan idéologique et quant à leur composition, ont été les sources de l'instabilité politique.

Quoique surprenante pour quelques-uns, l'élection de Chávez en décembre 1998 avec plus de 56% des votes n'est pas étonnante pour quiconque s'intéressant de près à la politique vénézuélienne. Comment expliquer la déviation démocratique dans une nation ayant pourtant une tradition démocratique et un système politique très institutionnalisé³⁴? Plusieurs auteurs ont tenté d'expliquer les facteurs qui ont conduit à la victoire électorale de Chávez. De ceux-ci, nous avons relevé les cinq principaux :

- 1) La persistance de la crise économique et sociale
- 2) La crise de légitimité du système de partis bipartisan
- 3) La décentralisation politique
- 4) La radicalisation progressive de l'opposition et ses manifestations dans l'opinion publique
- 5) L'attractivité de la coalition électorale de Chávez

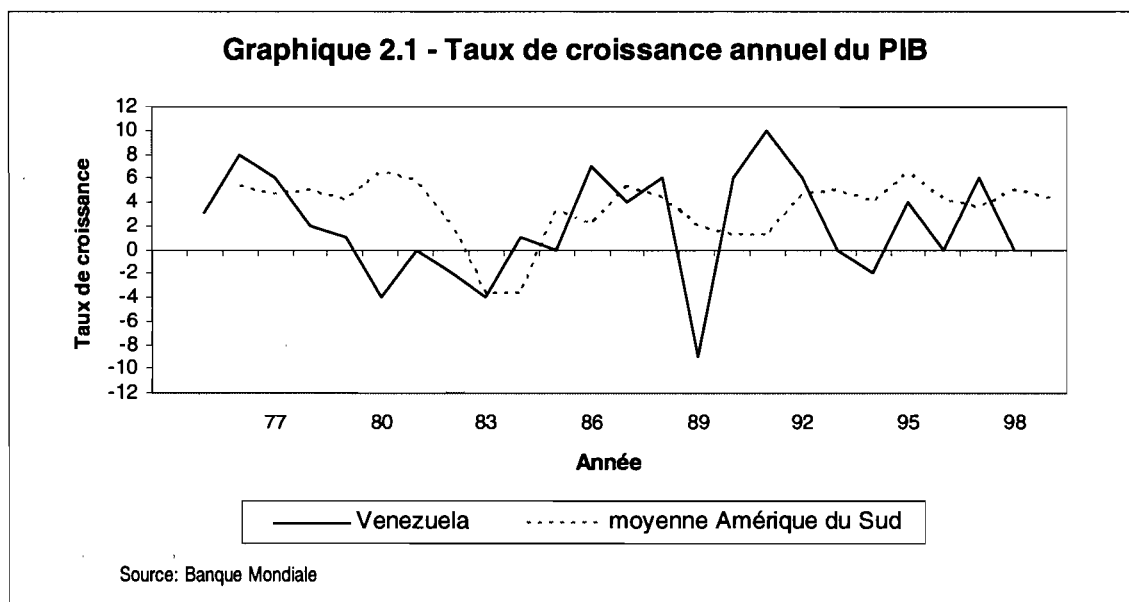
Bien entendu, tous ces facteurs ne s'équivalent pas en importance. Leurs liens de corrélations sont divers et s'entrecroisent différemment. Certains ont produit des effets directs, d'autres indirects. Certains sont subordonnés chronologiquement alors que d'autres se sont établis parallèlement. Suite à l'analyse systématique de chacun de ces facteurs, nous serons en mesure d'élaborer un schéma explicatif de la chaîne de causalité qui relie les différents entre eux.

³⁴ Pour Roberts (2003), le Venezuela est même un « least likely case » de l'effondrement d'un système démocratique et de l'émergence d'un leader populiste.

1. La persistance de la crise économique et sociale

Un courant de la littérature considère que la crise socio-économique qu'a traversée le Venezuela est le principal facteur qui explique la victoire électorale de Chávez. Cependant, la relation causale qu'ils établissent varie. Qu'ils s'agissent des structures économiques (Karl (1997), Levine (1994), McCoy et Smith (1995)) comme fondement de la crise ou de ses répercussions dans l'opinion publique (Naím (2001) et Weyland (2003)), nul doute que les considérations économiques constituent un élément déterminant sur la détérioration de la qualité démocratique au Venezuela et sur l'accession d'un politicien populiste au pouvoir. Tel que nous allons le démontrer, le facteur économique est directement et indirectement lié à la montée au pouvoir de Chávez. Mais d'abord, il est nécessaire de faire un survol des indicateurs socio-économiques de manière à saisir l'ampleur de la crise en 1998.

Depuis le début des années 1980, le Venezuela connaît une situation économique extrêmement difficile avec des taux de croissance annuels du PIB très variables et discontinus.



De manière comparative, le Venezuela affiche des taux de croissance en dessous de la courbe régionale, soit dans 60% des cas (15 fois sur 25 ans). Pourtant dans un pays où l'on observe une relative stabilité politique et d'importantes ressources naturelles, ces données sont surprenantes et témoignent de problèmes grandissants. D'autant plus qu'en

raison de l'importante part des revenus du pétrole sur la balance fiscale du pays (de l'ordre de 80 % en 1974 à 40% en 1995 (Naím 2001 : 21)), le PIB est disproportionné. En réalité, les données sur la croissance du PIB masquent le déclin plus prononcé d'autres indicateurs macro-économiques.

Dans les faits, depuis 1980, seuls trois pays de l'Amérique latine ont expérimenté des performances économiques pires que celle du Venezuela³⁵. Par exemple, au cours de cette période, les niveaux de pauvreté ont plus que doublé (Naím 2003 : 21), atteignant des sommets de 70% en 1997³⁶ tandis que les taux de chômage urbain ont connu une croissance constante (voir graphique en annexe 3)³⁷.

Et pour aggraver une situation déjà préoccupante, l'implantation de politiques néolibérales dans les années 1990 a accentué l'exclusion et l'inégalité, augmentant incontestablement la polarisation économique et sociale (Lander 2007 : 27). En utilisant le coefficient de Gini, on remarque un passage de 0,471 en 1990 à 0,507 en 1997, ce qui en fait une des augmentations des inégalités les plus significatives au cours des années 1990 (Corrales 2005 : 112).

Les fondements de l'asymétrie entre les énormes revenus étatiques tirés de l'exploitation pétrolière et une situation sociale en régression reposent sur la condition de pétro-état du pays, le seul d'ailleurs en Amérique du Sud. Depuis longtemps, le pétrole a fait l'objet de convoitise des différents secteurs économiques et a assuré des revenus étatiques très importants. Cependant, il a surtout engendré des effets pervers. Selon McCoy et Smith (1995) ainsi que Karl (1997), l'organisation d'un modèle étatico-centré (MEC) est indirectement corrélé à l'élection de Chávez. Il est la cause principale de la crise démocratique dans les années 1990 et de la perte de légitimité des partis politiques qui caractérise cette décennie³⁸.

Le MEC s'est développé dès le premier boom rentier du pétrole vers 1973 et de l'ère de prospérité que cela a engendré. L'État a alors pris un rôle central dans la direction

³⁵ Les autres étant Haïti, le Nicaragua et la Guyane.

³⁶ Ce qui en fait l'augmentation de la pauvreté la plus rapide en Amérique latine, à l'exception du Chili sous Allende dans les années 1970.

³⁷ Ces deux indicateurs sont indissociables l'un de l'autre; la perte (ou le manque) d'emplois réduisant les standards du niveau de vie.

³⁸ Historiquement, le MEC a été fort répandu en Amérique latine. Il a eu pour effet d'engendrer fréquemment des coups d'État sous le motif de palier à la crise économique qu'il a produit.

de l'économie et la redistribution des ressources. Avec des revenus fiscaux qui ont quasiment triplé entre 1972 et 1975 (Karl 1997 : 120), le gouvernement AD (*Acción Democrática*) a massivement investi dans des programmes de développement accéléré grâce à une politique budgétaire expansionniste. Tel que le suggère Karl (1997 : 132), les pétrodollars ont ressuscité le populisme de l'administration de Carlos Andrés Pérez, au détriment d'une gestion économique plus saine favorisant des retombés économiques pour l'ensemble de la population.

La crise fiscale s'est amorcée lorsque les prix du pétrole ont commencé à chuter dans les années 1980 (de 28\$ en 1985 à 13,08\$ en 1986). Au lieu d'entreprendre des ajustements graduels, les administrations politiques successives n'ont pas modifié leur attitude expansionniste (voir graphique en annexe 4) et se sont plutôt tournées vers les prêts internationaux pour soutenir les dépenses publiques (voir tableau en annexe 5). A un tel point que vers la fin des années 1980, le Venezuela était devenu le troisième plus grand emprunteur de l'Amérique latine (Karl 1997 : 172). Dans une logique populiste et clientéliste, la spirale d'emprunts a rapidement représenté le bandage à court terme de la mauvaise gestion économique; que ce soit au cours du boom pétrolier ainsi que dans le creux subséquent.

En réaction à l'accroissement de la crise fiscale, les banques se sont faites de plus en plus insistantes pour conditionner leurs prêts aux ajustements structurels imposés par le FMI. C'est dans ce contexte qu'en 1989, le gouvernement de Pérez (dans son second mandat) a amorcé un revirement économique sous l'égide du néolibéralisme, le *Gran viraje* (grand virage). Ce dernier « comprenait des mesures d'austérité budgétaire, la diminution de l'interventionnisme étatique et la fin de l'augmentation des dépenses sociales ainsi que des subventions aux intérêts privés organisés » (Karl 1997 : 180), provoquant par la même occasion une forte contestation populaire dès l'annonce de ces mesures. Du même coup, cela réduisait la portée économique du clientélisme (Coppedge 2005 : 312) et marquait une rupture avec le modèle étatico-centré, ce qui a eu d'importantes répercussions au niveau politique comme nous le verrons plus loin.

Le problème n'est pas le pétrole en soi, mais plutôt le mode d'organisation de la redistribution de ces revenus étatiques en *patronage-ridden*, c'est-à-dire selon des principes corporatistes et clientélistes. Confronté aux problèmes économiques, politiques

et sociaux, le modèle de développement économique MEC a permis de reporter les problèmes à plus tard, même lorsque la pression montait, d'où l'appellation de la « malédiction du pétrole » (Karl 1997). Malgré les nécessités de réformes structurelles et de réorientation économique à faire, les élites politiques ont préféré ignorer les problèmes³⁹, ce qui a exacerbé les conséquences du déclin démocratique (McCoy et Smith 1995) et la crise socio-économique.

Les répercussions de la crise-économique dans l'opinion publique sont plus importantes pour expliquer la propension à voter pour un candidat « radical » lors de l'élection de 1998. Le postulat à la base du raisonnement du vote économique est que les électeurs auront tendance à récompenser un gouvernement s'ils perçoivent que l'économie est positive. À l'inverse, ils auront tendance à punir un gouvernement en période de décroissance. Appliquée au Venezuela, l'étude de Weyland (2003) confirme cette théorie. Il démontre que la mauvaise perception individuelle de l'économie jumelée à l'optimisme « non-objectif » en la figure de Chávez⁴⁰ sont deux facteurs qui grandement influencé le comportement électoral.

La perception négative de l'économie découle d'une évaluation des accomplissements des gouvernements passés. En ce sens, puisque l'échec d'engendrer des résultats économiques positifs et satisfaisants pour la population a perduré à plusieurs administrations, c'est l'ensemble du système politique qui a dû en porter le fardeau et ce qui permet également de comprendre la désaffiliation aux partis politiques traditionnels pour une autre alternative (Weyland 2003 : 825).

Mais plus que tout, l'évaluation négative de l'économie que certains ont fait dérive d'un décalage entre les attentes d'une meilleure redistribution des ressources dans un pays qu'ils considèrent à tort riche et la réalité⁴¹. Aux yeux de la population, la faute de la crise économique était imputable aux habitudes de corruption des politiciens (Naím 2001). Les allégations de corruption de plus en plus sérieuses à la fin des années 1970 se

³⁹ À l'exemple du *Pact of Reform* et de la Commission pour la réforme de l'État qui ont été largement ignorés (voir Ellner 2001 : 17).

⁴⁰ L'auteur argumente que la sévérité de la crise a induit plusieurs vénézuéliens à ressentir un besoin psychologique d'avoir beaucoup d'espoir admettant une victoire de Chávez (Weland 2003 : 826).

⁴¹ En fait, selon un sondage mené en 2000, 82% de la population croyait que le Venezuela était le pays le plus riche du monde (Naím 2001 : 20)

sont traduites par une énorme source d'indignation morale et ont servi de prétexte pour l'*impeachment* de Pérez en 1993 (Pérez-Liñan 2007 : 21). Sans prétendre que ce système rentier ait encouragé la corruption, il n'a pas agi pour la réprimer. En effet, les dirigeants des deux partis politiques dominants ont été protégés par le voile de l'impunité institutionnelle indirectement permise par le système politique (Coppedge 2005 : 311). Malgré que la corruption soit fondée⁴², il faut toutefois mentionner que dans l'optique de certains vénézuéliens, le blâme de la crise socio-économique a disproportionnellement été porté à la classe politique traditionnelle en contrepartie à la chute du prix du pétrole et/ou à la dette extérieure (Naím 2001 : 23). Pourtant, la corruption est un symptôme et non la cause des problèmes du pays. D'ailleurs tel que le suggère Naím, par son attention médiatique et populaire accrue, la corruption a ombragé les initiatives de réformes.

Bref, la crise socio-économique endémique a particulièrement érodé l'efficacité du régime, mais encore plus sa légitimité. Comme le souligne Coppedge (2005 : 297), « avec la faillite de l'économie pétrolière, la culture politique est devenue moins modérée et plus radicale », ce qui a facilité l'accession d'un *outsider* au pouvoir.

2. La crise de légitimité du système de partis bipartisan

L'explication la plus commune dans la littérature attribue la prise du pouvoir par Chávez à la décadence graduelle des institutions politiques vénézuéliennes (Coppedge 2003-2005, Corrales 2001 et Roberts 2003). Alors que les performances économiques et la progression de la démocratie sont souvent corrélées, le déclin démocratique du Venezuela s'écarte des théories générales, l'économie n'y jouant qu'un rôle secondaire selon Coppedge (2005). La raison de ce décalage théorique est simple : l'effondrement démocratique au Venezuela est principalement lié aux structures institutionnelles. Autrement dit, la chute institutionnelle des partis traditionnels prend ses racines dans le mode d'organisation du système politique, ce qui a en retour exacerbé les problèmes économiques. Cette logique inverse ainsi les liens de causalités avec le facteur précédent.

⁴² La Banque inter-américaine de développement a estimé en 1996 qu'au cours des quarante dernières années, au moins 40% des retombées du pétrole avait été gaspillées par la corruption et l'inefficacité (Corrales 2000 : 42).

Depuis 1958, le système de partis au Venezuela s'est construit autour du pacte de *Punto fijo*, un modèle de démocratie pactée dans lequel deux partis politiques, AD et COPEI (*Comité de la Organización Política Electoral Independiente*) détenaient le quasi-monopole de l'activité politique⁴³. Initialement et en tant que gardiens de la démocratie, ces deux formations politiques se sont alliées pour régner de manière consensuelle afin d'exclure de la sphère politique des forces extrémistes qui auraient pu nuire à la stabilité démocratique. Cette stratégie a très bien fonctionné au cours des premières décennies, faisant du Venezuela un modèle à suivre dans la région en comparaison avec les tendances autoritaires qui déferlaient sur ses pays voisins (à l'exception de la Colombie). Cependant, nous argumentons que des problèmes perceptibles à partir des années 1980 sont responsables de la discréditation aigüe du système bipartisan, ce qui a ultimement facilité la montée au pouvoir d'un candidat *outsider*, soit la perte de représentativité des partis politiques à l'intérieur même du système politique et dans leurs relations avec les citoyens; la corruption et l'inefficacité; ainsi que les difficultés d'adaptation au contexte socio-économique.

Vers le milieu des années 1990, Coppedge utilisait pour la première fois le terme *partidocracia* (partiarchie) pour caractériser le mode d'organisation du système de partis au Venezuela, unique en son genre en Amérique latine. Celui-ci se caractérisait par la hiérarchie (*top-down*), la centralisation, la discipline pour mobiliser leurs membres et leurs supporteurs ainsi que la domination de deux partis politiques. Paradoxalement, ce système censé promouvoir la gouvernabilité et la stabilité démocratique s'est graduellement éloigné de la démocratie libérale représentative pour être considéré comme une « démocratie délégative » (Coppedge 2003 : 172). Nous allons analyser spécifiquement trois caractéristiques de la *partidocracia* ont conduit à son effondrement : 1) une surinstitutionnalisation, 2) un contrôle excessif des partis politiques ainsi que 3) des liens clientélistes unissant l'État à la société civile.

D'abord, une des principales déficiences de la *partidocracia* était la surinstitutionnalisation graduelle des deux partis dominants dans les instances étatiques, au point que « la santé du régime démocratique était étroitement liée à la santé de ces deux partis » (Coppedge 2005 : 308). Depuis la transition politique jusqu'au début des

⁴³ Initialement, *Unión Republicana Democrática* était le troisième signataire du pacte.

années 1990, le développement du système politique reposait sur l'hégémonie de ce deux partis, qui contrôlaient la presque totalité des institutions. Cela a surtout eu des incidences négatives sur la dynamique de compétition du système de partis, une caractéristique pourtant essentielle de la vitalité démocratique. En effet, sous la *partidocracia*, le Venezuela correspondait à ce que Norden (1999) qualifie de système collusoire, dans laquelle la compétitivité interpartis est considérablement faible. Au fil du temps, les programmes politiques des deux grands partis sont devenus indifférenciés l'un de l'autre, au point de perdre leur identité électorale (Corrales 2001). Tel que confirmé par le modèle de Norden, cette situation cloisonnée a poussé les acteurs gravitant à l'extérieur du système à chercher des moyens alternatifs pour parvenir à leurs fins, sans recourir aux partis politiques via les institutions. À plus long terme, cet excès d'institutionnalisation a empêché le système de surpasser les crises et a permis une certaine impunité judiciaire et politique face à la corruption. De plus, aux yeux de la population et des politiciens gravitant déjà dans le système politique, le manque de volonté politique de transformation de la *partidocracia* a renforcé la perception d'un modèle bipartisan favorisant le statu quo institutionnel et la protection des intérêts des partis dominant.

Une autre carence de ce mode d'organisation politique est qu'il se fondait sur un contrôle interne excessif des partis politiques. La rigidité des structures partisans a nuit à la capacité d'adaptation des partis de représenter les intérêts de la population et ses demandes de modernisation. À l'intérieur des deux partis dominants, les filtres étaient tellement assujettis à des normes partisans que le renouvellement des acteurs politiques était cadencassé. Dans ce contexte, grimper les échelons intra-partis s'est avéré quasi-impossible pour les réformistes⁴⁴. L'émergence de nouveaux acteurs devaient donc se faire à l'extérieur des enceintes partisans, dans un système de partis parallèle qui prenait de plus en plus d'ampleur et qui a considérablement réduit la légitimité du système en place. Par conséquent, on a assisté à un décalage entre les demandes émanant de la

⁴⁴ Par exemple, AD a présenté Claudio Fermín, un jeune politicien aux idées plus progressistes lors des élections de 1993. Sa défaite a convaincu la direction de revenir à des candidats plus « sûrs » et l'organisation partisane l'a par la suite marginalisé. Quant à Rafael Caldera, fondateur de COPEI, il a lui aussi quitté son parti pour en fonder un nouveau au début des années 1990 et a remporté la présidence en 1993.

société civile et l'offre électorale, qui s'est élargi au fur et à mesure que la crise sociopolitique s'intensifiait.

Finalement, les relations corporatistes et clientélistes qu'entretenaient l'État avec la société expliquent les lacunes de représentativité de ce système. Basé sur un système d'échanges asymétriques, mais mutuellement bénéfiques pour les parties concernées, « le clientélisme consiste à délivrer des avantages matériels spécifiques à ses supporters électoraux » (Kitschelt 2000 : 849). Ainsi donc, la logique dirigiste (*patronage-ridden*) du type d'économie pétrolière vénézuélienne s'est transposée à la sphère politique. Bien que les liens étroits entre l'État et certaines branches corporatives ont aidé à la gouvernabilité des diverses administrations dans les années 1960 et 1970, « ces réseaux corporatistes et clientélistes ont supplanté d'autres types de liens entre les partis et leur électorat, laissant contingente la représentation politique sur une forme d'attachement très instrumentale » (Roberts 2003 : 48), qui s'est par ailleurs prouvée très fragile lors de la crise fiscale des années 1980 et 1990. Alors que l'on pourrait croire que le clientélisme ne peut pas survivre sans d'importantes capacités matérielles à redistribuer, à court terme le Venezuela prouve le contraire. En effet, cette conjoncture économique difficile a accentué la tangente clientéliste en faveur de groupes encore plus ciblés tout en écartant plusieurs autres au passage (particulièrement les syndicats, les pauvres et le secteur informel) (Roberts 2003 : 53). Les impacts de cette stratégie politique sont importants. Au moment même où la base d'appui des deux partis s'est progressivement érodée et désarticulée, on a assisté à la redéfinition des affiliations sociales traditionnelles en faveur d'autres allégeances politiques (Roberts 2003). À un autre égard, considérant que collectivement AD et COPEI incorporaient surtout les intérêts politiques et économiques de la classe moyenne et élevée, les liens corporatistes et le manque de représentativité qu'ils supposaient ont augmenté la perception d'exclusion de certains secteurs marginalisés et exacerbé subséquemment la polarisation.

Combinées, quoique de manière disproportionnée, les structures politiques et économiques sont les deux principales causes de la discréditation progressive du système bipartisan qui a conduit à l'effondrement total du système de partis et à sa

désinstitutionalisation. Alors qu'entre 1973 et 1988, COPEI et AD se partageaient environ 85% du vote législatif, ils n'ont récolté qu'un maigre 26% en 1998 (Political Database of the Americas). Cette chute est encore plus drastique au niveau des élections présidentielles, les partis traditionnels n'ayant d'ailleurs même pas présenté de candidat aux élections de 1998. Ils ont plutôt préféré se rallier au candidat indépendant Enrique Salas Römer. En fait, la discréditation du système politique était à ce point élevé qu'au cours de l'année précédant l'élection de Chávez, seulement 4% des vénézuéliens disaient avoir confiance dans les partis politiques (Latinobarómetro 2006).

Par contre, si l'élection de Chávez a été le point culminant de la chute du système bipartisan, des signes inquiétants étaient perceptibles dès les années 1980 avec des taux d'abstention soutenus (voir tableau en annexe 6). Et plus les taux d'abstention ont progressé, plus la popularité des partis traditionnels semblait en souffrir (voir graphique en annexe 7). Bien que la relation entre ces deux variables puisse être inversée en soutenant que leur chute électorale est attribuable aux taux élevés d'abstention, notre argumentation démontre au contraire que l'apathie politique découle de l'affaiblissement de la légitimité du système politique.

3. La décentralisation politique

Parallèlement aux lacunes de la *partidocracia*, la loi de décentralisation de 1989 est une autre explication institutionnelle de la chute du système bipartisan et de la fragmentation du système de partis vénézuéliens, quoique sous des liens de corrélation moins directes que les deux facteurs précédents. Mise de l'avant par Pérez, cette loi visait à répondre aux demandes citoyennes d'une forme de participation plus directe. En vertu de celle-ci, la population était désormais appelée à élire directement leur maire et leur gouverneur.

Comme le démontrent Lalander et Samaniego (2005 : 2), en raison des ses conséquences fondamentales sur la dynamique du système de partis, cette réforme du système électoral doit être considérée comme une « intersection de l'histoire moderne du pays ». D'une part, la décentralisation politique a permis l'émergence progressive sur la scène locale, puis nationale d'une nouvelle génération de leaders politiques qui ont été au cœur des élections de 1998 et des mouvements d'opposition sous la gouvernance de

Chávez⁴⁵. À l'avantage de ce dernier, la majorité des partis qui ont proliféré dans le courant de la décentralisation l'ont appuyé au cours de sa campagne électorale (Sabati 2003 : 144). D'autre part, elle a créé l'ouverture de nouveaux canaux de contestation du pouvoir envers le gouvernement central. Face à l'incapacité de l'État à enrayer la corruption, à assurer un statut légal uniforme à tous les citoyens et à engendrer des performances économiques positives, la décentralisation politique s'est avérée une opportunité d'exprimer la déception envers le système politique, ce que les électeurs ont fait dès la première élection municipale.

Contrairement à la conception véhiculée que la cristallisation du système de partis sous la *partidocracia* est la cause de la crise de représentation (Coppedge ainsi que McCoy et Smith), la hausse de la volatilité électorale et la fragmentation progressive du système de partis dans les années 1990 qu'a permis la décentralisation⁴⁶ (voir tableau en annexe 6) démontrent que « la crise de représentation peut se produire non pas malgré une augmentation de la représentation [grâce à la décentralisation politique], mais partiellement en raison de celle-ci » (Mainwaring 2006 : 25).

Une fois de plus, les partis traditionnels n'ont pas été en mesure de s'adapter à la nouvelle dynamique du système de partis. La décentralisation politique exigeait la modification des structures de partis en faveur de l'attrait individuel des candidats au détriment des partis en avant-scène (Lalander et Samaniego 2005 : 9). En effet, contrairement au style très hiérarchique et discipliné de la *partidocracia*, les gouverneurs et les maires devenaient redevables au vote populaire et non plus à la direction du parti. Sous-estimant la centralité de la représentativité des nouvelles formules électorales ainsi que des enjeux locaux, les partis dominants se sont montrés incapables de regagner leur crédibilité et leur légitimité. De plus, la décentralisation a engendré une dynamique vouée à la formation de coalitions, ce qui a nuit aux stratégies électorales des partis hégémoniques habitués de faire cavalier seul (Sabatini 2003 : 143).

⁴⁵ À l'exemple de La Causa R, le MAS, Patria para Todos, Primero Justicia.

⁴⁶ En 1998, 91% des votes ont été en faveur d'un candidat non affilié au système. Ceci marque un écart majeur avant la décentralisation politique alors que seulement 6% des votes de l'élection présidentielle étaient destinés à des candidats extra-système (Lalander et Samaniego 2005 : 18). Quant à la volatilité électorale, au cours des années 1990, le Venezuela est passé d'un des pays les moins volatiles de la région au deuxième plus volatile (Monaldi 2006 : 40).

4. La radicalisation de l'opposition et ses manifestations dans l'opinion publique

La crise de légitimité du système politique bipartisan a peu à peu radicalisé les positions de l'opposition face au régime démocratique, notamment dans les années 1990. La première manifestation de la frustration sociale s'est traduite par le *Caracazo* en février 1989, au cours duquel plusieurs milliers de vénézuéliens ont envahi les rues de Caracas pour protester contre les mesures néolibérales prévues ainsi que la mauvaise gestion économique antérieure. Au cours de cette explosion sociale, de violents affrontements entre les forces de l'ordre et les manifestants ont causé la mort de 277 personnes selon le bilan officiel (Cannon 2004 : 290). À cet égard, la réaction autoritaire du gouvernement Pérez de répondre par la force a été décriée par plusieurs milieux de la société civile et a accéléré la chute du système politique (Lopez Maya 2002 : 4).

Outre cet événement, les principaux indicateurs de la translation vers le pôle déloyal de l'opposition sont les deux tentatives de coup d'État survenues en 1992, dont le plus significatif a été celui orchestré par Chávez et le *Movimiento Bolivariano Revolucionario* (MBR-200). Sur le plan politique, deux constats émanent de ces rébellions militaires. D'abord, pour la première fois depuis les guérillas marxistes du début des années 1960, on voyait apparaître au Venezuela une opposition déloyale. Celle-ci ne respectait pas les règles démocratiques et tentait d'utiliser la violence pour arriver à ses fins, soit de « faire flancher un système politique et un gouvernement sourds et pétrifiés, qui résistaient aux demandes de rectification économique et de démocratisation politique exigées par la population » (Lopez Maya 2002 : 17). De l'aveu de Chávez, cette action extrême se justifiait puisque dans l'objectif d'une modification en profondeur de la société, « rien qui [tentait] de surpasser ce modèle de démocratie libérale, qui pour nous [était] morte, ne [pouvait] provenir des élections » (Cameron et Major 2001 : 264).

Ce qui est encore plus frappant de cette tentative de coup d'État est le taux de support très élevé en sa faveur. Malgré leur ralliement derrière les principes démocratiques, certains membres de la classe politique tels que Caldera et Vélasquez n'ont pas condamné le coup dans ses motifs. Quant à l'opinion publique, 59% considérait que le coup contre Pérez était justifié (Myers et O'Connor 1998 : 199)⁴⁷, ce qui détonne avec les résultats attendus dans une culture démocratique pourtant bien établie. Pourtant,

⁴⁷ À noter que pour ce sondage, les répondants représentent uniquement la classe moyenne et ouvrière.

en analysant ces conclusions de plus près, nous observons qu'il ne semblait pas y avoir d'incompatibilité fondamentale entre se considérer démocrate et appuyer un coup d'État sporadique. Dans l'interprétation populaire, le coup était davantage perçu comme une tentative de médiation de l'orientation de la trajectoire démocratique par les forces armées qu'à une forme d'autoritarisme. Il est à noter que parmi les démocrates conditionnels, l'appui au coup a été particulièrement marqué chez ceux qui s'associaient aux partis politiques non dominants (MAS, Causa R, Convergencia, etc.) (Myers et O'Connor 1998 : 2004). Autrement dit, dans la conjoncture du début des années 1990, l'exclusion politique était un indicateur du degré de loyauté au régime. Dans une perspective élargie, l'unité derrière le coup (et surtout ses motifs) a positionné Chávez comme un acteur politique important au Venezuela⁴⁸ et l'a certainement propulsé comme un des chefs de file de l'opposition, en dépit de son comportement déloyal.

L'élection de Caldera en 1993 sous la bannière de *Convergencia*, a été la première manifestation électorale d'un désir de changement, lui qui incarnait un discours anti-partis. Pour la première depuis 1958, le Président n'était pas issu d'un des deux partis traditionnels. Cependant, le développement de forces d'opposition plus radicales au régime en place a continué malgré le changement d'administration au pouvoir. Devant l'incapacité de la nouvelle administration de redresser la situation sociale et économique, le système a perdu le peu de légitimité nécessaire qui lui restait pour gouverner avec efficacité et efficience. Ainsi, l'option plus radicale a progressivement montée en influence au détriment des politiciens plus modérés et réformateurs.

5. L'attractivité de l'alliance électorale de Chávez

Une des raisons fondamentales de l'ascension politique de Chávez au pouvoir est directement liée à sa personnalité et à sa capacité de forger une alliance électorale attrayante autour du *Polo Patriótico*. Largement sous-estimé par certains analystes qui se concentrent prioritairement sur la faillite des partis traditionnels (Corrales 2001 et

⁴⁸ Selon un sondage de 1995, il était déjà considéré comme la troisième personne la plus influente au Venezuela (Canache 2002 : 76)

Coppedge 2005) ou des schismes intra-partisans (Tanaka 2006)⁴⁹, l'un n'entraîne pas automatiquement l'autre. Il est évident que Chávez a comblé un vide politique. Sans la faible légitimité du système de partis, un *outsider* aurait eu de la difficulté à remporter les élections. Ceci explique certes le choix d'un politicien extra-système, mais pas explicitement celui de Chávez. En effet, les électeurs auraient aussi pu élire son adversaire électoral, l'indépendant Henrique Salas Römer qui a obtenu 40% des voix au scrutin. Comme le soulignent Linz et Stepan (1978) et Przeworski (1986), l'opposition déloyale prend de l'influence non seulement lorsque la légitimité du régime est en ruine, mais surtout lorsqu'elle offre une alternative viable. C'est précisément ce que Chávez a réussi à accomplir. Il s'agit ainsi d'une convergence de facteurs dans laquelle Chávez est également lui-même la cause de son succès. À cet égard, nous pouvons regrouper les raisons de ce support populaire en quatre catégories :

- la perception populaire favorable / discours anti-partis⁵⁰
- l'emphase sur la démocratie participative
- la promesse d'un nouveau contrat social sous l'égide d'une assemblée constituante
- la construction d'une alliance électorale pragmatique

Dans cette conjoncture précise, Chávez correspondait à la volonté de réformer la démocratie libérale. Il a brillamment su incorporer dans son discours les éléments de révolte contre le régime du *Punto fijo*, brandissant la volonté de créer une assemblée constituante pour refonder un nouvel ordre politique, d'approfondir la démocratie participative et de lutter farouchement contre la corruption en attaquant sévèrement les partis politiques. Le tout, en manipulant habilement les symboles nationalistes et en utilisant son grand charisme personnel auprès des masses⁵¹.

⁴⁹ Selon cet auteur, les schismes intra-partis ont été l'élément déclencheur de l'effondrement du système de partis en raison principalement des tensions idéologiques. Par exemple, le PPT est né de la fracture avec La Causa R, elle-même issue d'une scission du MAS.

⁵⁰ Il faut aussi voir le penchant populiste dans son style discursif : « Vous, les vénézuéliens n'êtes pas à blâmer; vous et moi savons qui est à blâmer pour ce qui nous est arrivé. Je vais me débarrasser de ces personnes; n'en doutez pas et je vais résoudre vos problèmes » (Vivas (1999 : 72) dans Cameron et Major (2001 : 260)).

⁵¹ Comme le démontre Weyland (2003 : 843), dans le contexte de crise économique, la foi en son charisme a eu comme pour effet d'exagérer les pronostiques économiques positifs d'avenir d'une partie de son électorat et de renforcer son appui électoral.

Ce qui est particulièrement intéressant d'analyser est l'in vraisemblance de l'élection d'un candidat ayant un fort penchant anti-démocratique tel que le témoigne sa tentative de coup d'État. S'inspirant de l'analyse de Canache (2002), la composition du support électoral de Chávez repose sur deux hypothèses. La première est celle de « l'ambivalence démocratique », c'est-à-dire qu'une certaine frange de la population se considérait comme des démocrates conditionnels. Dans leur optique, le risque potentiel de dérives démocratiques institutionnelles sous Chávez n'était pas leur principale préoccupation⁵². Cette vision certifie aussi une certaine dévalorisation de la démocratie telle qu'exercée jusque là et la volonté non pas de l'abolir mais de l'approfondir. Par contre, la catégorie de démocrates conditionnels combinée aux indifférents ne comptait que pour 40% de la population en 1998 (Lagos 2001 : 139). Cela implique que certains démocrates inconditionnels ont tout de même voté pour Chávez malgré son passé militaire et ses charges incessantes contre le système de partis.

Ce paradoxe s'explique par la deuxième hypothèse développée par Canache (2002 : 85), celle du « militant converti ». Selon celle-ci plusieurs de ses électeurs, le tiers, croyaient que Chávez avait fait une conversion politique depuis 1992 et qu'il ne représentait plus une menace pour la démocratie vénézuélienne. Pour ce groupe, du révolutionnaire violent il s'était transformé en réformateur démocrate. Bien qu'un peu naïve comme nous le verrons plus loin, cette perception reposait essentiellement sur la volonté exprimée publiquement par Chávez d'obtenir le pouvoir via les urnes. En ce sens, s'il était un opposant déloyal depuis la fondation du MBR-200 en 1983 jusqu'à la rébellion armée de 1992, le passage tactique à une organisation politique et électorale sous le *Movimiento Quinta Republica* (MVR) en 1997 l'a rendu semi-loyal. L'ombre de la révolution planait toujours, mais les moyens pour y parvenir, en apparence du moins, rejoignaient davantage les préceptes démocratiques. De cette manière, il a réussi à obtenir l'appui crucial de la classe moyenne.

Une dernière façon d'aborder la victoire de Chávez est de la considérer comme un plébiscite selon le clivage changement versus statu quo. Même dans les cercles d'affaires, le changement s'imposait et c'est la raison pour laquelle certains ont appuyé Chávez. En

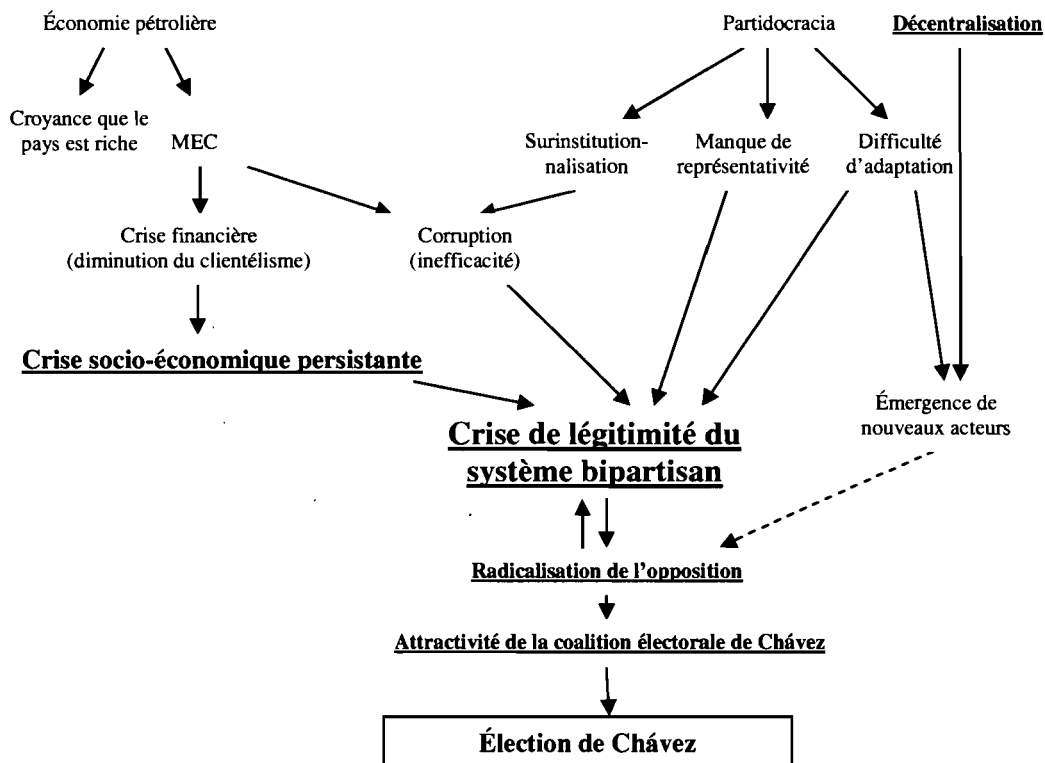
⁵² Canache démontre que plus une personne supportait la démocratie, moins elle risquait de voter pour Chávez. Tandis que plus elle était favorable à la violence politique, plus elle voterait pour ce dernier (2002 :79-82).

somme, le *Polo Patriótico* regroupait des groupes très hétérogènes idéologiquement. Il s'agissait davantage d'un agrégat de partis-mouvements ce qui, comme nous le verrons, en fera sa force et sa faiblesse dans le futur.

Démonstration de la chaîne de causalité

Le schéma ci-dessous illustre les liens de causalité entre les différents facteurs qui ont conduit à l'élection de Chávez.

Figure 2.2 - Schéma de causalité de l'élection de Chávez



Comme nous pouvons le constater, les structures économiques et politiques sont aux fondements de la crise démocratique et de l'ascension de Chávez au pouvoir. Ces deux éléments, bien qu'autonomes l'un de l'autre, se sont mutuellement influencés et ont chacun exacerbé les effets de l'autre. La décentralisation politique est quant à elle un facteur parallèle relié de manière indirecte à l'élection de Chávez. La radicalisation de l'opposition et l'attractivité de la coalition électorale sont inter-reliées aux autres facteurs

dans une logique de subordination. Ils sont la conséquence de la crise de légitimité préalable du système politique.

En conclusion, l'ascension de l'*outsider* Chávez au pouvoir est consistante avec les tendances régionales 1) de l'augmentation de l'insatisfaction publique envers la démocratie et 2) de la dévalorisation des institutions politiques incapables de conserver une légitimité suffisante. L'effondrement de la *partidocracia* témoigne de la difficulté de « redémocratiser la démocratie » (McCoy et Smith 2005). Ironiquement, le déclin de la démocratie au Venezuela est survenu dans la phase de démocratisation en Amérique latine. Cela s'explique en partie par les répercussions politiques de la crise économique généralisée en Amérique latine. Alors que dans les autres pays, les difficultés économiques ont facilité la venue de la démocratie, au Venezuela elles eu pour conséquence d'exacerber la crise politique et de menacer la stabilité démocratique (McCoy et Smith 1995 : 116).

Dans une autre perspective, ce paradoxe découle de la faible légitimité du système démocratique en place. Compte tenu du statu quo qui prévalait, la démocratie est devenue un thème de moins en moins unifiant et il n'existait plus un consensus civil qui aurait permis un « rééquilibrage démocratique » (Linz et Stepan). Ce manque de légitimité, à contre-sens de la vague de transitions démocratiques, comportait une contradiction qui limitait l'étendue des réformes possibles, c'est-à-dire que celles-ci doivent se concrétiser au sein d'un État fort alors qu'il était en train de s'écrouler au Venezuela. Sa trajectoire démontre que lorsque des changements drastiques s'imposent, il est plus difficile de réformer à l'intérieur d'un système dont les intérêts sont stigmatisés que par l'entremise d'une transition démocratique qui offre une grande légitimité au nouveau gouvernement.

C'est dans ce contexte que Chávez prend la tête du pays sous un discours révolutionnaire. Dans le but de refonder l'État, les trois premières années de son administration ont été marquées par l'élaboration d'un nouveau projet politique, ce qui s'est traduit par la tenue d'un référendum concernant la formation d'une assemblée constituante, l'élection de ses membres, son approbation populaire, les mégas-élections de 2000 ainsi que les premières tentatives de mise en application des réformes

qu'impliquait la nouvelle constitution. Les deux chapitres suivants montrent l'impact de celles-ci sur le développement d'une opposition déloyale et sur l'affaiblissement du contrôle civil des forces armées. Combinées, ces deux variables sont essentielles à la compréhension des causes explicatives de la tentative de coup d'État d'avril 2002.

CHAPITRE III : LE DÉVELOPPEMENT D'UNE OPPOSITION DÉLOYALE SOUS CHÁVEZ

Comme nous l'avons démontré dans l'introduction, l'existence d'une opposition déloyale influente est un facteur qui augmente la vulnérabilité d'un régime face à un coup d'État. Partant du principe que le coup d'État est la conséquence d'un processus politique, nous argumentons que le virage déloyal de l'opposition sous la gouvernance de Chávez est le résultat de la combinaison 1) des critiques associées à la dégradation de la démocratie libérale représentative et 2) de la spirale polarisatrice. Le premier facteur explique les raisons sous-jacentes à l'existence de l'opposition envers Chávez et sa vigueur, tandis que le second explique la transition de nature des différents groupes d'opposition vers le pôle déloyal. Conjointement, ils permettent de comprendre la perte progressive de légitimité du gouvernement de Chávez et la crise de gouvernabilité qui en a découlé. Finalement, avec l'objectif d'identifier clairement comment se positionnent les groupes d'opposition, nous les classifions en fonction de leur nature (loyale, semi-loyale ou déloyale).

1. La dégradation de la démocratie représentative libérale : le néo-populisme de Chávez

Avec la rupture du régime issu du *Punto fijo*, le Venezuela se retrouvait à la croisée des chemins. Deux trajectoires étaient possibles : la réforme des institutions politiques qui permettrait l'évolution vers un système politique plus représentatif ou l'éloignement vers un autre modèle politique. La victoire de Chávez et plus particulièrement la manière dont les réformes ont été conçues et mises en œuvre ont favorisé la deuxième alternative. Nous pouvons débattre longuement sur le bien-fondé des réformes entreprises, de leur nécessité ou des répercussions du « projet bolivarien » sur l'amélioration de la démocratie en termes philosophiques, mais là n'est pas le propos de ce mémoire. L'objectif est plutôt de démontrer quels arguments sont à la base de l'opposition envers Chávez.

Au centre de la polémique entre le gouvernement et ses opposants, on retrouve une forme différente de faire de la politique. Par le style de gouvernance néo-populiste préconisé par Chávez, l'opposition argumente que celui-ci a réduit la qualité démocratique du système politique. Pour mettre en évidence ce constat, nous nous baserons sur les quatre critères de la démocratie libérale représentative identifiés par Diamond, Linz et Lipset (1995 : 17):

- 1) une compétition significative et étendue parmi les individus et les groupes organisés (particulièrement les partis politiques) pour toutes les positions du pouvoir gouvernemental à travers des élections régulières, libres et justes qui excluent l'utilisation de la force;
- 2) un haut niveau d'inclusion et de participation politique dans la sélection des leaders et des politiques de manière à ce qu'aucun groupe social majeur ne soit empêché d'exercer ses droits citoyens;
- 3) un haut niveau de libertés politiques et civiles (la liberté de penser et d'expression, la liberté de la presse, la liberté d'assemblées et de manifestations, la liberté de former et de joindre des organisations, liberté face à la peur et d'être emprisonné injustement) sécurisées par un égalitarisme politique sous un code de lois suffisant de manière à assurer que les citoyens puissent développer et défendre leurs visions ainsi que leurs intérêts et contester vigoureusement et de manière autonome le gouvernement et ses politiques;
- 4) une imputabilité horizontale de manière à ce qu'il existe des mécanismes de surveillance du pouvoir par d'autres agences publiques et une relation équilibrée de la balance du pouvoir entre les diverses branches institutionnelles (Diamond et Morlino 2004 : 25).

Comme nous allons le montrer, la tangente néo-populiste de Chávez est incompatible avec trois des quatre critères. Elle a entraîné la disparition de l'impunité horizontale, le détachement volontaire avec les partis politiques dans sa stratégie de mobilisation et la manipulation de la compétition électorale⁵³.

La disparition de l'imputabilité horizontale

Pendant les trois premières années de la gouvernance de Chávez, il y a eu une importante diminution de l'imputabilité horizontale, c'est-à-dire des mécanismes de *check and balance* dans les institutions étatiques (législatif, judiciaire et autres organes).

⁵³ C'est donc dire que la dimension portant sur les libertés politiques et civiles n'était pas un enjeu central. En dépit d'allégations de punition de journalistes et d'intimidation (Corrales 2006 : 33), Chávez n'a pas posé de geste concret pour diminuer la liberté de la presse. Si bien que les médias ont continué de jouir d'une liberté d'expression substantielle (McCoy 2005 : 112), ce qui leur a d'ailleurs permis de prendre un rôle pivot à l'intérieur de l'opposition.

La disparition de l'imputabilité horizontale est indissociable du type de démocratie délégative qu'il incarne. Celle-ci « repose sur la prémisse que celui qui gagne les élections présidentielles est par ce fait, habilité à gouverner comme il ou elle l'entend [...] et à se positionner au dessus des partis politiques et des intérêts organisés » (O'Donnell 1995 : 59). Cela présume une vision majoritaire (*majoritarian*) de la démocratie et une source de légitimité politique davantage liée à la popularité du Président qu'en vertu des processus institutionnels⁵⁴.

La perte d'impunité horizontale se traduit par le contournement des organes institutionnels, le renforcement du présidentielisme et la négligence des procédures constitutionnelles.

Dès le début de son mandat, Chávez s'est attaqué à tout ce qui représentait un obstacle institutionnel à l'atteinte de son projet politique. Sa première cible fut le congrès. Symboliquement, un des premiers gestes qu'il pose est la tenue d'un référendum pour la création d'une assemblée nationale constituante (ANC) en charge d'élaborer une nouvelle constitution. Sous le discours public de mettre fin à l'oligarchie corrompue des partis traditionnels, l'ANC était explicitement conçue pour « tuer la *partidocracia* » (Corrales et Pendolf 2007 : 101) dont le Sénat incarnait. Au-delà de cette justification, puisque la coalition de Chávez ne détenait que 33% des sièges au Sénat⁵⁵, la proposition de l'ANC visait un motif plus pragmatique, c'est-à-dire éliminer un obstacle potentiel à ses ambitions comme ce fut le cas au début de son mandat⁵⁶.

Forte d'une écrasante majorité pro-chaviste à 94%, une fois en vigueur, l'ANC a fait beaucoup plus que de simplement élaborer une constitution. Elle avait pour mandat

⁵⁴ Pour légitimer la délégation du pouvoir, Chavez a eu recours à huit référendums populaires au cours des trois premières années de son mandat, que ce soit à travers diverses élections ou pour se prononcer sur diverses questions politiques. Et à chaque occasion, il a gagné. Par contre, en incorporant l'abstention dans le calcul de l'ensemble des votes admissibles aux élections de 2000, on remarque que sa base électorale n'était en fait que de 32%, se situant seulement à quatre points au-dessus de la moyenne régionale et derrière les taux de supports obtenus par les derniers présidents vénézuéliens depuis 1973 à l'exception de Caldera en 1993 (Coppedge 2003 : 168-169). Dans ce contexte, se fier presque exclusivement sur la souveraineté populaire pour légitimer un type de gouvernance ne semble pas être autant à l'avantage de Chavez qu'on pourrait le croire. Au contraire, cela renforce l'argumentation de l'opposition, à savoir que la souveraineté populaire est largement insuffisante comme gage de légitimité politique.

⁵⁵ Le succès des partis traditionnels s'explique par le fait que ces élections législatives ont eu lieu quelques semaines présidentielles et puisqu'ils ont des liens plus renforcés avec des candidats gouverneurs (Coppedge 2003 : 187).

⁵⁶ Il s'est par exemple fait refuser l'utilisation de pouvoir de décret (LAWR 99-14 : 162).

de neutraliser le congrès, l'appareil judiciaire et tous les autres garants de l'imputabilité horizontale (Coppedge 2003 : 178). L'opposition a qualifié cette tactique de « *slow-motion coup* » (LAWR 99-16 : 181). Ce procédé s'est fait en seulement un peu plus d'un an selon les étapes suivantes. D'abord, en août 1999 par l'inactivation presque complète du congrès. À partir de cet instant, l'ANC incarnait le « pouvoir suprême du pays » (La Nacion : 21 août 1999). Bien au-delà de sa mission initiale, elle s'est ainsi hâtivement abrogé les pouvoirs législatifs anciennement conférés au Congrès et le droit de révoquer des élus au niveau étatique et local en plus de désigner les membres de certaines commissions nationales⁵⁷. En vertu de son penchant partisan et de la radicalité de ses actions, selon Coppedge (2003 : 168), le comportement de l'ANC en *congresillo* (petit congrès) « s'apparentait davantage à une junte révolutionnaire qu'à une législation représentative ». Éventuellement, entre la dissolution de l'ANC et l'activation de l'Assemblée nationale permanente, les fonctions législatives ont été assurées par un comité nommé encore une fois par l'ANC.

Parallèlement, la nomination à teneur politique au sein de la branche judiciaire⁵⁸ et du *Consejo Nacional Electoral* (CNE) a contribué à réduire drastiquement l'effectivité des mécanismes de *check and balance*. Tel que l'affirme l'ex-présidente de la Cour Suprême de Justice (CSJ), « avec l'activation de l'ANC et la soumission de la Cour, l'ultime contrôle constitutionnel et légal qu'il y avait dans le pays disparaissait » (La Nacion : 25 août 1999). Et puisque la composition des membres a été déterminée selon des lignes partisans et idéologiques, l'indépendance de ces organes au même titre que la crédibilité d'impartialité du gouvernement pouvait être questionnée. Évidemment, cette manière de réformer les institutions pour les « nettoyer » s'est révélée être une grande source de frustration pour l'opposition.

Autre facteur réduisant la portée du législatif, la nouvelle Constitution de 2000 contient plusieurs éléments qui renforcent largement la branche exécutive, ce qui en fait

⁵⁷ Par exemple l'Ombudsman, le contrôleur fiscal, le procureur public et l'exécutif du CNE

⁵⁸ En effet, expansion de 20 à 32 juges dont les 12 nouveaux sont des « *revolucionarios* ». La purge dans le département de la justice a fait en sorte qu'en mars 2000, 294 juges avaient été suspendus, 47 congédiés et 101 nouveaux juges en poste sous couvert de corruption ou partisanerie (Coppedge 2003 : 189). Le tout, à partir d'un décret d'urgence pour désigner une commission d'urgence judiciaire (*Comision de Emergencia Judicial*) avec des fonctions élargies.

selon Corrales et Penfold (2007 : 101) la constitution la plus présidentiale de l'Amérique latine. En guise d'exemple, le mandat présidentiel est passé de cinq à six ans avec la possibilité d'une reconduction, le congrès est aboli et remplacé par une assemblée unicamérale, le président peut dissoudre le parlement sous certaines conditions⁵⁹, il y a la création d'un vice-président (et non un premier ministre), on note une augmentation de l'interventionnisme étatique dans l'économie⁶⁰ et l'édification de deux nouvelles branches politiques (le Pouvoir populaire et le Pouvoir Électoral). Sur ce dernier point, certaines critiques estiment que les mandats de ces deux organes ombragent ceux du législatif, tandis que selon les partisans de Chávez, ils contrebalancent le présidentialisme (Wilpert 2006 : 42).

Il est toutefois nécessaire de souligner que la Constitution n'est ni bonne, ni mauvaise en soi, tout dépend de son utilisation par les différents pouvoirs administratifs. Ce qui inquiétait l'opposition n'étaient pas les nouvelles dispositions légales en tant que telles⁶¹, mais précisément les intentions de Chávez et les outils politiques qu'il s'est octroyé pour y parvenir. En ce sens, la reconfiguration en profondeur des institutions étatiques concentraient plus de pouvoir dans les mains du pouvoir exécutif, tout en accentuant l'asymétrie entre les différentes branches du pouvoir.

La négligence des procédures constitutionnelles constitue la troisième démonstration de l'affaiblissement de l'imputabilité horizontale. L'exemple le plus éloquent est l'utilisation massive de décrets par Chávez pour faire passer ses lois. Initialement prévus pour des mesures d'exception, il s'est fait accorder des pouvoirs spéciaux en 2000 par l'assemblée nationale, action qu'il justifiait sur le fait que le *congresillo* était surchargé (LAWR 00-38 : 450). En novembre de cette même année, la *ley habilitante* lui a permis de passer par décret jusqu'à trente-sept lois sur divers thèmes et dont l'expiration s'est terminée un an plus tard. C'est d'ailleurs à la dernière journée de son règne par décret que Chávez a fait passer un ensemble de quarante-neuf lois liées

⁵⁹ Si l'assemblée nationale vote trois fois une motion de censure du vice-président.

⁶⁰ Les articles 318 et 319 de la constitution établissent que la banque centrale doit harmoniser ses actions avec celles du pouvoir exécutif, même si elle n'est pas directement subordonnée à celui-ci. De plus, en vertu de la nouvelle constitution, l'État acquiert le contrôle de la totalité des actions de PDVSA.

⁶¹ Par exemple, plusieurs constitutions (USA, Brésil ou Argentine) offrent la possibilité de réélection sans que cela ne suscite de craintes.

principalement aux hydrocarbures (et à l'affaiblissement de la PDVSA) de même qu'à une réforme agraire. Leur promulgation et la manière précipitée de soumettre ces lois (c'est-à-dire de les présenter seulement dix jours à l'avance à l'Assemblée nationale contrairement aux normes établies) servira de prétexte aux grèves lancées par la FEDECAMERAS (*Federación de Cámaras y Asociaciones de Comercio y Producción de Venezuela*), la CTV (*Central de Trabajadores de Venezuela*) et plusieurs autres associations d'affaires. Avec le recul, nous pouvons affirmer que ces lois ont été à la source de l'éveil plus organisé de l'opposition et de la rébellion d'avril 2002.

Le caractère non-démocratique de fonctionner par décrets repose sur l'extraction des décisions exécutives du débat public, que ce soit au sein de l'assemblée législative ou via les autres groupes d'intérêts dans la population. En déléguant volontairement une grande partie de son pouvoir aux mains de l'exécutif, le législatif renforce la concentration du pouvoir et diminue sa capacité de modérer les décisions du Président. Soulignons par contre que l'utilisation de décrets n'est pas une nouveauté dans la gouvernance du pays. En 1973-74, l'administration Pérez avait fait passer plusieurs lois grâce à ce mécanisme (Karl 1997). La différence est que sous Chávez, les mesures qui entouraient les lois adoptées par décret ne se limitaient plus aux questions économiques, mais touchaient également d'autres secteurs clés tel que les hydrocarbures ou l'agriculture.

Le détachement volontaire de Chávez envers les partis politiques

Parallèlement à la diminution de l'imputabilité horizontale, le néo-populisme de Chávez s'est traduit par son détachement volontaire envers les partis politiques comme moyen de relais intermédiaire avec la population et à l'intérieur des institutions. En altérant la logique de mobilisation des masses, Chávez s'éloignait du critère d'inclusion et de participation politique associé à la démocratie libérale représentative.

C'est un fait, Chávez est le maître de la politique anti-politique. C'est d'ailleurs une des raisons principales de sa venue au pouvoir. Suite à l'effondrement du système de partis, encore plus prononcé suite à sa victoire électorale en 1998 (Corrales 2001) ainsi qu'à la domination de la coalition chaviste dans les institutions, le rôle institutionnel des partis politiques est devenu plus flou, au point de perdre en quelque sorte leur raison

d'être. Soulignons d'ailleurs que la constitution de 2000 ne fait aucune mention des partis politiques. Contrairement à une relation société-État fondée sur la représentation des intérêts via les partis politiques, Chávez a adopté une médiation beaucoup plus personnalisée digne des grands populistes.

Il compense les lacunes de représentation partisane traditionnelle par les *Circulos Bolivarianos* (au nombre de 80 000 lors du coup (Ellner et Rosen 2002 : 15)) qui agissent en tant que relais politiques de mobilisation du mouvement bolivarien et qui offrent des espaces de délibérations participatives pour les militants. Les avis quant à l'apport démocratique de ces cellules communautaires sont partagés. Pour certains, puisqu'ils appuient un gouvernement non-démocratique, ils représentent des acteurs politiques non-constructifs et sont perçus comme une menace à la démocratie (Myers 2003). Pour d'autres, les *circulos* améliorent l'*empowerment* du mouvement bolivarien fondé sur des principes démocratiques de non-violence et de participation civile (Valancia Ramirez 2007). À partir de ces positions tranchées, plusieurs nuances méritent notre attention.

La faiblesse majeure de ces organisations est le manque d'autonomie politique vis-à-vis le pouvoir exécutif car elles dépendent dans leur structure et dans leur portée des liens charismatiques entretenus avec Chávez. Comme le soulignent Hawkins et Hansen (2006), cela sape leur habilité à devenir institutionnalisés et nuit à leur capacité d'autorégulation. En ce sens, bien qu'on ait assisté à une certaine effervescence sociale, il s'agissait encore d'un secteur de la société civile considéré plutôt faible selon les indicateurs de Waisman (2006) discutés préalablement.

Cependant, cette approche *top-down* caractérisant le néo-populisme est limitée et doit être complémentaire à un modèle *bottom-up* promu par la démocratie participative (Ellner 2006). Effectivement, l'analyse de terrain montre que ces liens sont de nature clientéliste presque exclusivement dans leur dimension politique. Bien qu'affiliées au projet bolivarien, ces organisations communautaires ne reçoivent aucun financement de la part du gouvernement parce que dans les faits, « on ne demande pas aux *circulos* de fournir des services sociaux, mais d'aider dans la planification et l'implantation de ces services » (Valancia Ramirez 2007 : 128).

La manipulation de la compétition politique

Les convocations référendaires et électorales sont omniprésentes dans la stratégie politique de Chávez. Au cours des trois premières années de mandat, il a eu recours à huit référendums populaires. Sans preuve d'irrégularité ou de fraude, l'opposition n'a qu'elle-même à blâmer pour ses piètres résultats électoraux. Le manque de compétition politique découle surtout des mécanismes mis en place par Chávez pour restreindre la capacité des partis politiques de l'opposition à rivaliser équitablement. Leur premier argument est que la nouvelle formule électorale instaurée par l'ANC avantage le groupe majoritaire lors de futures élections (Coppedge 2003 : 177). L'impact immédiat de celle-ci a été de causer un effet de distorsion entre le pourcentage du vote et la distribution des sièges. Par exemple, bien que le *Polo Patriótico* n'ait récolté que 53% des votes en 1999, il a obtenu 95% des sièges à l'ANC (Corrales et Penfold 2007 : 101). Deuxièmement, conforme au discours anti-parti de Chávez, la constitution de 2000 a éliminé le financement public des partis politiques tel qu'opéré depuis le pacte du *Punto fijo*. Pour l'opposition déjà fragilisée et démoralisée, cela correspondait à un recul important quant à leur compétitivité électorale et impliquait une réorganisation interne de leur mode de fonctionnement.

Bref, malgré la tenue de plusieurs référendums et que tous ont été libres de concourir, dans la pratique, le contexte institutionnel limitait la compétition électorale étendue. Autrement dit, par l'application de l'exclusion politique « déguisée » (Monaldi 2006 : 34), les nouveaux tenants du pouvoir ont reproduit ce que la *partidocracia* tentait de faire, c'est-à-dire de se sauvegarder des autres forces compétitives en limitant les possibilités de contestation. Cela a inévitablement renforcé le sentiment d'injustice des partis politiques et leur frustration.

Le populisme de Chávez dans une perspective comparative

Le populisme est l'une des caractéristiques les plus marquantes de l'Amérique du Sud au cours du 20^{ième} siècle. Pour mieux saisir la nature néo-populiste du gouvernement de Chávez, il est nécessaire de l'analyser dans une perspective comparative. Deux observations ressortent de cette démarche. D'abord, contrairement à ses prédécesseurs populistes (dont Menem, Fujimori et de Collor), Chávez se distingue en vertu de l'orientation idéologique de son projet politique, radicalement plus à gauche. C'est sur ce

point que son populisme est devenu « dangereux » et qu'il a engendré une opposition aussi vigoureuse. Comme nous le détaillerons plus tard, loin d'être rassurées par la modération qui s'est vue dans plusieurs autres pays de la région, la dialectique populiste révolutionnaire de Chávez menaçait les intérêts des élites économiques (Ellner 2008 : 216). Puisqu'en dépit de leurs lacunes démocratiques respectives les autres figures populistes de la décennie 1990 n'ont pas engendré des critiques aussi fortes, c'est donc dire que le populisme peut être acceptable dans un contexte économique favorable. Ensuite, l'omniprésence de la polarisation sociale dans les discours de Chávez dévie de la conception anti-classiste des populistes des années 1930-40 pour lesquels, au-delà des luttes sociales « le peuple n'est pas une classe mais une communauté » (Touraine 1988 : 167). Bref, Chávez incarne un nouveau type de populisme qui se démarque à la fois avec le passé et avec d'autres types de gauches contemporains⁶².

2. La spirale polarisatrice et ses impacts sur la nature de l'opposition

La détérioration de la démocratie libérale représentative et les critiques qui lui sont associées ont certainement contribué à la croissance d'une opposition mais n'explique pas la nature déloyale et anti-démocratique de leurs actions ultérieures. Tous les systèmes démocratiques doivent composer avec une opposition, cela est même sain pour la dynamique démocratique. Pourtant, peu d'entre elles utilisent des moyens anticonstitutionnels à l'image d'une tentative de coup d'État. Alors comment expliquer qu'une telle situation se soit produite au Venezuela? La réponse se trouve dans la spirale de polarisation qui a caractérisé simultanément la société vénézuélienne et le système politique.

La dynamique de polarisation s'emboîte aux critiques envers le gouvernement Chávez décrites précédemment. Ces deux processus sont inséparables l'un de l'autre et se complémentent. Néanmoins insister sur la polarisation permet de comprendre sous une autre perspective comment s'est développé le virage déloyal de l'opposition.

Le cas du Venezuela constitue un cas extrême de polarisation, d'où son importance analytique. En 2002, il « était saisi de la pire polarisation que l'Amérique

⁶² Par exemple avec Evo Morales en Bolivie. À ce sujet voir le texte de l'auteure à l'Observatoire des Amériques (2007) ou la conférence de Roberts (2007) qui différencie les types de populisme en fonction de leur intégration des mouvements sociaux dans le projet politique.

latine avait expérimenté depuis l'apogée des Sandinistes des années 1980 au Nicaragua » (Corrales et Penfold 2007 : 112). Dans ce contexte, il est nécessaire, voire essentiel, de ressortir les caractéristiques et les conséquences que la polarisation a engendré au niveau social et politique.

2.1 La polarisation sociale

Les sources de la polarisation sociale au Venezuela remontent au-delà de la crise sociopolitique des années 1980. Plus qu'idéologique, la polarisation sociale a influencé la nature des débats politiques et la trajectoire de la démocratie. En fait, à l'instar de Cannon (2004) ainsi qu'Ellner et Hellinger (2003), la polarisation sociale doit être comprise comme le point de départ de la crise politique sous la gouvernance de Chávez. Selon ce point de vue, Chávez est l'expression de la polarisation sociale, ce que s'abstient de considérer l'opposition qui voit plutôt en lui la cause de la division sociale. Caractérisé « d'apartheid social » par Lander (2007 : 23), l'environnement social des années 1990 et début 2000 a départagé les clivages d'appuis politiques de sorte que sous la cinquième république « *quien es pobre es chavista* » (Lopez Maya et Melendez : 2007 : 287).

Cette division de classe s'exprime aussi à travers des repères spatiaux. Depuis la ratification de la nouvelle constitution, la polarisation sociale a été exacerbée par l'occupation de blocs territoriaux homogènes en termes socio-économiques et politiques, avec les chavistas à l'ouest et l'opposition à l'est (Garcia-Guadilla 2005 : 116). Bien que ce contexte existait déjà avant l'ascension de Chávez au pouvoir, l'intensité du conflit a augmenté d'un cran depuis son élection. Le climat d'insécurité et de méfiance d'un groupe envers l'autre dérive aussi d'une croissance de la violence dans la capitale vénézuélienne. Un sondage mené en 2002-2003 démontre que la classe moyenne et élevée considère la personne pauvre typique comme un criminel et un délinquant (Garcia-Guadilla 2005 : 119). Pour les élites traditionnelles, cette nouvelle forme de culture de la violence représentait une menace provenant de la « classe dangereuse », c'est-à-dire les pauvres (Lander 2007 : 22); expression d'ailleurs teintée de racisme qui a pour effet de renforcer la polarisation.

Toutefois, la polarisation sociale n'est pas suffisante pour comprendre l'ampleur de la contestation contre Chávez et sa diversité. Car bien que la division sociale ait nuit

au développement d'alliances multi-classes (McCoy 2004 : 294), la polarisation politique autour de l'emblème de Chávez a quant à elle permise l'unification d'un mouvement hétérogène provenant de différents horizons. Malgré que la ligne de partage entre la polarisation sociale et politique soit difficilement perceptible et qu'elle s'entrecroise à de multiples égards, nous pouvons affirmer que la polarisation sociale a surtout servi à accentuer la polarisation politique. Ainsi soutenue, la polarisation sociale est un facteur indirect de la transition déloyale de l'opposition.

2.2 La polarisation politique

Puisque le coup d'État est un processus politique, l'analyse de l'évolution de la polarisation portera une attention spécifiquement aux principaux acteurs qui gravitent à l'intérieur et à l'extérieur du système politique. De manière à évaluer séquentiellement l'accroissement de la polarisation politique au Venezuela, Corrales (2005) distingue quatre étapes s'échelonnant de 1999 à 2002 : la prise du pouvoir; la montée de l'insécurité; la défection des modérés; et l'escalade de l'extrémisation⁶³. Sous-développées de manière individuelle dans la littérature, les leçons qu'il tire de l'expérience vénézuélienne nous serviront de point d'ancrage pour cette section. L'objectif n'est pas de reproduire l'argumentation de cet auteur, mais plutôt de l'approfondir de manière à dégager clairement comment s'est développée la polarisation.

1) La prise du pouvoir

La prise du pouvoir (*power-grab*) fait référence aux actions concrètes de l'alliance gouvernementale dès son arrivée au pouvoir dans le but de concentrer son pouvoir dans les institutions aux dépens de ses opposants. Que ce soit à l'ANC, au CNE ou à la CSJ, les membres associés à la coalition de Chávez ont rapidement investi plusieurs organes politiques en outrepassant certains critères démocratiques. Selon Corrales (2005), la prise du pouvoir représente le facteur déclencheur de la polarisation et est l'élément causal pour comprendre la suite de l'évolution de l'opposition. En effet, la prise du pouvoir et particulièrement la manière dont elle s'est faite (excessive et sans respecter l'imputabilité

⁶³ Son étude s'étend au-delà de la période couverte par ce mémoire. Relativement à la période subséquente au coup, Corrales évoque aussi 5) le référendum révocatoire de 2004 ainsi que 6) l'escalade du prise du pouvoir de l'après 2004.

horizontale tel que démontré dans la section précédente) a aliéné les grands partis de l'opposition historiquement accoutumés de détenir le pouvoir. En l'espace de deux élections, on a assisté à une inversion complète des rôles : les bénéficiaires du *Punto fijo* se sont retrouvés sans pouvoir politique réel alors que ceux qui se sentaient marginalisés dans le passé dominaient maintenant les institutions et profitaient de l'opportunité pour maximiser l'avancement de leurs intérêts spécifiques. Nous avançons donc que sans cette prise du pouvoir aussi spectaculaire, la polarisation politique ne se serait pas radicalisée de manière aussi rapide. Dans la foulée des événements qui ont suivi, celle-ci a été le pilier de la frustration de l'opposition et un important point de repère dans leur stratégie de mobilisation.

2) *La montée de l'insécurité*

La prise du pouvoir a eu deux conséquences sur le sentiment d'insécurité de l'opposition. Premièrement, pour emprunter l'expression de Monaldi (2006), celle-ci a rehaussé les « enjeux du pouvoir » (*stakes of power*). Cela signifie que dans le nouvel cadre institutionnel, celui qui contrôlait les instruments étatiques avait la destinée du pays entre ses mains. Et puisque les enjeux ont augmenté en termes de représentation politique et d'intérêts, la bataille politique s'est intensifiée. Ainsi, « dès les fondations du nouveau régime politique [c'est-à-dire l'écriture de la constitution], les partis d'opposition ont été marginalisés, ce qui signalait le début de l'effondrement complet de la coopération [interpartis] » (Monaldi 2006 : 18) vers une compétition politique très combative.

Implicitement, l'augmentation de l'insécurité fait référence au concept de dilemme de sécurité utilisé dans les théories de relations internationales selon lequel « ce que l'un fait pour accroître sa propre sécurité cause des réactions qui, en bout de compte, font sentir l'autre moins en sécurité » (Posen 1993 : 104). Conséquemment, chacun agit rationnellement pour maximiser sa sécurité. Cela explique l'adoption d'une stratégie initiale de compromis des partis d'opposition au sénat vis-à-vis l'ANC et Chávez, sans quoi leur disparition était assurée (Coppedge 2003 : 187). À moyen terme, avec la reconfiguration du système de partis et la diminution de leur rôle dans les institutions, les partis d'opposition avaient peur de disparaître des espaces politiques. Cela concorde avec la perception du chef parlementaire de COPEI selon laquelle « Chávez est soucieux

d'imposer au Venezuela un régime de parti unique [...] par la destruction des toutes les institutions » (El Nacional, 16 novembre 1999).

Néanmoins, le dilemme de sécurité de l'opposition repose davantage sur les craintes des conséquences électorales du style de gouvernance néopopuliste de Chávez que sur une évaluation objective de la réalité. En vertu du clivage socio-économique, l'opposition était politiquement consciente de son désavantage. Sans contrainte institutionnelle et avec l'augmentation des prix du pétrole, qui ont presque doublé entre l'année de l'investiture de Chávez et l'année 2002 (LAWR 02-02 : 19), les inquiétudes de disparition reposaient sur la projection que cette rente pétrolière signifierait plus de possibilités fiscales pour le clientélisme et un financement plus accru dans les zones électorales stratégiques. Dans cette logique, cela aurait pour impact d'augmenter les bénéfices électoraux pour Chávez. Cependant, cette peur est restée au stade hypothétique. En effet, malgré un discours axé sur *el pueblo* et les classes marginalisées, « avant le coup d'avril 2002, Chávez a été très peu attentif au financement social. En fait, les dépenses sociales ont décliné en terme réel au cours de ses premières années et les seuls programmes sociaux qui ont survécu ont été largement délégués aux militaires » (Corrales et Penfold 2007 : 103)⁶⁴.

Deuxièmement, la prise du pouvoir a eu pour effet de faciliter l'unification de l'opposition (Corrales 2005), quoiqu'encore relative jusqu'en novembre 2001. Se sentant similairement trahis, fragiles et insécures vis-à-vis le gouvernement, les divers groupes d'opposition ont été plus enclins à se rassembler pour des actions collectives en dépit d'incompatibilités idéologiques et de divisions sociales internes. À partir de la même critique des dérives démocratiques, à mesure que le conflit s'est intensifié, la démocratie (et plus particulièrement sa personnification en Chávez) est devenue le dénominateur commun autour duquel se sont articulées les positions politiques. C'est précisément en outrepassant les fondements de division de classe (même si celles-ci demeuraient une réalité fondamentale) (Cannon 2004 : 294) que la mobilisation de l'opposition contre Chávez a convergé sous l'expression « todos contra Chávez » (Lalander et Samaniego

⁶⁴ Même que selon l'ancien chef économique de l'ANC, entre 2000 et 2004, malgré la hausse du prix du pétrole, le budget du *Fond de consolidation sociale* a diminué de 15% comparativement aux années précédentes (Rodriguez 2008 : 50).

2005 : 22). Par ailleurs, le ralliement des organisations politiques autour du support ou non de Chávez et non autour d'un projet de société est un facteur qui a exacerbé la polarisation et mené à la perte d'autonomie des deux côtés (Garcia-Guardilla 2005 : 114-115).

Dans une perspective chronologique, la montée de l'insécurité a débuté avec la prise du pouvoir et s'est accru suite aux décrets présidentiels en novembre 2001. À un tel point qu'à l'avis d'Ellner (2008), cet événement marque une transition dans la radicalisation de la gouvernance de Chávez, passant d'une phase de modération à une phase que l'auteur qualifie « d'anti-néolibérale dans un contexte d'insurrection de l'opposition ». Comprises dans un ensemble de quarante-neuf lois, deux d'entre-elles portaient directement atteintes aux intérêts économiques de la bourgeoisie traditionnelle et des milieux d'affaires, soient la loi des hydrocarbures qui annule les privatisations ainsi que la loi de la terre qui prévoit la redistribution des terres sous-utilisées. Dans l'optique de l'opposition, celles-ci remettaient en cause la conception de la propriété privée et marquaient une coupure avec la trajectoire néolibérale des années précédentes. Rappelons au passage qu'en 1945 et 1948, des lois similaires confrontant la propriété terrienne avaient précédé de quelques mois des coups militaires (Ellner 2008 : 114). À partir de ce moment critique, le dialogue entre Chávez et le secteur privé a été rompu (Ellner 2008 : 110), augmentant du même coup le nombre d'acteurs dans le cycle de polarisation. En accordance avec la théorie de Linz et Stepan (1978), l'adhésion de ce secteur influent au mouvement d'opposition et leur rôle protagoniste dans les contestations subséquentes signifiait un débalancement important de l'équilibre politique vers les pôles éloignés.

3) La défection des modérés

Cette prise du pouvoir excessive a aussi eu une répercussion sur la composition des alliances, tant à l'assemblée nationale que dans les autres cercles de l'opposition. En réaction aux politiques de Chávez et à son type de gouvernance, plusieurs membres plus enclins à la modération ont quitté les rangs du *Polo Patriótico*. Dès 2000, on dénombrait vingt défections dans six états (LAWR 00-12 : 139). Le plus important d'entre elles fut Francisco Arias Cárdenas, lui qui était pourtant réputé pour être l'idéologue derrière la

tentative du coup d'État de 1992⁶⁵. Ce dernier s'est d'ailleurs lancé dans la course présidentielle de 2000. Vers la fin 2001 et le début 2002, la pression est montée d'un cran alors qu'on assisté à plusieurs autres défections à l'intérieur de la coalition, que ce soit des membres de l'assemblée ou des ministres. C'est le cas par exemple de Luis Miquelina, l'ancien président de l'assemblée constituante et ex-ministre de l'Intérieur qui représentait l'aile modérée de la coalition⁶⁶. En janvier 2002, la vague de désertions a aussi entraîné le MAS, procurant du même coup un minime avantage numérique d'un siège à l'opposition sur le *Polo Patriótico* (Coppedge 2003 : 179). Globalement, cette étape du processus de polarisation a constitué un point de rupture avec le contexte de la constituante dans lequel la coalition du *Polo Patriótico* se caractérisait par un certain pragmatisme et la retenue.

La défection de plusieurs modérés a eu une double conséquence sur la polarisation du système politique. Initialement facilitée par la concentration du pouvoir, la marginalisation des voix modérées a renforcé cette tendance. Dépeignant une logique rationnelle : « l'opposition a obtenu de nouveaux alliés et de nouvelles raisons de se sentir optimiste quant à leurs chances de démettre les tenants du pouvoir. En même temps, les tenants du pouvoir se sentaient plus insécures et tendaient vers l'extrémisme pour assurer leur cohésion interne » (Corrales 2005 : 113). Et fait particulier au contexte vénézuélien, « cette radicalisation ne se référait pas tant à la dimension idéologique qu'à un pari de Chávez d'imposer un contrôle plus stricte [...] par la nomination de collaborateurs qui lui sont inconditionnellement loyaux aux postes vacants » (souvent des militaires) (LAWR 02-05 : 49), ce qui n'a évidemment rien fait pour diminuer la perception d'insécurité de l'opposition.

4) *L'escalade de l'extrémisation*

Enfin, le cycle de polarisation s'est enflammé en raison du principe que les extrêmes se renforcent mutuellement. C'est ici que la métaphore de la spirale prend tout son sens; les causes et les effets devenant indissociables. Dans la montée de l'incertitude,

⁶⁵ Il critiquait la déviation de Chavez à son agenda, qu'il était devenu trop autoritaire et qu'il a recréé dans son parti la vieille politique (LAWR 00-12 : 139)

⁶⁶ Il sera remplacé par Ramon Rodriguez Chacin, un ancien conspirateur du 4F. Parmi l'aile modérée de l'ANC, deux autres figures de proue ont démissionné par la suite : Herman Escarra (expert constitutionnel) et Isais Rodriguez (vice-président).

plus le gouvernement se radicalisait, plus l'opposition devenait obstruiste et vice-versa. Bien qu'il transcende le processus de polarisation dans son ensemble, cet aspect est devenu particulièrement perceptible à partir des décrets de novembre 2001.

Cet enchaînement d'événements n'est pourtant pas anodin. Comme le suggère Corrales (2006), la polarisation extrême des positions est un des fondements de la stratégie de Chávez. L'objectif central est de réduire la taille du centre politique. L'atteinte de ce but passe inévitablement par la provocation, de sorte à engendrer des réactions qui serviront ensuite à diaboliser ses adversaires. De cette manière, Chávez peut légitimer une certaine forme d'autoritarisme et perpétuer ce cycle dont il retire les bénéfices électoraux. Ainsi, il ne s'agit pas tant d'éviter de s'aliéner le centre que de rendre les positions extrêmes inévitables.

Les effets escomptés de cette stratégie se sont matérialisés. L'escalade de l'extrémisation a fait en sorte que le centre, compris ici comme l'opposition semi-loyale, s'est graduellement rétréci tant dans les cercles gouvernementaux que dans l'opposition civile. Théoriquement, ce scénario est un élément primordial de l'explication des coups d'État puisqu'au contraire, l'opposition semi-loyale a le rôle d'équilibrer le système démocratique et de contenir l'influence des forces centrifuges. Ceux-ci ont manifestement failli à la tâche au Venezuela. Au bout du compte, la perception de déloyauté de l'un a engendré la déloyauté de l'autre. C'est ce qui a conduit chaque pôle à considérer les possibilités de recourir à des actions extra-institutionnelles pour parvenir à leurs fins.

Ce processus cadre avec la théorie de Linz et Stepan. Tel que confirmé par l'expérience vénézuélienne « la présence d'une, mais particulièrement de deux oppositions déloyales polarisées avec des supports significatifs, tend à mener à l'émergence d'acteurs politiques semi-loyaux, à leur polarisation, et à l'isolation croissante de ceux loyaux sans évoque au système démocratique compétitif » (Linz et Stepan 1978 : 36).

L'escalade de l'extrémisation reflète aussi l'évolution la dialectique de confrontation à travers la crise. Cette dimension doit être considérée comme un facteur accélérateur du processus de polarisation. Issu de sa rupture radicale avec le passé, Chávez ne cherchait pas le consensus dans son projet révolutionnaire et a eu recours à

une dialectique amis/ennemis en tant que fondement de sa stratégie de mobilisation des masses. Pour résultat : chaque groupe disqualifiait de manière équivalente le support de l'autre. Pour l'opposition, Chávez n'est qu'un dictateur en puissance, un tyran moderne (expression reprise de Corrales 2006) dont les supporters étaient des « hordes chavistes ». À l'inverse, les groupes d'opposition étaient qualifiés de sordides, de privilégiés et d'oligarques⁶⁷. En stimulant ces stéréotypes, chacun a été déshumanisé et délégitimisé par l'autre. Par conséquent, « ces deux discours ont justifié leur action [sous un voile légal] et disqualifié les actions de l'adversaire comme illégales » (Cannon 2004 : 298).

Dans ce climat de haute tension, aucun des deux groupes n'avaient la volonté de calmer le jeu et de rééquilibrer le système politique. Même s'ils s'accusaient mutuellement dans cette stratégie de confrontation, les deux extrêmes ont pourtant eu l'opportunité de modérer leur attitude, mais sans que cela se concrétise. Tel que le résume bien Parker,

« el problema no era simplemente de forma o de estilo. La manera indiscriminada en que se descalificada a la oposicion tuvo como consecuencia que se abrieran frentes de conflicto igualmente indiscriminada. Esto indudablemente ayudo a unificar la oposicion, no en torno a un proyecto alternativo, sino tras la consigna fuera Chávez » (2002: 14).

informado

3. La perte de légitimité du gouvernement de Chávez : un scénario propice à l'instabilité

Linz et Stepan argumentent que la clé pour assurer la stabilité démocratique et/ou politique passe par la légitimité, l'efficience et l'efficacité. L'analyse de ces facteurs nous a démontré que le Venezuela a suivi un chemin inverse. La confrontation entre deux formes de faire de la politique conjuguée à la spirale de polarisation a eu pour effet de considérablement réduire la légitimité de Chávez. La perte de légitimité s'est d'abord manifestée chez la classe élevée, puis les élites traditionnelles et les cercles d'affaire. Elle s'est ensuite étendue dans la population. Alors que Chávez récoltait des taux d'appui qui atteignaient plus de 80% dans sa première année d'administration (McCoy 2005 : 110), ils se sont effrités à 47% en décembre 2001 (LAWR 01-48 : 572), puis finalement à 36% un mois avant la tentative de coup d'État d'avril 2002 (LAWR 02-11 : 123).

⁶⁷ Cela démontre bien la nature classiste de la polarisation et rejoint en cela la thèse de Cannon (2004).

Aux critiques politiques de l'opposition s'ajoutaient aussi des arguments économiques. Bien que secondaires, les critiques macro-économiques ont accentué la perception d'illégitimité du gouvernement et l'urgence d'intervenir. Mentionnons d'abord que les gains politiques de Chávez se sont faits au détriment de politiques économiques plus agressives. Démontrant une certaine modération initiale, le statu quo a été conservé au départ. Par exemple, Chávez a sélectionné le même ministre des finances que sous Caldera.

L'opposition canalise ses craintes sur d'autres indicateurs macro-économiques plus inquiétants. Par exemple, entre 1998 et 2002 inclusivement⁶⁸, les taux de croissance du PIB ont diminué de 8%, tandis que les taux d'investissement ont chuté de 26% (Banque mondiale). En 2002, on était parvenu à une « situation croissante du chômage [(de près de 5% comparativement à 1998 (ECLAC 2008))] et de l'économie informelle, qui touchait près de six millions de personnes. La profonde contraction économique signifiait donc un stimulus à la situation de crise et aussi un manque de ressources vers les régions, ce qui a amplifié la paralexie de l'économie locale » (Primer borrado: 2002).

Cette faible légitimité a conduit à une situation d'ingouvernabilité, c'est-à-dire « à un degré auquel les relations entre les acteurs stratégiques [ne sont plus] gouvernées par des formules stables et mutuellement acceptables » (Coppedge 2005 : 166). Effectivement, l'aliénation de plusieurs groupes d'intérêts dans la sphère politique et économique ainsi que dans la société civile a nuit à l'efficacité des politiques adoptées. Dans l'engrenage de la spirale polarisatrice, les positions sont devenues irréconciliables et exclusives⁶⁹. Signe de l'intensité de la confrontation, en 2001 Chávez a dû composer avec plus de cent manifestations par mois (LAWR : 01-47 : 561).

Au niveau institutionnel, la condition sous-numérique de l'opposition et la spirale polarisatrice ont rendu la résolution du conflit politique insolvable, c'est-à-dire sans que les mécanismes institutionnels soient capables de dénouer la crise. Bien que la constitution de 2000 contienne des éléments dans l'éventualité d'une crise

⁶⁸ L'année 2002 au complet est ici incluse dans ce calcul. À noter que les données statistiques doivent être quelque peu relativisées compte tenu des impacts économiques négatifs de la tentative de coup d'État.

⁶⁹ L'autre est devenu l'ennemi. On invoquait « sa » vision de la démocratie et « sa » société civile. Ainsi, les catégories sont devenues très fermées et stéréotypées.

institutionnelle, qu'elle émane du législatif ou de l'exécutif, ceux-ci exigeaient une plus grande présence de l'opposition. De plus, le fait que Chávez disposait d'un bouclier législatif éliminait l'option d'un *impeachment* contre lui, d'autant plus que les autres conditions pour ce type d'action n'étaient pas réunies (scandales médiatiques de corruption et grogne populaire). Par conséquent, sans canaux institutionnels accessibles pour résoudre la crise, la confrontation s'est transposée à l'extérieure de l'arène politique, où elle est devenue encore plus instable.

4. La classification de l'opposition

En utilisant la métaphore du *snapshot*, c'est-à-dire de se figer dans un moment précis de l'Histoire, nous classerons les différents groupes d'opposition lors de la tentative de coup d'État d'avril 2002 et en analyserons les raisons justificatives. Pour ce faire, nous nous référerons à la typologie et aux indicateurs mis de l'avant par Linz et Stepan présentés au chapitre d'introduction. Le tableau qui suit résume la composition de l'opposition.

Tableau 3.1 - *Snapshot* de la nature de l'opposition

Loyale	Semi-loyale	Déloyale
Parti Union – Arias Certaines ONG OEA*	Ce qui deviendra la <i>Coordinadora Democrática</i> : AD *** MAS** Proyecto Venezuela* Primero Justicia* La Causa R Convergencia Nacional COPEI* Bandera Roja Izquierda Unida Queremos Elegir	Fedecameras *** CTV *** Médias d'information privé** Anciens dirigeants PDVSA* États-Unis** Branche dissidente de l'armée*** Groupes radicaux

* peu influent

** influent

*** très influent

4.1 L'opposition déloyale

L'opposition déloyale regroupe des groupes d'intérêts (Fedecameras, CTV et des cadres de PDVSA), les médias privés, une branche dissidente de l'armée⁷⁰, des groupes radicaux⁷¹ et les États-Unis. Globalement, malgré une certaine variation de degré, la nature de ces différents groupes d'oppositions se justifie sur la base qu'ils enfreignent huit des dix critères d'une opposition loyale (1,2,3,5,7,8,9 et 10). Leur comportement déloyal s'est donc échelonné sur plusieurs mois et dépasse le simple fait qu'ils soient les principaux protagonistes de la tentative de coup d'État⁷². Nous pouvons par conséquent conclure que leur engagement envers la démocratie était plus circonstanciel que consolidé.

La Fedecameras, la CTV et des cadres de PDVSA

L'alliance entre la Fedecameras, la CTV et d'anciens cadres de PDVSA était tactique. Elle s'est renforcée dans la foulée du mouvement de protestation de décembre 2001 à la suite des quarante-neuf lois présidentielles controversées. Au cours de la planification du coup et dans sa coordination, les représentants de ces organisations⁷³ ont été les principaux protagonistes du mouvement d'opposition. Même s'ils appuyaient des mesures démocratiques par moment, leur classification déloyale repose sur trois indicateurs principaux : le recours à l'utilisation de la violence, le caractère anti-démocratique des moyens de pression ainsi que la prise de pouvoir excessive suite au coup.

L'argument central de cette classification découle de la transgression du principe de rejeter publiquement et inconditionnellement toute forme de violence pour obtenir le pouvoir. Au contraire, le recours aux forces armées et l'utilisation de la violence ont servi de base justificative de la mise en branle de l'intervention militaire. Par ce fait, ce groupe dérogeait aux critères 1, 2, 3, 9 et 10. La violence (ou sa menace) est implicite à un coup

⁷⁰ Les motifs d'intervention de certains membres de l'armée seront discutés dans le chapitre suivant.

⁷¹ Ceux-ci ne seront pas analysés dans cette section puisque dans leur influence dans la sphère politique et dans la tentative de coup a été largement marginalisée. Ce groupe est composé d'ex membre du MBR 200 et de dissidents militaires du 4F.

⁷² Soulignons que ceux-ci nient cette affirmation et refusent l'appellation de coup d'État. Dans leur conception, il s'agissait plutôt d'un « vide constitutionnel de pouvoir » en raison de la démission supposée de Chavez (Cannon 2004 : 296).

⁷³ Pedro Carmona, Carlos Ortega et Guaicaipuro Lameda respectivement.

d'État, c'est le plus grand levier dont dispose les adversaires face au régime. Bien que le coup se soit fait sans que les militaires n'aient eu à tirer dans la foule pour arriver à leur fin, le renversement de Chávez était conditionnel à la menace de violence. En ce sens, si le Président ne démissionnait pas ou refusait de se rendre aux rebelles militaires dans un délai précis, ceux-ci menaçaient de bombarder le palais présidentiel (Bartley et O'Briain 2002).

Le recours à la violence s'est joué sur une autre dimension que strictement militaire. En plaçant stratégiquement cinq ou six snipers anti-chavistes dans les environs du rassemblement des supporters de Chávez (Wilpert 2002), l'objectif du plan de l'opposition était de semer la panique et de provoquer une réaction autoritaire de Chávez, ce qui aurait pour conséquence de le discréditer davantage. Au cours de la crise entre le 11 avril et le 14 avril, cette stratégie et les affrontements qui en ont découlé ont causé la mort de dix-sept personnes et en ont blessé une centaine d'autre (Wilpert 2002). Plus qu'accidentels, ces incidents étaient envisagés dès la conception d'un plan pour l'obtention du pouvoir (Ellner et Rosen 2002). À cet effet, l'enregistrement d'un message médiatique une journée avant le coup par un représentant de l'opposition faisant état de morts renforce cet argument (Golinger 2006 : 69).

Deuxièmement, l'attitude déloyale de ce groupe est manifeste en raison de leur manque d'adhésion aux principes de la démocratie compétitive (critère cinq). D'abord, au cours de l'intensification du conflit politique, notamment suite aux 49 décrets de novembre 2001, l'alliance déloyale a organisé une série de démonstrations et de grèves visant le renversement de Chávez (Cannon 2004 : 285). La caractéristique anti-démocratique ne se manifeste pas dans le fait d'organiser des grèves; en démocratie celles-ci représentent un moyen légitime de contestation. Le problème porte plutôt sur l'intention derrière celles-ci. Comme le souligne Golinger (2006 : 65), « les arrêts [de plusieurs opérations dans la PDVSA] étaient principalement dirigés aux opérations affectant le marché interne du pétrole et du gaz pour générer la panique et la résignation parmi les vénézuéliens tout en encourageant les protestations ». Le manque de représentation politique de ces groupes n'est pas une excuse justifiable pour l'extrémisme de ces actions; les grèves sont un moyen de canaliser la frustration sociale pour influencer

les décisions du gouvernement et non un outil de manipulation pour destituer un gouvernement. Or, cette prémisse n'a pas été respectée non plus lors du déclenchement de la grève indéfinie d'avril 2002. Comme le soulignent Lander et Lopez-Maya (2002 : 16), celle-ci avait « clairement un objectif insurrectionnel ».

Ensuite, la déloyauté aux principes démocratiques de ce groupe est devenue apparente dès leur ascension au pouvoir. Ce comportement concerne plus spécifiquement Pedro Carmona de la PDVSA qui a personnifié le « gouvernement de transition ». À l'image d'une junte révolutionnaire qu'il décriait pourtant, le gouvernement civilo-militaire⁷⁴ qui a suivi le coup a instantanément dissout les institutions politiques du pays : l'assemblée nationale, la cour suprême, l'ombudsman, la constitution de 2000 et les décrets problématiques. Ainsi, la prise du pouvoir que l'opposition jugeait excessive dans les premières années de Chávez s'est répétée. La rupture avec le régime précédent se voulait donc drastique et sans dialogue politique. Le paradoxe est ici évident. Promulgué pour sauver la démocratie, l'opposition déloyale s'est empressée de déconstruire les lois de la cinquième république (pourtant votées par une assemblée élue) dans l'irrespect des normes constitutionnelles.

Les médias privés

Les médias privés ont été un pivot incontournable dans l'orchestration de la tentative de coup d'État. S'ils représentent globalement un canal crucial de diffusion de l'information, ceci est d'autant plus vrai dans un contexte hyper-polarisé. Dès l'arrivée de Chávez au pouvoir, les médias privés ont ouvertement critiqué le gouvernement et appelé à sa démission⁷⁵. Lors du coup d'État, leur attitude déloyale a été particulièrement perceptible lorsque les chefs des réseaux télévisuels ont décidé de ne diffuser que les informations favorables au succès du coup. Deux exemples confirment cette affirmation. D'abord, sur le pont Llaguno, un montage vidéo a été manipulé de manière à diffuser que des images de supporters pro-Chávez tirant sur des cibles en bas du pont. Or, la même

⁷⁴ Il était composé par des leaders du monde des affaires, des militaires et des politiciens conservateurs (Ellner et Rosen 2002 : 13). Bien que l'intention de cette section ne soit pas de discerner les raisons de la faillite du coup, notons que cette manière autoritaire d'agir a refroidi l'appui de certains alliés de l'opposition. À cet instant du coup, les représentants de la CTV ont rapidement pris leurs distances face au nouveau pouvoir. Ils étaient insatisfaits par la tournure des événements qu'ils ont qualifiés de « coup à l'intérieur du coup » (Ellner et Rosen 2002 : 11).

⁷⁵ Chavez parlait d'une « conspiration médiatique » (LAWR 01-08 : 93)

image élargie montrait que les rues étaient vides⁷⁶. Ensuite, les médias ont défié un décret présidentiel, la *cadena*, qui oblige les stations à retransmettre une élocution du Président. Certains l'ont diffusé que dans une partie de l'écran, tandis que d'autres ont bloqué la transmission. Tout cela, ajouté au fait que l'opposition médiatique a 1) coupé les signaux de diffusion de la principale chaîne publique qui diffusait des informations contraires aux leurs, 2) diffusé de l'information mensongère sur le refus de Chávez de résigner en dépit de leur connaissance du contraire et 3) n'a pas fait état des réactions populaires contre le coup d'État⁷⁷.

Pour toutes ces raisons, il s'avère correct de parler d'un « coup médiatique », un nouvel outil dans la mise en œuvre des coups d'État contemporains⁷⁸. Même si la manipulation de l'information ne se retrouve pas explicitement dans la bonne conduite démocratique de l'opposition selon Linz et Stepan, l'importance du rôle joué par les médias dans la progression d'une crise politique implique un recadrage théorique des critères de Linz et Stepan pour y inclure cette dimension. Comme en témoigne l'exemple du Venezuela, le type d'information et la manière dont elle est présentée peut aussi alimenter la polarisation, rendre plus instable le climat politique et favoriser par conséquent l'avènement d'un coup d'État.

Les États-Unis

Tel que nous l'avons démontré dans le premier chapitre, la politique de promotion de la démocratie des États-Unis est un facteur important du processus d'autonomisation de la démocratie dans les pays sud-américains. Mais contrairement à cette influence positive, lorsque leurs intérêts ont été compromis au Venezuela, les États-Unis ont soutenu une vision instrumentale des règles constitutionnelles et ont adopté un comportement déloyal. Même s'ils n'ont pas directement participé à la tentative de coup d'État, Golinger (2006) soutient qu'ils ont joué un rôle intermédiaire dans la crise politique, qui s'est traduit par un support financier et diplomatique aux groupes d'opposition. Ainsi, quoique de manière moins prononcée que la Fedecamaras ou d'ex-

⁷⁶ Pour plus d'information, voir le documentaire de Bartley et Briain (2002)

⁷⁷ À ce sujet, Beasley-Murray (2002 : 16) qualifie la piètre couverture de la révolte populaire suite au coup de « blackout médiatique aux proportions gigantesques ».

⁷⁸ L'exemple de la « rébellion télévisée » de 2000 en Équateur renforce cet énoncé. Au cours des événements, 94% de la population suivait les événements à la télévision ou à la radio (Walsh 2001 : 179).

dirigeants de la PDVSA, le comportement déloyal des États-Unis se signale par leur rôle dans la planification du coup (critère 8) et la légitimation publique de l'interventionnisme militaire comme moyen de résoudre une crise (critère 1).

Le premier problème est l'alliance stratégique du gouvernement américain avec les représentants de l'opposition déloyale. Ces liens se sont d'abord développés par un appui financier. Par le biais du NED (*National Endowment for Democracy*), une agence gouvernementale ayant le mandat de promouvoir la démocratie et du IRI (*International Republican Institute*), les États-Unis ont financé à coup de millions les organisations anti-chavistas, les faisant les premiers récipiendaires du continent (Clément 205 : 69)⁷⁹. Bien que plus subtile, l'ingérence politique y est manifeste. Néanmoins, soulignons que les principaux bénéficiés de cette aide ont été les partis politiques. Puisque ceux-ci sont classés comme des acteurs semi-loyaux, l'attitude déloyale américaine découle davantage de leurs liens secrets avec les protagonistes du coup.

Dans l'année précédant le coup, plusieurs rencontres entre des officiers américains, des employés de l'ambassade américaine à Caracas et des figures de l'opposition se sont déroulées (Ellner et Rosen 2002 : 14). Il est impossible de prouver que celles-ci ont été orchestrées dans le but précis de planifier le coup. Cependant, Golinger (2006 : 23) argumente qu'elles ont servi de pilier pour coordonner un pacte de transition qui représentait le code de conduite du futur gouvernement intermédiaire. Ainsi, même si en mars 2002 l'administration Bush savait que le coup se fomentait⁸⁰, elle n'a pas réagit. Au contraire, elle les a encouragés en augmentant substantiellement l'argent du NED au moment que la conspiration progressait (Golinger 2006 : 64).

Dans un autre aspect, les États-Unis sont considérés déloyaux en raison de la reconnaissance diplomatique du gouvernement de transition qui a résulté du coup d'État, les premiers et les seuls d'ailleurs à l'exception du El Salvador et de l'Espagne. En dépit de sa nature anti-démocratique, leur soutien politique était prévisible. Déjà avant le

⁷⁹ Conscient de la fragmentation de l'opposition et du besoin de solidification de la coalition, le NED leur a fourni 3,3 millions de dollars entre novembre 2001 et avril 2002 comparativement à 200 000\$ pour l'année précédente (Golinger 2006 : 55). Les fonds étaient dirigés à la formation de nouveaux leaders politiques et à l'amélioration des structures des partis politiques sympathiques aux intérêts américains.

⁸⁰ Certaines sources devancent même cette date. Des rencontres de préparation du coup et l'élaboration d'une transition pactée auraient eu lieu à l'été 2001 (LAWR 02-15 : 170).

déclanchement du coup, le gouvernement américain avait envoyé une série de messages à l'opposition en faveur de la démission de Chávez. Dans les cercles de l'opposition, ceux-ci ont été interprétés comme le feu vert de Washington pour déloger Chávez et ce, peu importe la manière (Ellner et Rosen 2002 : 14). Le soutien du gouvernement américain découle également de leur participation aux tactiques de manipulation médiatiques de l'opposition. Dans son mémo du 12 avril 2002, celui-ci reconnaissait la résignation de Chávez tout en blâmant la violence des derniers jours sur ce gouvernement; deux faits démentis par leurs propres sources (Golinger 2006 : 55).

Selon Clement (2005), ces faits démontrent que les États-Unis emploient une conception subjective et contingente de la démocratie. Cette trahison des principes démocratiques s'explique d'une part par la menace évidente à leurs intérêts politiques et économiques. À ce titre, la réforme de la PDVSA représentait le principal point de contention. Dans le contexte de la guerre contre le terrorisme, la sécurité d'approvisionnement en pétrole était une priorité pour le gouvernement Bush, ce que l'attitude provocatrice de Chávez et la réforme pétrolière de novembre remettaient en doute. De plus, les relations très cordiales entre l'administration Bush et l'exécutif de la PDVSA (Lander et Lopez-Maya 2002 : 23) ainsi que leurs intérêts convergents ont facilité l'établissement d'une alliance stratégique. D'autre part, les critiques tranchées de Chávez sur le système de partis vénézuélien et ses réformes politiques radicales allaient à l'encontre des théories conventionnelles sur la démocratisation que défendaient les organisations de relais des États-Unis (NED et IRI).

4.2 L'opposition semi-loyale

La classification semi-loyale des partis politiques relève de deux observations. Premièrement, cela se justifie sur l'ambiguïté de leur position quant à la nécessité d'un coup d'État. S'ils étaient d'accord avec l'objectif des groupes déloyaux de renverser Chávez, ils ont été beaucoup plus nuancés quant aux moyens d'y parvenir. Publiquement du moins, on ne recense aucune déclaration des factions politiques en faveur d'un coup. Selon Cannon (2004 : 299), même s'ils trouvaient le coup justifié dans ses principes, ils cherchaient prioritairement une solution démocratique à la crise. D'ailleurs, loin de jouer

le rôle de protagoniste dans le déroulement du coup, leur attitude a été plutôt passive et réactive aux décisions prises par les leaders déloyaux.

Deuxièmement, cette classification est attribuable à leur réaction face au coup. En effet, des différents groupes qui composaient l'opposition, les partis politiques ont été les premiers à se dissocier du gouvernement de transition (Ellner et Rosen 2002), particulièrement AD, le parti le plus d'influent. D'ailleurs, le rapport parlementaire sur les événements datant du 11 avril présenté par la faction de l'opposition a imputé la faute à Chávez⁸¹, mais déclarait la dissolution des pouvoirs publics via un décret de Carmona inconstitutionnelle et illégale (Comisión política 2002). Bien entendu, il est plus facile de critiquer devant un constat d'échec, d'autant plus que les partis politiques se sentaient marginalisés dans le gouvernement de transition. Ils ont néanmoins publiquement réprimé l'interruption inconstitutionnelle de la démocratie, ce qui en fait des acteurs semi-loyaux. 9

4.3 L'opposition loyale

Compte tenu de l'effet d'extrémisation, peu de groupes sont demeurés fidèles au pôle de la loyauté. Dans la catégorie des opposants loyaux inconditionnels, nous ne retrouvons que le parti de Francisco Arias ainsi que certaines ONG. Ces derniers étaient d'avis que le « problème Chávez » devait se régler par des actions exclusivement démocratiques (Cannon 2004 : 299). Cependant, ces groupes n'ont eu pratiquement aucune influence sur le déroulement du conflit. L'OEA, un acteur extérieur à la spirale de polarisation, a quant à elle eu un impact plus marqué sur le respect des principes démocratiques.

L'OEA

À l'inverse des États-Unis, l'OEA a fermement condamné le coup et a refusé de reconnaître le gouvernement issu du coup. Ceci lui vaut la qualification d'acteur loyal⁸².

⁸¹ Il y a eu deux rapports parlementaires, l'un présenté par l'opposition et l'autre par la coalition de Chavez. Ceux-ci arrivent à des conclusions très opposées. La coalition de Chavez suggère qu'il s'agit d'un coup dont la responsabilité revient à l'opposition.

⁸² Dans ce cas, nous ne pouvons pas parler d'une opposition. Dans son orientation et ses objectifs, l'OEA est une organisation politiquement neutre. En principe, elle n'est ni pour ni contre un gouvernement; elle privilégie simplement des normes démocratiques.

Hésitante au début compte tenu du manque d'information au moment même du coup et puisque les membres considéraient de facto la résignation de Chávez (Sanchez Melean 2005 : 66), l'OEA s'est ensuite ralliée dans une vision collective de la situation pour condamner le coup d'État et se « réjouir de la restauration de l'ordre constitutionnel et du Président démocratiquement élu Hugo Chávez » (OEA 2002, dans Levitt 2005 : 113). Ce faisant, ses membres envoyaient un signal pro-démocratique clair. Même si la réponse a été qualifiée de modérée par Pion-Berlin et Arceneaux (2007 : 26), il n'en demeure pas moins que plusieurs pays influents se sont rapidement positionnés contre le nouveau régime de transition perçu comme illégitime⁸³. Cette institution est donc parvenue à contrebalancer la position déloyale américaine et à discréditer ce processus non constitutionnel.

⁸³ C'est le cas de l'Argentine, Paraguay, Mexique, Brésil, Chili et Canada (Sanchez Melean 2005 : 59).

CHAPITRE IV : L'AFFAIBLISSEMENT DU CONTRÔLE CIVIL DES FORCES ARMÉES

« Plus qu'un Président, je suis un soldat
qui, grâce au peuple, est de retour »
Hugo Chávez (LAWR 99-05 : 62)

Outre l'existence d'une opposition déloyale, l'autre élément critique au déclenchement de la tentative de coup d'État de 2002 a été la participation d'une branche déloyale des forces armées à Chávez. Sans le support de celle-ci, le groupe issu de la société civile n'aurait pas eu le levier nécessaire pour renverser le Président. Tel que nous allons le démontrer, cette situation instable dans les rangs militaires s'est développée en raison de l'affaiblissement du contrôle civil des forces armées et de l'accroissement du mécontentement d'un secteur influent des forces armées.

1. L'affaiblissement du contrôle civil dans une perspective historique

L'affaiblissement du contrôle civil des forces armées au Venezuela s'échelonne sur plusieurs années. Bien qu'elle ne soit pas directement responsable de l'accession de Chávez au pouvoir, le style de gouvernance de ce dernier en tant que Président et certaines de ses décisions découlent de l'effritement antérieur des institutions de contrôle civil au cours des années 1980-90.

La stabilité sous le Punto fijo : la politique de l'endiguement

En fonction de la typologie présentée au chapitre d'introduction, de 1958 jusqu'aux deux tentatives de coup d'État de 1992, le Venezuela correspondait à un cas à mi-chemin entre la subordination militaire conditionnelle et le contrôle démocratique consolidé. Les relations civilo-militaires étaient positives. Telles qu'inscrites dans la constitution de 1961, les forces armées respectaient les principes de neutralité et de professionnalisme démocratique. De sorte qu'au milieu des années 1970, la loyauté des forces armées au régime démocratique semblait assurée. Cette harmonie reposait sur une stratégie de contrôle civil par endiguement (*containment*) (Trinkunas 2006). Cela conférait une large marge de manœuvre et d'autonomie aux forces armées dans leurs champs de compétences spécifiques (défense externe et sécurité interne), tout en

développant des mécanismes institutionnels pour que les dirigeants politiques conservent un haut niveau de contrôle sur les activités et les attitudes des forces armées. Cette tactique comprenait trois stratégies parallèles.

Premièrement, en raison du manque de capacité de l'État (et d'influence) au moment de la transition démocratique de 1958, les civils ont adopté la stratégie de « diviser pour régner ». Instaurée dans un but défensif, l'objectif était de diminuer la cohésion interne des forces armées pour se protéger contre un éventuel coup d'État. Cette stratégie misait sur l'atomisation des différentes unités au sein forces armées. Cela a produit une compétition institutionnelle entre les différents corps militaires pour l'accession aux ressources budgétaires et pour la nomination de postes, tout en prévenant la concentration du pouvoir dans les mains d'un groupe restreint. Ainsi, puisque ce système convergeait verticalement vers les politiciens via des liens clientélistes, ceux-ci ont pu s'assurer la loyauté des hauts dirigeants de l'armée (Trinkunas 2006 : 167).

Deuxièmement, pour surpasser la grande autonomie institutionnelle des forces armées, les civils se sont dotés d'un moyen de contrôle institutionnel très efficace : l'approbation des promotions des hauts-gradés par le Sénat. Même si cela ne concernait en moyenne que 5% des promotions annuellement (Trinkunas 2006 : 212), l'effet positif de cette mesure a été l'autocensure de certains généraux ambitieux.

Troisièmement, le support des forces armées s'est maintenu via une stratégie d'apaisement et de complaisance grâce à la satisfaction des requêtes matérielles des hauts responsables militaires que permettait la rente pétrolière. Ainsi, vers 1975, l'armée vénézuélienne bénéficiait des plus hauts taux de dépenses gouvernementales par soldat en Amérique latine (Trinkunas 2006 : 164), au grand bonheur de ses dirigeants.

Bien que la subordination semblait assurée, il ne s'agissait pas d'un contrôle civil démocratique consolidé. Effectivement, au cours de cette période, les civils ont eu un droit de regard et une influence très limitée sur l'utilisation des budgets par l'armée et la gestion des missions qui leur étaient attribuées. Pour autant que « les officiers partageaient les objectifs généraux des autorités civiles et qu'ils faisaient correspondre leur propre succès de carrière avec ceux des leaders politiques, la supervision

institutionnelle était à peine nécessaire » (Norden 1998 : 152). Ce modèle contenait cependant plusieurs failles que les deux tentatives de coup d'État de 1992 ont dévoilées.

L'explication des tentatives de coup d'État de 1992

Considérant l'apparence de stabilité des relations civilo-militaires et la culture politique démocratique du Venezuela, les deux tentatives de coup d'État de 1992 ont pris la communauté politique par surprise. Le problème majeur était directement issu de la stratégie de « diviser pour régner » qui a rendu indétectable des perceptions civiles et des hauts responsables militaires le mécontentement grandissant dans les rangs militaires. Selon Trinkunas (2006 : 126), sans canal de surveillance interne adéquat, ce type d'institutionnalisation n'a pas été en mesure de contenir quatre sources de frustration aux fondements des rébellions militaires de 1992 :

- 1) la perception de corruption des hauts dirigeants militaires et politiques issue de leurs liens clientélistes;
- 2) la diminution des salaires et des bénéfices sociaux pour les militaires due à la crise économique⁸⁴ (épuisement de la stratégie d'apaisement);
- 3) l'expansion du rôle des forces armées dans la sécurité interne et le malaise du *Caracazo*⁸⁵;
- 4) le manque de consultation de l'armée dans la mise en œuvre de la politique extérieure de Perez.

Sous-jacent à ces motifs, la tentative du 4 février 1992 (4F) témoigne d'un clivage croissant au sein des forces armées entre les officiers seniors et juniors quant au rôle que devrait jouer leur institution dans la société vénézuélienne. Une des explications de cette division provient de la réforme de l'éducation destinée aux nouveaux officiers mise en place au début des années 1970. Tandis que les pays voisins valorisaient de plus en plus un rôle actif de l'institution militaire dans la sphère politique, l'armée vénézuélienne était elle-aussi à la recherche d'une nouvelle mission dans la société. L'ennemi communiste vaincu, elle voulait accroître son utilité sociale. Cela s'est concrétisé par l'entremise du Plan Andres Bello et de l'IAEDN (*Instituto de Altos Estudios de la Defensa Nacional*), deux instituts qui offraient une formation universitaire de haute qualité et

⁸⁴ En 1991, le salaire et les bénéfices des officiers de tous les rangs étaient de 35% inférieurs en terme réel à ceux de 1984 (Trinkunas 2006 : 176).

⁸⁵ Lors de cet événement, face aux menaces de désordre public, les militaires ont été appelés à défendre un régime impopulaire, même si cela signifiait tirer sur la foule.

multidimensionnelle. Ces classes promouvaient une participation accrue de l'armée dans le développement du pays, liant implicitement la sécurité au développement socio-économique.

Cette formation académique a eu des répercussions fondamentales sur l'attitude des nouveaux gradués envers la conception de la démocratie et du système politique. Tel que le souligne Trinkunas (2006 : 161), ces réformes de l'éducation ont eu des effets pernicioeux pour la suite des événements en produisant « une nouvelle génération d'officiers vénézuéliens avec une vision populiste, égalitaire et utilitaire de la démocratie ainsi qu'une capacité latente d'activisme politique ». De plus, d'un point de vue psychologique, fiers de leur qualité d'enseignement, les jeunes officiers gradués ont acquis la présomption d'être moralement supérieurs aux politiciens et aux officiers seniors qui gravitaient selon eux dans la corruption et à l'intérieur d'une démocratie désuète.

Issu de ce modèle d'éducation, le MBR-200 véhiculait ces valeurs protagonistes. Avec Hugo Chávez à leur tête, cette formation militaire regroupait plusieurs jeunes officiers insatisfaits du contexte politique et du rôle trop limité des forces armées dans le développement du pays. Ce sont eux qui planifieront le coup du 4F auquel 2 668 soldats ont participé, ce qui confirme leur popularité dans les rangs juniors (Trinkunas 2006 : 190).

Les conséquences de la tentative de coup et le manque d'opportunisme politique

L'effet de la tentative de coup d'État a été profond sur l'attitude des forces armées vénézuéliennes, à la fois en tant qu'institution et à l'intérieur des unités. L'interventionnisme militaire, auparavant impensable, devenait désormais une possibilité. Cela renversait la conception de neutralité politique des forces armées et allait à l'inverse du changement de mentalité qui s'opérait dans les autres pays de la région en faveur du retrait des forces armées de la sphère politique. Peu à peu, les élites militaires ont perdu leur crédibilité auprès des plus jeunes et ainsi leur capacité d'orienter le débat interne en faveur du respect des normes démocratiques. Contrairement à ce que supposent les théories de la consolidation démocratique du contrôle civil (Fitch 2001), le changement de mentalité au Venezuela s'est plutôt opéré du bas vers le haut. Certains jeunes officiers

activistes ont su influencé plusieurs de leurs compatriotes de la nécessité d'intervenir pour résoudre une situation qu'ils jugeaient insoutenable.

Nous aurions pu croire que la tentative de coup d'État du 4F aurait causé un rééquilibrage du contrôle civil des forces armées. Après tout, celui-ci avait politiquement échoué et face aux menaces d'autoritarisme⁸⁶, le gouvernement détenait le levier moral nécessaire pour remodeler le rôle des forces armées dans les institutions. Or, ces réformes ne se sont jamais concrétisées. Immédiatement après la tentative de coup, les administrations suivantes ont recouru aux stratégies traditionnelles de l'endiguement se fiant presque exclusivement sur une stratégie conjuguant le « diviser pour régner » et l'apaisement⁸⁷, mais sans institutionnaliser la surveillance interne de manière permanente.

Même si le 4F a sonné une cloche d'alarme dans la classe politique, les craintes de récidives se sont atténuées suite à la démission du Président Pérez en 1993⁸⁸. Par conséquent, l'approfondissement du contrôle civil n'était pas une question de survie comme c'était le cas dans d'autres pays sud-américains suite à leur transition démocratique. Confronté à des défis économiques et politiques, l'amélioration du contrôle civil n'était tout simplement pas la priorité du gouvernement. Cela, ajouté au fait que le levier politique de l'État avait diminué suite aux tentatives de coup d'État (Trinkunas 2006 : 18). Il n'avait donc ni les capacités, ni la volonté requise pour remodeler le contrôle civil. Résultat : d'une manière similaire à sa réaction face à la crise socio-économique, l'immobilisme du système politique n'a pas su capitaliser de la fenêtre politique qui s'offrait à elle.

2. L'arrivée de Chávez au pouvoir : la dégradation accélérée du contrôle civil

C'est dans ce contexte déjà polarisé et de faiblesse institutionnelle du contrôle civil des forces armées que *el commandante* Chávez est arrivé au pouvoir avec un projet politique rénovateur au cœur duquel les forces armées étaient appelées à jouer un rôle

⁸⁶ L'objectif du 4F était l'établissement d'une junte civilo-militaire aux allures de celle qui ont suivi les coups d'État militaires traditionnels (Norden 1998 : 153)

⁸⁷ Dès l'année suivante, Pérez a augmenté les salaires de 30% (Trinkunas 2006 : 191)

⁸⁸ D'ailleurs, malgré le climat tendu sous Caldera, les militaires sont en tout temps demeurés subordonnés au Président. Même qu'en 1995, ne se sentant pas menacé, Caldera a relâché de prison Chavez et quelques collaborateurs du 4F.

prédominant. Conformément à sa formation idéologique, ce dernier voulait revoir la relation entre l'armée et la population de manière à ce que l'armée acquière « une fonction plus utile dans la société [...] pour défendre le peuple vénézuélien de l'injustice et de la pauvreté » (Wilpert 2007 : 40). Tel qu'il sera démontré, la rupture radicale qu'il s'est efforcé de mettre en place dans les structures politiques a abouti au démantèlement des institutions préalables du contrôle civil et à une reconfiguration des relations civilo-militaires.

Considérant le passé militaire de Chavez, ce scénario était prévisible, voire inévitable. Cependant cette relation n'est pas absolue. En Bolivie, Banzer a lui aussi bradé la présidence (1997-2001) sous un statut d'ex-militaire sans que la dégradation du contrôle civil n'ait été aussi significative qu'au Venezuela (Diamint 2003). La dégradation du contrôle civil s'observe essentiellement par la militarisation politique et la politisation militaire. La compréhension de ces deux éléments explique la frustration d'une certaine faction de l'armée et son développement en opposition déloyale lors de la tentative de coup d'État de 2002.

La militarisation politique

Dès l'entrée en en poste de Chávez, son gouvernement s'est autoproclamé de type civil-militaire (LAWR 99 : 49). Cela était en soi une nouveauté dans la politique vénézuélienne depuis les cinq dernières décennies, mais ne devrait pas nous étonner considérant les prises de positions antérieures de Chávez en faveur d'un rôle accru des forces armées dans le développement du pays et de l'origine militaire de son parti politique. Pour justifier leurs craintes d'un futur autoritaire à la cubaine, ses détracteurs ont évoqué que dans cette alliance, l'aspect militaire tendait à prendre les-dessus sur le civil. Cela cadre aussi avec l'argumentation de Norden (2003 : 94) qui considère que l'approche chaviste des relations civilo-militaires ressemble à un régime militaire post-coup, près du type « prétorien » avancé par Huntington (1957). Cela se justifie en raison de l'expansion du rôle et des missions des forces armées dans les politiques internes ainsi que de la propension autoritaire.

Le premier changement considérable s'observe par la présence accrue de militaires en service ou à la retraite aux postes administratifs clés (élus ou conseillers)⁸⁹. Il faut bien le reconnaître, le MVR est la branche politique du MBR, groupe auquel font partie d'ex-conspirateurs du 4F. En général, ces derniers représentaient ses plus proches collaborateurs, du moins ceux que Chávez considéraient les plus loyaux. L'influence politique de ce groupe s'est rapidement ressentie dans les assignations aux fonctions publiques. À titre d'exemples, suite à son élection plus de 50% des positions gouvernementales étaient occupées par des militaires actifs ou à la retraite (LAWR 1999 : 181)⁹⁰; dans sa première année, le tiers des porte-folio ministériels ont été assignés à des officiers militaires alors que Chávez en a encouragé plusieurs à se porter candidat dans les élections ultérieures⁹¹. En conséquence, la ligne de séparation entre les dimensions civiles et militaires s'est manifestement amincie, ce qui a posé un problème éminent pour le contrôle civil des forces armées. La militarisation de la fonction publique a représenté une source importante de critiques adressées à l'administration de Chávez (civils et militaires) et a causé le départ de plusieurs modérés à l'intérieur de la coalition du *Polo Patriótico*, dont Escarra (Ellner 2001 : 14) et Miquelina.

Tandis que les supporters de Chávez soutiennent que ces fonctions administratives ont civilisé l'armée (Wilpert 2007 : 40), le contraire peut aussi être avancé. À partir de la logique de Huntington (1957), le but de ce qu'il nomme le *contrôle objectif* (ce qui se rapproche le plus d'un contrôle civil démocratique consolidé) est de militariser les militaires pour en faire uniquement un outil au service de l'État. Indéniablement, cela est contraire à l'expérience vénézuélienne⁹². Comme le mentionne Lameda, un général de l'armée et l'ex-président de PDVSA, « Chávez a été le premier dirigeant du Venezuela au cours des cinquante dernières années à placer les forces armées au service de son parti » (LAWR 02-10 : 109).

⁸⁹ Que ce soit des postes d'ambassadeurs, dans l'agence d'intelligence centrale, de secrétaire, dans la direction de la PDVSA (Norden 2003 : 103).

⁹⁰ En juin 2001, cela équivalait à 176 militaires (Trinkunas 2002: 66)

⁹¹ Lors des élections gouvernementales de 2000, 18 candidats sur 23 du MVR provenaient des structures militaires (Ellner (2000 : 32) dans Norden (2003 : 102)).

⁹² Le Venezuela s'apparente plus à un *contrôle subjectif* selon Huntington, rendant les forces armées « le miroir de l'État ». Cela limite les probabilités qu'elles se rebellent parce qu'elles sont dans la même lignée politique que le Président.

Deuxièmement, la militarisation politique découle du constat que les forces armées sont devenues les principaux exécuteurs des directives de Chávez. Affichant une méfiance ouverte à l'encontre des politiciens de formation, Chávez a tenté d'utiliser au maximum les forces armées comme relais exécutif. *Plan Bolivar 2000* est un exemple flagrant des nouvelles prises de responsabilités par les militaires⁹³. Ce programme jetait les bases de l'orientation civique du rôle des forces armées et était d'une envergure inégalée au Venezuela alors que près du tiers de la force militaire en service a été mobilisée.

Mais ce qui se dégage le plus de cette expérience est que la prise de responsabilité par l'armée est survenue au détriment des capacités des autorités locales lors de l'implantation des mesures, telle que le supposait la norme conventionnelle. Ainsi, « le gouvernement Chávez a affamé les gouverneurs et les maires de l'opposition des ressources avec lesquelles ils pouvaient adresser les problèmes, préférant financer des programmes sociaux qui étaient contrôlés par les commandants » (Trinkunas 2006 : 215). Dans ce contexte, le peu de supervision qu'il y avait s'effectuait par l'armée elle-même, loin du regard des institutions civiles.

Par rapport au contrôle civil, le problème n'est pas lié à l'augmentation de la dimension civique dans un contexte de faible capacité étatique, d'autres pays ont utilisé cette tactique sans nuire au contrôle civil. La nuance provient du manque de contrôle institutionnel pour délimiter ce rôle civil alors que d'autres gouverneurs et ONG ont été éloignés de la gestion des missions sociales (Pion-Berlin 2005 : 22). Autrement dit, les forces armées ont été accordées une part accrue d'autonomie dans la gestion des programmes sociaux, mais sans une supervision civile adéquate. C'est d'ailleurs sur ce point que la déconsolidation du contrôle civil des forces armées s'est le plus manifestée, c'est-à-dire par « l'isolement des forces armées » dans les institutions étatiques (Trinkunas 2002 : 73). Sur un autre registre, cette grande autonomie, combinée à l'augmentation substantielle de leurs missions, n'encourageait pas les forces armées à opter pour une participation stratégique dans les institutions comme c'est le cas dans la

⁹³ Pour souligner le dixième anniversaire du *Caracazo*, Chavez a envoyé l'armée construire des routes, des hôpitaux et redistribuer de la nourriture, contrastant avec l'attitude répressive que l'armée avait adopté en 1989. D'une durée anticipée de six mois, ce programme est devenu une part permanente des politiques publiques (Trinkunas 2006 : 215).

majorité des pays d'Amérique du sud. Dans leur optique, cela aurait au contraire diminué leurs prérogatives.

La politisation militaire

Au-delà de la militarisation politique, le deuxième processus qui a conduit à l'affaiblissement du contrôle civil et à l'instabilité politique du régime est la politisation des rangs militaires (pour et contre Chávez). C'était déjà une composante du problème sous le *Punto fijo*, mais l'arrivée au pouvoir de Chávez a cependant accéléré ce processus et a créé d'importantes divisions internes. D'un point de vue théorique, la politisation des forces armées pose une contrainte significative à la réalisation du professionnalisme de l'armée (Fitch 2001). Mises en contexte avec l'extrême polarisation politique et sociale, ces deux dimensions se sont mutuellement renforcées selon une courbe similaire, augmentant du même coup les risques d'instabilité.

À l'instar du conflit politique, le principal problème de la politisation militaire est que l'affiliation politique s'établissait au nom d'une vision spécifique des normes de gouvernances démocratiques, mais sans qu'il n'existe un consensus sur celles-ci. Or, la stabilité du régime dépend justement de l'homogénéité idéologique dans ses rangs. Tel que l'argumente Stepan, « si l'armée a une définition de la démocratie qui est différente de la définition opératoire tenue par les représentants élus démocratiquement en charge de l'État, alors un conflit civilo-militaire peut s'en suivre » (Stepan 1988 dans Norden 1998 : 137). Nonobstant ce clivage, quatre nouvelles dispositions constitutionnelles ont prononcé la politisation militaire et méritent une attention plus approfondie.

D'abord, via l'article 236, les législateurs perdaient leur capacité d'approuver certaines promotions d'officiers au bénéfice du Président. Cela était pourtant un des mécanismes centraux de surveillance institutionnelle des forces armées sous le *Punto fijo*. Déjà qualifiée d'insuffisante dans le passé, l'abolition de cette norme et son remplacement par un canal présidentiel a affaibli le contrôle civil; « le Président devenant le seul représentant élu à détenir une relation constitutionnelle avec les forces armées » (Trinkunas 2002 : 71). Ce mécanisme a aussi augmenté les liens clientélistes entre Chávez et les forces armées tout en dévalorisant les principes de professionnalisme et de

mérite dans l'élévation de grade au profit des préférences politiques. Ainsi, l'autocensure chez les officiers a continué de se développer, non plus sur des bases partisanses comme c'était le cas sous le *Punto fijo*, mais en fonction de leur loyauté à Chávez et à son projet révolutionnaire.

Ensuite, pour la première fois de l'Histoire du Venezuela, Chávez a assigné un civil au poste de ministre de la défense, José Vicente Rangel. À première vue, cette nomination symbolique constituait une avancée pour le contrôle civil des forces armées. Cependant, son pouvoir réel doit être relativisé. En effet, en guise de balancier, Chávez a simultanément créé une nouvelle position institutionnelle, le chef de l'état-major (*chief of staff*) qui lui répond directement. Par ce dispositif, le rôle du ministre de la défense se limite à être le porte-parole de l'armée dans les institutions démocratiques, ce qui est largement insuffisant dans l'idéal démocratique. À l'inverse, cette restructuration était le signe de l'agrandissement du contrôle personnel de Chávez sur les forces armées. D'ailleurs, le peu d'autorité que Rangel a eu sur l'armée lors de la tentative de coup d'état semble confirmer l'affirmation précédente quant à son pouvoir illusoire (Norden 2003 : 104)⁹⁴. Ces deux changements représentaient ce que Pion-Berlin (2005 : 18) qualifie de « contrôle présidentiel des forces armées ». De sorte que même en matière militaire, les mécanismes de *check and balance* se sont affaiblis, le Président détenant un pouvoir asymétrique sur les forces armées comparativement aux autres acteurs politiques.

Troisièmement, on a assisté à une redéfinition du rôle historique des forces armées. En ce sens, la nouvelle constitution est « dangereuse » non pas pour ce qu'elle inclut, mais pour ce qu'elle élimine volontairement. Bien que la modification du rôle de l'armée se base d'avantage sur des interprétations, elle est bel et bien perceptible. En effet, elle a rayé la définition apolitique des forces armées, qui sont simplement devenues « nonpartisanes et obéissantes ». Cette reformulation est subtile, quoiqu'importante. Elle a renforcé la subordination au Président et a permis l'établissement de lignes politiques en imposant légalement « une participation active [des forces armées] dans le

⁹⁴ À noter également que son bureau ne se situe pas au ministère de la défense mais bien au département des forces de l'air.

développement national » (article 328). Ainsi, même si elles ne défendent pas un parti politique en particulier, elles doivent suivre une ligne idéologique.

De plus, le remplacement du terme apolitique par « sans militance politique » n'est pas anodin. Compte tenu du flou entourant cette expression, « cela permettait l'espace pour une quantité significative d'activisme à l'intérieur des forces armées » (Norden 2003 : 100) qui pourrait potentiellement dévier sur la scène politique nationale. Similairement, l'élimination du terme « non délibératives » pose problème puisqu'en effet, « si les forces armées sont délibératives, elles sont potentiellement désobéissantes » (Petkoff 2000 : 56 dans Cameron et Major 2001 : 257).

Finalement, la nouvelle constitution a accordé le droit de vote aux militaires. Bien que cela soit répandu en Amérique du Sud, le contexte polarisé a distordu à la hausse le niveau de politisation dans les forces armées vénézuéliennes. Les sources de division étaient déjà manifestes depuis le coup de 1992, mais jamais ouvertement débattues au sein des forces armées. L'élection présidentielle de 2000 a justement eu comme conséquence de réalimenter le débat et a donné l'opportunité aux soldats de prendre position individuellement. Au cours de celle-ci, tant Chávez que son adversaire Arias Cardenas ont consenti un effort soutenu pour obtenir le vote militaire, menant à la « fractionnalisation des forces armées entre les chavistas et les aristas » (Trinkunas 2006 : 212). Ainsi compris, le droit de vote aux militaires a été un facteur indirect de l'augmentation de la polarisation au sein des forces armées et donc, à son instabilité.

En résumé, nous pouvons affirmer qu'à l'aube de la tentative de coup d'État de 2002, le Venezuela se caractérisait par un *faible* contrôle civil des forces armées, les frontières entre les sphères civiles et militaires étant malléables. Dans une perspective historique, le contrôle civil au Venezuela s'est progressivement affaibli d'une perception de consolidation démocratique au début des années 1970, à un contrôle civil conditionnel vers les années 1980 et 1990, pour vaciller entre ce dernier et une tutelle militaire dans les premières années d'administration de Chavez. Tel que le prévoit le cadre théorique, ce faible contrôle civil a augmenté la vulnérabilité du régime à un coup d'État.

La justification de l'interventionnisme politique d'une branche dissidente des forces armées

L'affaiblissement du contrôle civil a facilité l'émergence d'une branche dissidente dans l'armée et son alliance tactique avec la société civile dans le cadre d'une intervention militaire. Contrairement aux lacunes de détection du mécontentement chez les militaires qui ont conduit aux événements de 1992, la source de la rébellion de 2002 est principalement attribuable à la frustration de certains hauts gradés en réaction à la baisse du professionnalisme⁹⁵, à l'expansion du rôle de l'armée dans l'administration, à la manipulation des promotions et du mécontentement que cela a suscité. Par conséquent, la politisation s'est accrue et s'est faite de plus en plus visible. Si bien que des poches de rebellions étaient à certains égards inévitables (à l'exemple du *Frente Institucional Militar*). En raison de leur participation indispensable dans le déroulement du coup d'État et de leur rôle actif dans le gouvernement de transition qui a suivi, la branche dissidente des forces armées est considérée comme un acteur déloyal.

Au moment du coup, la justification de leur intervention s'est basée sur l'article 232 de la constitution qui stipule que « le Président est obligé de procurer la garantie des droits et des libertés de tous les vénézuéliens ». En ordonnant aux troupes de prendre le contrôle militaire de la capitale (Pion-Berlin 2005 : 11), Chávez fournissait aux dissidents un prétexte idéal pour déclencher le coup d'État. D'une part, puisque le Président était incapable de remplir ses fonctions et « s'attaquait » ainsi à ses propres citoyens, l'armée devait intervenir pour protéger le peuple vénézuélien. D'autre part, cela allait à l'encontre d'une conviction partagée des militaires qu'ils ne devraient pas être impliqués dans la répression de manifestants civils (Trinkunas 2006 : 220)⁹⁶.

Par contre, il faut souligner que ce groupe d'opposition déloyale n'impliquait qu'une minorité de membres des forces armées. La majorité est demeurée fidèle à Chávez et n'a pas suivi les ordres d'insubordination qui émanait des rangs élevés. Passive au début du coup et dépourvue d'informations⁹⁷, elle s'est montrée de plus en plus réactionnaire au fur et à mesure que le conflit grandissait et que Carmona semblait perdre

⁹⁵ À ce sujet, la réintégration d'ex-conspirateurs du coup de 1992 a été un facteur d'instabilité selon plusieurs hauts gradés puisque cela contrevenait à un des piliers du professionnalisme démocratique : la subordination (LAWR 00-05 : 57).

⁹⁶ Cet argument avait d'ailleurs servi de justification similaire suite aux événements du *Caracazo*.

⁹⁷ De l'avis de Trinkunas (2006 : 219), « l'intervention ressemblait plus à une grève assise (*sitdown strike*) qu'à un coup »

sa légitimité. De sorte que quarante-huit heures après le coup d'État, les forces armées ont repris le contrôle du Palais de Miraflores et ont restauré Chávez au pouvoir.

CONCLUSION

Cette étude tentait de déterminer les conditions qui augmentent la probabilité d'un coup d'État dans le contexte sud-américain contemporain. Pour ce faire, nous nous sommes basés sur un cadre théorique qui combinait deux variables explicatives, c'est-à-dire la nature de l'opposition et le degré du contrôle civil des forces armées.

Dans un premier temps, nous avons traité de la problématique générale. Nous avons démontré que la rareté des coups d'État en Amérique du Sud depuis la troisième vague de démocratisation s'explique par la combinaison de deux facteurs. Le principal est la marginalisation des groupes d'opposition déloyale envers les régimes démocratiques. Ceci découle de l'amélioration des procédures institutionnelles de résolution de conflit et du processus d'autonomisation de la démocratie (tel que conceptualisé par Knight 2001) dans la société civile. Le second facteur est relié à la normalisation progressive des relations civilo-militaires. L'approfondissement du contrôle civil des forces armées a minimisé la volonté et la capacité des institutions militaires à intervenir sur la scène politique. Si bien que même dans les crises de gouvernabilité, les conditions n'étaient pas réunies pour une alliance civilo-militaire.

L'étude s'est ensuite transposée à l'analyse de la tentative de coup d'État 2002 au Venezuela. Elle nous permet de confirmer les liens de causalités à la base de notre cadre théorique initial. Tel qu'envisagé, l'interventionnisme militaire est survenu en raison du développement d'une opposition dense et influente dans la sphère politique et de l'affaiblissement du contrôle civil des forces armées. En ce sens, le Venezuela est un cas qui va à contre-courant de la tendance régionale.

Alors que la nature de l'interventionnisme militaire a changé de nature et de forme, en général, nous pouvons conclure que les causes de l'effondrement démocratique évoquées par Linz et Stepan (1978) ont peu changé depuis la dernière vague d'autoritarisme. Le processus demeure le même : 1) l'affaiblissement de la légitimité du régime démocratique; 2) des problèmes politiques insolubles et 3) le développement

d'une opposition déloyale. La grande différence concerne la composition de l'opposition déloyale et ses bases justificatives pour l'interventionnisme militaire. La légitimité des gouvernements repose toujours sur la qualité de leur efficience et de leur efficacité, mais à un degré moindre. La baisse de légitimité est surtout liée à la démocratie. Le style de gouvernance ainsi que la représentativité du système politique sont devenus les principaux enjeux sur lesquels s'organisent les différents groupes d'opposition, du moins publiquement.

Malgré que le Venezuela soit un cas extrême à plusieurs égards, les leçons tirées de son expérience peuvent s'appliquer à l'ensemble de la région. À partir de cette étude de cas, nous pouvons identifier cinq conditions qui augmentent les probabilités d'un coup d'État :

- 1) l'effondrement du système de partis
- 2) la courbe de polarisation
- 3) l'autonomisation « déficiente » de la démocratie
- 4) le manque d'institutionnalisation de la société civile
- 5) la transition à un contrôle présidentiel des forces armées

1) La tentative de coup d'État de 2002 est indissociable de la crise de légitimité des partis politiques sous la période *Punto fijo*. Elle est la principale source de la dégradation de la démocratie et de la chute du système de partis. Ultiment, c'est ce qui a créé les conditions qui ont permis à un *outsider* de remporter les élections.

Suite à l'accession au pouvoir de Chávez, l'effondrement presque complet du système de partis a grandement augmenté la vulnérabilité du régime à un coup d'État. D'une part, en raison de la dévalorisation des partis-politiques par les instances au pouvoir et leur relégation à un rôle secondaire, le système politique manquait les canaux institutionnels pour résoudre le conflit politique. D'autre part, l'effondrement du système de partis a posé problème pour la modération des acteurs politiques et leur volonté de considérer positivement leur participation dans le système politique. Par conséquent, cela augmentait les risques que le conflit se transpose à l'extérieur des institutions et qu'il devienne plus instable.

Nous argumentons donc que la stabilité démocratique repose en grande partie sur la qualité du système de partis. En cas de faiblesse, les perspectives de démocratisation ou de redémocratisation sont faibles. Le déficit partisan s'observe par la qualité de représentation entre les partis et la population, mais également par la confiance citoyenne envers les institutions. En ce sens, pour contrer l'érosion du taux de support du fonctionnement de la démocratie dans les pays andins, la priorité devrait se tourner vers le renforcement des partis politiques et l'édification d'un système de partis stable.

2) En lien avec le facteur précédent, il se dégage de l'expérience vénézuélienne que la polarisation est le principal facteur de déstabilisation du système politique pouvant conduire à un coup d'État. La polarisation est à la fois la cause et la conséquence d'une crise politique. La cause puisqu'en rendant progressivement inconciliables les positions, elle augmente les risques de provoquer une crise de gouvernabilité. Tel que vécu au Venezuela, une intense polarisation a pour effet de distordre les perceptions et les discours des acteurs influents. Elle accentue par ce fait la nature déloyale de l'opposition et légitime plus aisément l'interventionnisme des forces armées, en dépit de son caractère anti-démocratique. Ceci nous renvoie à l'importance de l'édification d'un système politique compétitif pour tempérer l'escalade de la polarisation.

La polarisation politique est aussi la conséquence d'une crise antérieure, qui devient par la suite le point de référence des attitudes politiques et le prétexte d'un positionnement plus extrême sur l'échiquier politique. Comme le démontre l'expérience vénézuélienne, la polarisation politique peut devenir le miroir de la polarisation sociale. L'accroissement de l'inégalité et de la pauvreté dépasse les frontières de la sphère économique et représentent des facteurs d'instabilité politique, encore plus s'ils déterminent les lignes de clivage partisan.

3) Nous affirmons que l'autonomisation de la démocratie n'est pas une condition suffisante pour prévenir les coups d'État. Si l'on se base uniquement sur les sondages d'opinion, la population vénézuélienne démontrait des attitudes très favorables envers la démocratie (au deuxième rang de la région). Paradoxalement, plusieurs élites et une certaine tranche de la société ont supporté la tentative de coup d'État. Similairement aux

événements de 1992, une grande partie de la population ne voyait pas d'incompatibilité entre endosser la démocratie et supporter un coup d'État occasionnel pour rectifier une situation conflictuelle. Même dans un contexte démocratique, le coup d'État était davantage être perçu comme une procédure de médiation d'orientation de la démocratie qu'un affront à celle-ci. Ainsi, pour la majorité de l'opposition semi-loyale et déloyale, le but de l'interventionnisme militaire était de rehausser la qualité démocratique du pays.

Cela soulève des dilemmes très intéressants à savoir qui est véritablement démocratique et qui ne l'est pas. L'ambiguïté au Venezuela est que de part et d'autre, les rôles se sont mélangés et entrecroisés. Chacun se disait plus démocratique que l'autre. Les principes et les comportements se sont confondus pour les besoins du dénouement de la crise. La « défaillance » de l'autonomisation de la démocratie est donc davantage liée aux critères de la démocratie auxquels se réfèrent les groupes que le simple fait d'appuyer ou non la démocratie.

En cela, puisqu'il néglige plusieurs critères institutionnels de la démocratie institutionnelle, le style de gouvernance néo-populiste est une menace à la stabilité politique de la région et un obstacle à l'autonomisation de la démocratie. Il nous faut une définition multidimensionnelle de la démocratie à laquelle tous peuvent se référer. Sans quoi, les risques de manipulation selon des intérêts spécifiques demeureront élevés et contingents pour le prétexte d'intervenir militairement.

4) Le cas vénézuélien chamboule la présomption théorique que la société civile est un rempart contre les coups d'État. À l'inverse de jouer un rôle modérateur dans la crise, les membres de la société civile de l'opposition ont été les principaux protagonistes de l'intervention militaire. Prise dans une spirale polarisatrice, la société civile peut devenir un facteur déstabilisateur pour la démocratie à court terme. Cela démontre la primauté des institutions, notamment les partis politiques, pour canaliser les frustrations sociales. En l'absence de ces mécanismes, nous devons être conscients des limites de la société civile d'être la protectrice de la démocratie. En contradiction avec les principes qu'elle défend, elle peut aussi adopter un comportement anti-démocratique.

Cela réitère l'argument d'Hagopian (2005) selon lequel le facteur déterminant de la capacité des États à surmonter une crise dépend de l'institutionnalisation de la société

civile par l'entremise des partis politiques. Cet indicateur de la société civile doit s'ajouter aux autres déjà en vigueur dans la littérature tels que sa densité, son autonomie et sa capacité d'autorégulation.

5) L'affaiblissement du contrôle civil des forces armées est un des facteurs explicatifs de la tentative de coup d'État. Le passage à un contrôle présidentiel sous Chavez a augmenté la politisation militaire et a militarisé la politique. Cette réorientation du type de contrôle civil a suscité beaucoup de mécontentement et de frustration dans les rangs militaires. Cependant, nous argumentons ce n'est pas tant la faiblesse en soi du contrôle civil qui a causé le coup d'État que la manière et la rapidité avec lesquelles la dégradation s'est opérée. Par conséquent, la période de transition à un contrôle présidentiel des forces armées doit être considérée un moment critique pour la stabilité du régime.

En conclusion, le fait que le coup d'État d'avril 2002 se soit soldé en échec renforce l'argument que les coups d'État, traditionnels et sporadiques, sont en voie d'extinction dans la conjoncture post-transition démocratique en Amérique du sud. Le Venezuela était le pays le plus vulnérable à un coup d'État dans la région. Pourtant, il a échoué sur la base de sa nature anti-démocratique. Cela signifie que même dans les conditions optimales, la légitimité de ce type d'action est extrêmement faible. Par ailleurs, ce coup a eu pour impact de rehausser la légitimité de Chávez aux yeux de ses partisans et fragiliser davantage l'opposition. La victime du coup s'est avéré le grand gagnant politique de cette manœuvre. D'autres seront-ils tentés d'oser ce dangereux pari? Pour autant que la démocratie ne se détériore pas trop, nous pouvons en douter.

BIBLIOGRAPHIE

Livres et articles

- « ANC empieza hoy sesiones. Chávez pide prudencia », *La Nacion* (Costa Rica), le 5 août 1999.
- Avritzer, Leonardo. 2006. « Civil Society in Latin America in the Twenty-First Century: Between Democratic Deepening, Social Fragmentation, and State Crisis », dans Feinberg, R., C. Waisman et L. Zamosc (eds), *Civil Society and Democracy in Latin America*, New York: Palgrave Macmillan, 35-58.
- Baburkin, Sergei, Andrew Danopoulos, Rita Giacalone et Erika Moreno. 1999. The 1992 Coup Attempts in Venezuela: Causes and Failure *The Journal of Political and Military Sociology* 27 (1): 141-154.
- Beasley-Murray, Jon. 2002. « Venezuela: The Revolution Will not be Televised. Pro-Chávez Multitudes Challenge Media Blackout », *NACLA Report on the Americas*, 36 (1): 16-20.
- Bland, Douglas. 1999. « A Unified Theory Of Civil-Military Relations », *Armed Forces & Society* 26 (1): 7-26.
- Brinks, Daniel et Michael Coppedge. 2006. « Diffusion Is No Illusion: Neighbor Emulation in the Third Wave of Democracy », *Comparative Political Studies* 39 (4): 463-489.
- Cameron, Maxwell et Flavie Major. 2001. « Venezuela's Hugo Chávez : Savior or Threat to Democracy ? », *Latin American Research Review* 36 (3): 255-266.
- Canache, Damarys. 2002. « From Bullets to Ballots: The Emergence of Popular Support for Hugo Chávez », *Latin American Politics and Society* 14 (1): 69-90.
- Cannon, Barry. 2004. « Venezuela, April 2002: Coup or Popular Rebellion? The Myth of a United Venezuela », *Bulletin of Latin American Research* 23 (3): 285-302.
- « Chávez cracks downs on media and unions », *Latin American Weekly Report*, 00-09, le 29 février 2000 : 100.
- « Chávez delivers his first shocker », *Latin American Weekly Report*, 99-06, le 9 février 1999: 62.
- « Chávez derroto a la Corte », *La Nacion* (Costa Rica), le 25 août 1999.
- « Corte desafía a Constituyente. Venezuela hacia choque », *La Nacion* (Costa Rica), le 21 août 1999.
- « Chávez esta demostrando su raiz antidemocratica », *El Nacional* (Venezuela), le 16 novembre 1999.
- « Chávez faces two challengers in May », *Latin American Weekly Report*, 00-12, le 21 mars 2000: 139.

- « Chávez loses ground in the legislature », *Latin American Weekly Report*, 02-02, le 8 janvier 2002: 19.
- « Chávez makes business lockout a test case », *Latin American Weekly Report*, 01-48, le 2 décembre 2001: 572.
- « Chávez seeks special powers again », *Latin American Weekly Report*, 00-38, le 26 septembre 2000: 450.
- « Chávez tightens grip by dismissing Miquilena, appointing fellow coupster », *Latin American Weekly Report*, 02-05, le 29 janvier 2002: 49.
- « Chávez to request special powers for an immediate economic blitz », *Latin American Weekly Report*, 99-05, le 2 février 1999: 49.
- « Climate of unrest tests government's nerve », *Latin American Weekly Report*, 01-47, le 27 novembre 2001: 561.
- « Congress gets stiff warning from Chávez », *Latin American Weekly Report*, 99-14, le 13 avril 1999: 162.
- Clement, Christopher. 2005. « Confronting Hugo Chávez: United States "Democracy Promotion" in Latin America », *Latin American Perspectives* 32 (3): 60-78.
- Coppedge, Michael. 2005. « Explaining Democratic Deterioration in Venezuela through Nested Interference », dans Hagopian Frances et Scott Mainwaring. *The Third Wave of Democratization in Latin America: Advances and Setbacks*. Cambridge University Press, 289-318
- Coppedge, Michael. 2003. « Venezuela: Popular Sovereignty versus Liberal Democracy », dans Dominguez Jorge et Michael Shifter, *Constructing Democratic Governance in Latin America*, Baltimore: John Hopkins University Press, 165-192.
- Corrales, Javier et Michael Penfold. 2007. « Venezuela: Crowding Out the Opposition », *Journal of Democracy* 18 (2): 99-113.
- Corrales, Javier et Michael Penfold. 2007b. « Social Spending and Democracy: The Case of Hugo Chávez », *LASA Forum* 28 (1): 20-22.
- Corrales, Javier. 2006. « Hugo Boss », *Foreign Policy* (février): 32-40
- Corrales, Javier. 2005. « In Search of a Theory of Polarization: Lessons from Venezuela, 1999-2005 », *Revista Europea de Estudios Latinoamericanos y del Caribe* 79 (octobre): 105-118.
- Corrales, Javier. 2001. Strong Societies, Weak Parties: Regimes Change in Cuba and Venezuela in the 1950s and Today. *Latin American Politics and Society* 43 (2): 81-113.
- Cruz, Consuelo et Rut Diamint. 1998. « The New Military Autonomy in Latin America », *Journal of Democracy* 9 (4): 115-127.
- Diamint, Rut. 2003. « The Military » dans Dominguez Jorge et Michael Shifter, *Constructing Democratic Governance in Latin America*, Baltimore: John Hopkins University Press, 43-73.

- Diamond, Larry et Leonardo Morlino. 2004. « The Quality of Democracy », *Journal of Democracy* 15 (4): 20-31.
- Diamond, L., J. Linz et S. Lipset. 1995. *Politics in Developing Countries: Comparing Experiences with Democracy*, Boulder: Lynne Rienner Publishers.
- Dominguez, Jorge. 2003. « Constructing Democratic Governance in Latin America: Taking Stock of the 1990s » dans Dominguez Jorge et Michael Shifter, *Constructing Democratic Governance in Latin America*, Baltimore: John Hopkins University Press, 351-381.
- Dubé, Sébastien. 2001. *Du pouvoir et de l'influence militaires dans les démocraties du cône sud de l'Amérique latine*, Mémoire de maîtrise : Université de Montréal.
- Dunkerley, James. 2007. « Evo Morales, the Two Bolivias and the Third Bolivarian Revolution », *Journal of Latin America Studies* (39): 133-166.
- Eckstein, Harry. 1975. « Case Study and Theory in Political Science », dans Greenstein, F.I. and N.S. Polsby (eds.), *Handbook of Political Science*, MA: Addison Wesley.
- Ellner, Steve. 2008. *Rethinking Venezuelan Politics: Class, Conflict and the Chávez Phenomenon*. London: Lynne Rienner.
- Ellner, Steve et Daniel Hellinger. 2004. *Venezuelan Politics in the Chávez Era*. London: Lynne Rienner Publishers.
- Ellner, Steve et Fred Rosen. 2002. « The Remarkable Fall and Rise of Hugo Chávez: Coup, Chaos or Misunderstanding? », *NACLA Report on the Americas*, 36 (1): 9-15.
- Ellner, Steve. 2001. « The Radical Potential of Chavismo in Venezuela: The First Year and a Half in Power ». *Latin America Perspectives* 28 (120):5-32.
- Encarnacion, Omar. 2002. « Venezuela's "Civil Society Coup" », *World Policy Journal* (été): 38-48.
- Fitch, John Samuel. 1998. *The Armed Forces and Democracy in Latin America*. London: Johns Hopkins University Press.
- Fitch, John Samuel. 2001. « Military Attitudes Toward Democracy ». In *Civil-Military Relations in Latin America: New Analytical Perspectives*, The North Carolina University Press. 59-87
- Garcia-Guadilla, Maria Pilar. 2005. « The Democratization of Democracy and Social Organizations of the Opposition. Theoretical Certainties, Myths, and Praxis », *Latin American Perspectives*, 32 (2): 109-123.
- Garcia-Guadilla, Maria Pilar. 2007. « Social Movements in a Polarized Setting: Myths of Venezuelan Civil Society », dans Ellner, Steve et Miguel Tinker Salas, *Venezuela: Hugo Chávez and the Decline of an "Exceptional Democracy"*, Lanham: Rowman & Littlefield Publishers, 140-154.
- Golinger, Eva. 2006. *The Chávez Code: Cracking US Intervention in Venezuela*, Northampton: Olive Branch Press.
- Gonzalez Plessman, Antonio. 2002. « Venezuela: oposicion y estado de derecho », *OSAL* (juin): 19-22.

- Hagopian, Frances. 2005. « Conclusions: Government Performance, Political Representation, and Public Perceptions of Contemporary Democracy in Latin America », dans Hagopian Frances et Scott Mainwaring. *The Third Wave of Democratization in Latin America: Advances and Setbacks*. Cambridge University Press.
- Hawkins, Kirk et David Hansen. 2006. « Dependent Civil Society: The Circulos Bolivarianos in Venezuela », *Latin American Research Review* 41 (1): 101-132.
- « Hugo Chávez gets it way – but only after concessions to the opposition », *Latin American Weekly Report*, 99-16, le 27 avril 1999 : 181-182.
- Hunter, Wendy. 1997. *Eroding Military Influence in Brazil: Politicians against Soldiers*, The University of North Carolina Press.
- Huntington, Samuel. 1957. *The Soldier and the State: The Theory and Politics of Civil-Military Relations*, Cambridge: Belknap Press of Harvard University Press.
- « Institutions in limbo until mid-year: assembly closes down after vindicating 1992 rebels », *Latin American Weekly Report*, 00-05, le 1er février 2000: 57.
- Karl, Terry. 1997. *The Paradox of the Plenty: Oils Booms and Petro-States*, Berkeley: University of California Press.
- Kenney, Charles. 2004. *Fujimori's Coup and the Breakdown of Democracy in Latin America*, Indiana: University of Notre Dame Press.
- Kitschelt, Herbert. 2000. « Linkages Between Citizens and Politicians in Democratic Policies », *Comparative Political Studies* 33 (6-7): 845-879.
- Knight, Alan. 2001. « Democratic and Revolutionary Traditions in Latin America », *Bulletin of Latin American Research* 20 (2): 147-186.
- Lagos, Marta. 2008. « The Democracy Barometers: Latin America's Diversity of Views », *Journal of Democracy* 19 (1): 111-125.
- Lagos, Marta. 2003. « Latin America's Lost Illusions: A Road with no Return? » *Journal of Democracy* 14 (2): 163-173.
- Lagos, Marta. 2001. « How People View Democracy: Between Stability and Crisis in Latin America », *Journal of Democracy* 12 (1): 137-145.
- Lalander, Rickard et Francisco Garcia Samaniego. 2005. « Chavismo y oposicion en Venezuela: Exploraciones criticas sobre democracia, descentralizacion y populismo », *Ciudad Politica.com*: 1-36.
- Lander, Edgardo. 2007. « Venezuelan Social Conflict in a Global Context », dans Ellner, Steve et Miguel Tinker Salas, *Venezuela: Hugo Chávez and the Decline of an "Exceptional Democracy"*, Lanham: Rowman & Littlefield Publishers, 16-32.
- Lander, Luis et Margarita Lopez-Maya. 2002. « Venezuela's Oil Reform and Chavismo », *NACLA Report on the Americas*, 36 (1): 21-23.
- Legler, Thomas. 2007. « The Inter-American Democratic Charter: Rhetoric or Reality », dans Thérien, J.-P. et G. Mace (eds), *Governing the America: Assessing Multilateral Institutions*, Colorado: Lynne Rienner Publishers.

- Letvisky, Steven et Lucan Way. 2002. « Elections Without Democracy: The Rise of Competitive Authoritarianism », *Journal of Democracy* 13 (2): 51-65.
- Levine, Daniel. 1994. Goodbye to Venezuelan Exceptionalism. *Journal of Interamerican Studies and World Affairs* 36 (4): 145-182.
- Levitt, Barry. 2006. « A Desultory Defense of Democracy: OAS Resolution 1080 and the Inter-American Democratic Charter », *Latin American Politics and Society* 48 (3): 93-123.
- Linz, Juan et Alfred Stepan. 1978. *The Breakdown of Democratic Regimes: Crisis, Breakdown and Reequilibrium*, Baltimore: John Hopkins University Press.
- Lopez Maya, Margarita. 2002. « Partidos de izquierda en Venezuela al comenzar el siglo XXI : el Movimiento Quinta Republica y el Patria Para Todos » (document papier).
- Lucero, Antonio Jose. 2001. « Crisis and Contention in Ecuador », *Journal of Democracy* 12 (2): 59-73.
- McClintock, Cynthia. 2001. « Latin America's Third Wave: Measuring and Explaining Variations Across Seventeen Nations », document de recherché présenté dans le cadre de *Annual Meeting of the American Political Science Association*, (San Francisco).
- McCoy, Jennifer. 2005. « The Referendum in Venezuela: One Act in an Unfinished Drama », *Journal of Democracy* 16 (1): 109-125.
- McCoy, Jennifer et David Myers. 2004. *The Unravelling of Representative in Venezuela*, London: John Hopkins University Press.
- McCoy, Jennifer et William Smith. 1995. « Democratic Disequilibrium in Venezuela », *Journal of Interamerican Studies and World Affairs* 37 (2): 113-179.
- Mainwaring, Scott. 2006. « The Crisis of Representation in the Andes », *Journal of Democracy*, vol 17, no 3, 12-27.
- Mainwaring, Scott et Anibal Perez-Linan. 2005. « Latin American Democratization since 1978: Democratic Transitions, Breakdowns and Erosions », dans Hagopian Frances et Scott Mainwaring. *The Third Wave of Democratization in Latin America: Advances and Setbacks*. Cambridge University Press, 14-62.
- Mainwaring, Scott. 1999. *Rethinking Party Systems in the Third Wave of Democratization: the Case of Brazil*, Stanford: Stanford University Press.
- Mair, Peter. 1997. *Party System Change: Approach and Interpretation*, Oxford: Clarendon.
- Monaldi, Francisco et al. 2006. *Political Institutions, Policymaking Processes, and Political Outcomes in Venezuela*, document de travail # R-507: Inter-American Development Bank.
- Naim, Moises. 2001. « High Anxiety in the Andes. The Real Story Behind Venezuela's Woes », *Journal of Democracy* 12 (2): 17-31.

- Norden, Deborah. 2003. « Democracy in Uniform: Chávez and the Venezuelan Armed Forces », dans Ellner et Hellinger. *Venezuelan Politics in the Chávez Era: Class, Polarisation and Conflict*. London: Lynne Rienner Publishers.
- Norden, Deborah. 1998. « Democracy and Military Control in Venezuela: From Subordination to Insurrection », *Latin America Research Review* 33 (2): 143-154.
- Norden, Deborah. 1998. « Party Relations and Democracy in Latin America ». *Party Politics* 4 (4): 423-443.
- O'Donnell, Guillermo. 2007. « The Perpetual Crises of Democracy », *Journal of Democracy* 18 (1): 5-12.
- O'Donnell, Guillermo. 1995. « Delegative Democracy », *Journal of Democracy* 5 (1): 55-69.
- Parker, Dick. 2002. « Debilidades en la conduccion politica des proceso tambien facilitaron el golpe », *OSAL* (juin): 11-14.
- Pérez-Linan, Anibal. 2007. *Presidential Impeachment and the New Political Instability in Latin America*, New York: Cambridge University Press.
- Pérez-Linan, Anibal. 2005. Democratization and Constitutional Crises in Presidential Regimes: Toward Congressional Supremacy? *Comparative Political Studies* 38 (1):51-74.
- Petras, James et Henry Veltmeyer. 2005. *Social Movements and State Power*, London: Pluto Press.
- Pion-Berlin, David et Craig Arsenaux. 2007. « Issues, Threats, and Institutions: Explaining OAS Responses to Democratic Dilemmas in Latin America », *Latin American Politics and Society* 49 (2): 1-31.
- Pion-Berlin, David. 2005. « Democratization, Social Crisis and the Impact of Military Domestic Roles in Latin America », *Journal of Political and Military Sociology* 33 (11): 5-24.
- Pion-Berlin, David. 2001. *Civil-Military Relations in Latin America: New Analytical Perspectives*. Chapel Hill: University of North Carolina Press.
- « Polarization not as sharp as it seems », *Latin American Weekly Report*, 02-11, le 12 mars 2002: 123.
- Posen, Barry. 1993. « The Security Dilemma and Ethnic Conflict ». dans M. Brown (eds) *Ethnic Conflict and Security*, Princeton: Princeton University Press.
- « Protests don't herald social explosion », *Latin American Weekly Report*, 01-08, le 20 février 2001: 93.
- Remmer, Karen. 1991. « The Political Impact of Economic Crises in Latin America in the 1980s », *American Political Science Review* 85 (septembre): 777-800.
- Roberts, Kenneth. 2003. « Social Correlates of Party System Demise and Populist Resurgence in Venezuela », *Latin American Politics and Society* 45 (3): 35-57.

- Roberts, Kenneth et Erik Wibbels. 1999. « Party System and Electoral Volatility in Latin America: A Test of Economic, Institutional and Structural Explanations », *American Political Science Review* 93 (3): 575-590.
- Rodriguez, Francisco. 2008. « An Empty Revolution. The Unfulfilled Promises of Hugo Chávez », *Foreign Affairs* (mars-avril): 49-62.
- Sabatini, Christopher. 2003. « Decentralization and Political Parties », *Journal of Democracy* 14 (2): 138-150.
- Sanchez, Omar. 2007. « Party Non-Systems: A Conceptual Innovation Applied to Latin American Cases », document de travail présenté au Congrès du *Latin American Studies Association*. Montréal (septembre).
- Sanchez Melean, Jesus. 2005. *The Role of the OAS in the Political Crisis of Venezuela*, Mémoire de maîtrise: Université de l'Ohio.
- Sanz, Jesus de Andrés. 2004. « The Coups d'État and the International Context », document de travail, Madrid, voir <http://www.uned.es/dcpa/estudios.html> (page consultée le 10 février 2008).
- Savoie, Julie. 2007. « Une comparaison entre deux modèles de populisme: Morales dans l'ombre de Chávez? », *Observatoire des Amériques* (novembre).
- Tanaka, Martin. 2006. « From Crisis to Collapse of the Party Systems and Dilemmas of Democratic Representation: Peru and Venezuela », dans Mainwaring, S., AM Bejarano et L. Gomez, *The Crisis of Democratic Representation in the Andes*, Stanford: Stanford University Press.
- Touraine, Alain. 1988. *La parole et le sang : politique et société en Amérique latine*, Paris : O. Jacob.
- Trinkunas, Harold. 2005. *Crafting Civilian Control of The Military in Venezuela*. Chapter Hill: The University of North Carolina Press.
- Trinkunas, Harold. 2002. « The Crisis in Venezuelan Civil-Military Relations: From Punto Fijo to the Fifth Republic », *Latin America Research Review* 37 (1): 41-76.
- Valencia Ramirez, Cristobal. 2007. « Venezuela's Bolivarian Revolution: Who are the Chavistas? », dans Ellner, Steve et Miguel Tinker Salas, *Venezuela: Hugo Chávez and the Decline of an "Exceptional Democracy"*, Lanham: Rowman & Littlefield Publishers.
- Valenzuela, Arturo. 1997. « Paraguay: The Coup That Didn't Happen », *Journal of Democracy* 8 (1): 43-55.
- Valenzuela, Arturo. 2004. « Latin American Presidencies Interrupted », *Journal of Democracy* 15 (4): 5-19.
- Waisman, Carlos. 2006. « Autonomy, Self-Regulation, and Democracy: Tocquevillean-Gellnerian Perspectives on Civil Society and the Bifurcated State in Latin America », dans Feinberg, R., C. Waisman et L. Zamosc (eds), *Civil Society and Democracy in Latin America*, New York: Palgrave Macmillan, 17-34.

- Walsh, Catherine. 2001. « The Ecuadorian Political Irruption: Uprisings, Coups, Rebellions, and Democracy », *Nepantla: Views from South* 2 (hiver): 171–201.
- Weyland, Kurt. 2008. « Politics and Policies of Latin America's Two Lefts: The Role of Party Systems vs. Resource Bonanzas », document de travail présenté au XXVI Congrès du *Latin American Studies Association*, Montréal (septembre).
- Weyland, Kurt. 2003. « Economic Voting Reconsidered. Crisis and Charisma in the Election of Hugo Chávez », *Comparative Political Studies* 36 (7): 822-848.
- Weyland, Kurt. 1996. « Neopopulism and Neoliberalism in Latin America: Unexpected Affinities », *Studies in Comparative International Development* 31 (3): 3-31.
- Wilpert, Gregory. 2006. *Changing Government by Taking Power: The History and Policies of the Chávez Government*. London: Verso
- Zargoski, Paul. 2003. « Democratic Breakdown in Paraguay and Venezuela: The Shape of Things to Come in Latin America », *Armed Forces & Society* 30 (1):87-116.

Documents

Banque Mondiale. 2008. Données disponible en ligne. <http://www.eclac.cl>

Bartley, Kim et Donnacha O'Briain. 2002. *The Revolution Will not be Televised*, Irish Film Board (documentaire).

CEPAL. 2008. Données disponible en ligne. <http://www.eclac.cl>

Chartre de l'Organisation des États américains. <http://www.oea.org>

Constitución de la República Bolivariana de Venezuela (Publicada en Gaceta Oficial del Jueves 30 de Diciembre de 1999, Número 36.860). En ligne. <http://www.constitucion.ve>

Latinobarometro Informe. 2007. En ligne. <http://www.latinobarometro.org>

Latinobarometro Informe. 2006. En ligne. <http://www.latinobarometro.org>

Political Database of the Americas, Georgetown University. En ligne. <http://pdba.georgetown.edu/Elecdata/elecdata.html> (page consultée le 23 février 2007).

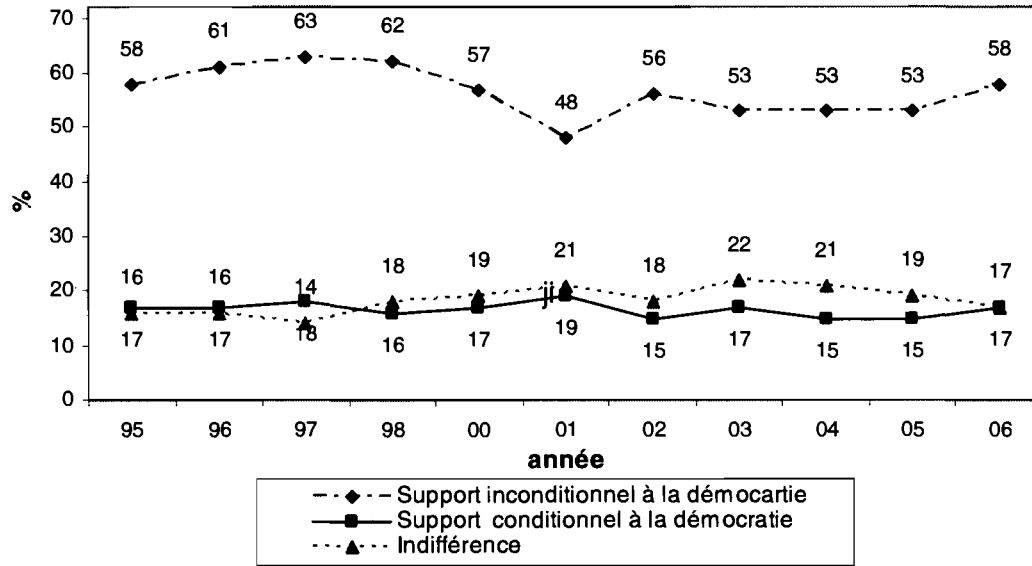
« Primer Borrador de la Comision Politica que investiga los sucesos del 11, 12, 13 y 14 de abril presentado por el diputado Carlos Tablante ». 2002. En ligne. <http://www.logiconline.org.ve/primerborrado1r.htm> (page consultée le 9 mai 2008).

Social Watch. 2008. Données disponible en ligne. <http://www.socialwatch.org>

ANNEXES

ANNEXE 1

Annexe 1 - Répartition des attitudes envers la démocratie en Amérique du Sud (1995-2006)



Source : Latinobarometro (2006)

ANNEXE 2

Annexe 2 - Évolution des dépenses militaires en Amérique du Sud (1985-2005)

Pays	Année transition démocratique	1985		1990		1997		2005		Écart 2005 et 1985	
		%	\$ MillionsUS	%	\$ Millions US	%	\$ MillionsUS	%	\$ MillionsUS	%	\$ Millions US
Argentine	1983	3,8	5187	1,2	n/d	1,8	4972	1,0	1773	-2,8	-3414
Bolivie	1982	2,0	181	2,4	n/d	2,0	155	1,9	178	-0,1	-3
Bésil	1985	1,8	5515	1,8	n/d	3,3	18546	1,6	12533	-0,2	7018
Chili	1990	10,6	2287	4,2	n/d	3,8	2922	3,8	3828	-6,8	1541
Colombie	1958	1,6	604	2,2	n/d	3,3	2542	3,7	4154	2,1	3550
Équateur	1979	1,8	405	2,0	n/d	3,5	692	2,4	774	0,6	369
Paraguay	1989	1,3	85	n/d	n/d	1,5	134	0,8	558	-0,5	473
Pérou	1978	4,5	913	0,1 ⁹⁸	n/d	2,2	1276	1,2	926	-3,3	13
Uruguay	1984	n/d ⁹⁹	n/d	3,1	n/d	n/d	n/d	1,4	23	-1,7	23
Venezuela	1958	2,1	1174	1,9	n/d	1,8	1276	1,1	1441	-1,0	267
Moyenne										-1,4	984

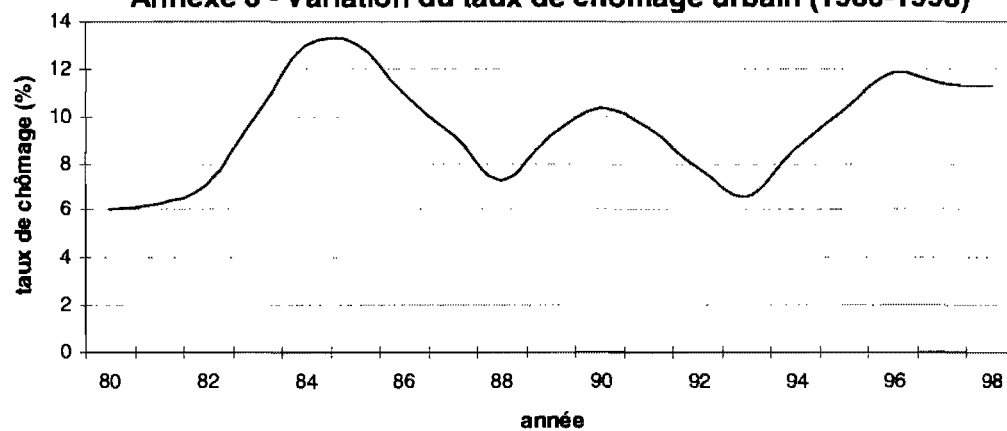
Source : www.socialwatch.org (% PIB de 1990 et de 2005), *The Military Balance (Diamint 03)* (dépenses militaires et % PIB de 1985 et de 1997) et www.imf.org (PIB de 2005 et de 1990 pour Uruguay)

⁹⁸ Cette donnée est reprise du tableau de Diamint. Il nous semble cependant très faible.

⁹⁹ Pour une raison qui nous est inconnue, l'Uruguay n'a pas été compris dans l'analyse de Diamint.

ANNEXE 3

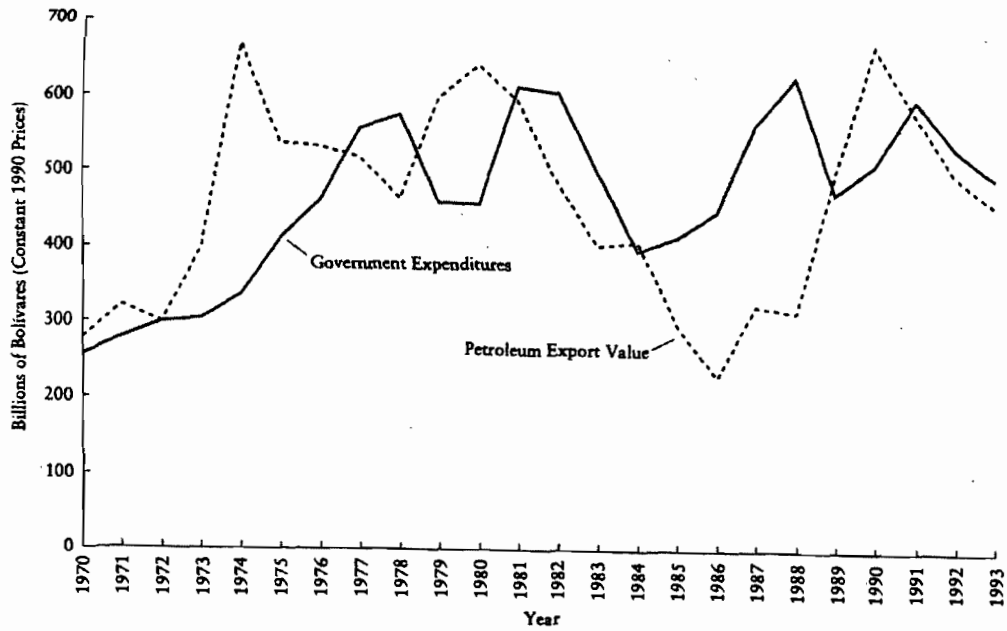
Annexe 3 - Variation du taux de chômage urbain (1980-1998)



Source : CEPAL

ANNEXE 4

Annexe 4 – Comparaison des dépenses gouvernementales versus la valeur des exportations du pétrole (1970-1993)



Source : Karl (1997: 169)

ANNEXE 5

Annexe 5 – Comparaison des dépenses gouvernementales versus la dette publique (1970-1992)

	Dépenses totales (millions de bolivar)	Dette publique
1970	10,295	177
1971	11,915	717
1972	12,842	429
1973	15,042	470
1974	40,059	588
1975	40,37	355
1976	39,468	603
1977	52,041	2,147
1978	49,905	2,564
1979	47,569	4,467
1980	68,551	5,955
1981	92,182	4,813
1982	88,942	7,064
1983	80,134	5,693
1984	99,706	11,448
1985	110,55	10,920
1986	117,66	13,222
1987	173,23	22,060
1988	212,79	20,304
1989	308,67	25,764
1990	565,51	66,156
1991	734,15	90,839
1992	887,18	89,274

Source : Karl (1997 : 165)

ANNEXE 6

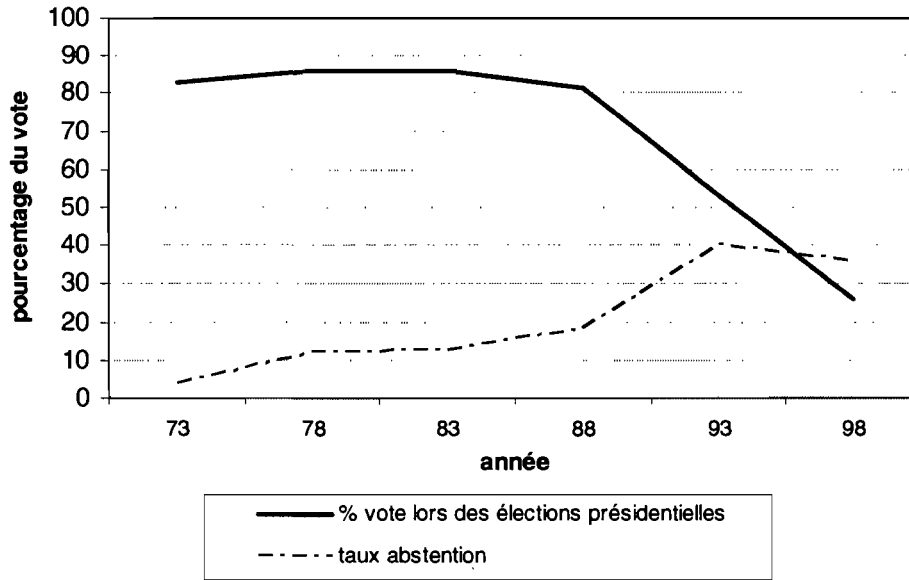
Annexe 6 - Fragmentation du système de partis depuis décentralisation politique

années	Type d'élection	% votes aux partis politiques affiliés au système	% partis politiques non affiliés	Abstention (%)
1988	Présidentielle	94	6	18
1988	Législative	74	27	18
1989	Régionale	71	39	55
1992	Régionale	78	32	60
1993	Congrès	46	54	40
1993	Présidentielle	46	54	40
1995	Régionale	56	44	55
1998	Congrès	37	63	46
1998	Présidentielle	11	91	36

Source : Lalander et Samaniego (2005 : 18)

ANNEXE 7

Annexe 7: Évolution du déclin des parts électorales des partis politiques traditionnels (1973-1998)



Source : Taux d'abstention - Coppedge (2003: 179)

Pourcentage du vote - <http://pdba.georgetown.edu/Elecdata/elecdata.html>